



2nd Session, 35th Parliament,  
45-46 Elizabeth II, 1996-97

2<sup>e</sup> session, 35<sup>e</sup> législature,  
45-46 Elizabeth II, 1996-97

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

## BILL C-44

## PROJET DE LOI C-44

An Act for making the system of Canadian ports competitive, efficient and commercially oriented, providing for the establishing of port authorities and the divesting of certain harbours and ports, for the commercialization of the St. Lawrence Seaway and ferry services and other matters related to maritime trade and transport and amending the Pilotage Act and amending and repealing other Acts as a consequence

Loi favorisant la compétitivité du réseau portuaire canadien par une rationalisation de sa gestion, prévoyant la création des administrations portuaires et l'aliénation de certains ports, régissant la commercialisation de la Voie maritime du Saint-Laurent et des traversiers et des questions connexes liées au commerce et au transport maritime, modifiant la Loi sur le pilotage et abrogeant et modifiant certaines lois en conséquence

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

### SHORT TITLE

### TITRE ABRÉGÉ

Short title

**1.** This Act may be cited as the *Canada Marine Act*. 5

**1.** *Loi maritime du Canada*. 5

Titre abrégé

### INTERPRETATION

### DÉFINITIONS

Definitions

**2.** (1) The definitions in this subsection apply in this Act.

**2.** (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. 5

Définitions

“Agency”  
« Office »

“Agency” means the Canadian Transportation Agency continued by subsection 7(1) of the *Canada Transportation Act*. 10

« administration portuaire » Administration portuaire constituée en vertu de l'article 6.

« administration portuaire »  
“port authority”

“federal real property”  
« immeubles fédéraux »

“federal real property” has the same meaning as in section 2 of the *Federal Real Property Act*.

« droits » Toute forme de taxes, droits, péages, contributions ou prix. Sont inclus dans la présente définition les droits d'amarrage, les droits d'accostage et les droits de port. 10

« droits »  
“fees”

“fees”  
« droits »

“fees” includes harbour dues, berthage and wharfage, as well as duties, tolls, rates and other charges. 15

« immeubles fédéraux » S'entend au sens de l'article 2 de la *Loi sur les immeubles fédéraux*. 15

« immeubles fédéraux »  
“federal real property”

“goods”  
« marchandises »

“goods” includes all personal property other than ships.

« installations portuaires » quais, jetées, brise-lames, installations, ouvrages, terminaux, entrepôts et autres bâtiments, situés dans les eaux navigables, à la surface de celles-ci ou à proximité, affectés à la navigation ou aux transports par eau, y compris tous les terrains liés à leur utilisation.

« installations portuaires »  
“port facility”

“Minister”  
« ministre »

“Minister” means the Minister of Transport.

“owner”  
« propriétaire »

“owner” includes  
(a) in the case of a ship, the agent, charterer by demise or master of the ship; and 20



	(b) in the case of goods, the agent, sender, consignee or bailee of the goods, as well as the carrier of the goods to, on, over or from any property under the administration or jurisdiction of a port authority or the Minister.	5	« installations portuaires publiques » Les installations portuaires désignées comme installations portuaires publiques en application de l'article 54.	« installations portuaires publiques » "public port facility"
"person" « personne »	"person" includes a partnership, an association and a body corporate.		« marchandises » Biens meubles, à l'exclusion d'un navire.	« marchandises » "goods"
"port authority" « administration portuaire »	"port authority" means a port authority established under section 6.	10	« ministre » Le ministre des Transports.	« ministre » "Minister"
"port facility" « installations portuaires »	"port facility" means a wharf, pier, breakwater, terminal, warehouse or other building or work located in, on or adjacent to navigable waters used in connection with navigation or shipping and includes all land incidental to their use.	15	« navire » Tout genre de bâtiment, bateau ou embarcation conçu, utilisé ou utilisable, exclusivement ou non, pour la navigation maritime, autopropulsé ou non et indépendamment du mode de propulsion; la présente définition vise également les hydravions, les radeaux et les estacades de billes ou de bois de construction.	« navire » "ship"
"public port" « port public »	"public port" means a port designated as a public port under section 54.		« Office » L'Office des transports du Canada maintenu par le paragraphe 7(1) de la <i>Loi sur les transports au Canada</i> .	« Office » "Agency"
"public port facility" « installations portuaires publiques »	"public port facility" means a port facility designated as a public port facility under section 54.		« personne » S'entend notamment d'une société de personnes, d'une association et d'une personne morale.	« personne » "person"
"Seaway" « voie maritime »	"Seaway" means the deep waterway between the port of Montreal and the Great Lakes that is constructed and maintained pursuant to the Agreement between Canada and the United States providing for the development of navigation and power in the Great Lakes-St. Lawrence Basin, dated March 19, 1941, including the locks, canals and facilities between the port of Montreal and Lake Erie and generally known as the St. Lawrence Seaway.	25	« port public » Port désigné comme port public en application de l'article 54.	« port public » "public port"
"ship" « navire »	"ship" includes every description of vessel, boat or craft designed, used or capable of being used solely or partly for marine navigation, whether self-propelled or not and without regard to the method of propulsion, and includes a sea-plane and a raft or boom of logs or lumber.	35	« propriétaire » Y sont assimilés : a) dans le cas d'un navire, l'agent, l'affréteur en coque nue ou le capitaine de celui-ci; b) dans le cas de marchandises, l'agent, l'expéditeur, le consignataire ou le dépositaire de celles-ci, de même que la personne qui les transporte à destination ou en provenance de toute propriété placée sous l'administration ou la compétence d'une administration portuaire ou du ministre, en passant par une telle propriété ou au-dessus de celle-ci.	« propriétaire » "owner"
		40	« voie maritime » La voie en eau profonde entre le port de Montréal et les Grands Lacs construite et entretenue en conformité avec l'accord du 19 mars 1941 entre le Canada et les États-Unis pour le développement de la navigation et l'aménagement de l'énergie dans le bassin des Grands Lacs et du Saint-Laurent; la présente définition vise également les écluses, canaux et installations en-	« voie maritime » "Seaway"



Same meaning

(2) Unless a contrary intention appears, words and expressions used in this Act have the same meaning as in the *Canada Business Corporations Act*.

tre le port de Montréal et le lac Érié dont l'ensemble est connu sous l'appellation de voie maritime du Saint-Laurent.

(2) Sauf indication contraire, les autres termes de la présente loi s'entendent au sens de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*.

Terminologie

## ABORIGINAL RIGHTS

Aboriginal rights

**2.1** For greater certainty, nothing in this Act shall be construed so as to abrogate or derogate from the application of section 35 of the *Constitution Act, 1982* to existing aboriginal or treaty rights of the aboriginal peoples of Canada.

## DROITS DES AUTOCHTONES

Droits des autochtones

**2.1** Il est entendu que la présente loi ne porte pas atteinte à l'application de l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982* aux droits existants — ancestraux ou issus de traités — des peuples autochtones.

## NATIONAL MARINE POLICY

National Marine Policy

**3.** It is hereby declared that the objective of this Act is to

## POLITIQUE MARITIME NATIONALE

Politique maritime nationale

**3.** Il est déclaré que l'objectif de la présente loi est de :

(a) implement a National Marine Policy that provides Canada with the marine infrastructure that it needs and that offers effective support for the achievement of local, regional and national social and economic objectives and will promote and safeguard Canada's competitiveness and trade objectives;

a) mettre en oeuvre une politique maritime nationale qui vise à assurer la mise en place de l'infrastructure maritime qui est nécessaire au Canada et qui constitue un outil de soutien efficace pour la réalisation des objectifs socio-économiques locaux, régionaux et nationaux, et qui permettra de promouvoir et préserver la compétitivité du Canada et ses objectifs commerciaux;

(b) base the marine infrastructure and services on international practices and approaches that are consistent with those of Canada's major trading partners in order to foster harmonization of standards among jurisdictions;

b) fonder l'infrastructure maritime et les services sur des pratiques internationales et des approches compatibles avec celles de ses principaux partenaires commerciaux dans le but de promouvoir l'harmonisation des normes qu'appliquent les différentes autorités;

(c) ensure that marine transportation services are organized to satisfy the needs of users and are available at a reasonable cost to the users;

c) veiller à ce que les services de transport maritime soient organisés de façon à satisfaire les besoins des utilisateurs et leur soient offerts à un coût raisonnable;

(d) provide for a high level of safety and environmental protection;

d) fournir un niveau élevé de sécurité et de protection de l'environnement;

(e) provide a high degree of autonomy for local or regional management of components of the system of services and facilities and be responsive to local needs and priorities;

e) offrir un niveau élevé d'autonomie aux administrations locales ou régionales des composantes du réseau des services et installations portuaires et prendre en compte les besoins et les priorités locaux;

(f) manage the marine infrastructure and services in a commercial manner that encourages, and takes into account, input from users and the community in which a port or harbour is located;

f) gérer l'infrastructure maritime et les services d'une façon commerciale qui favo-



(g) provide for the disposition, by transfer or otherwise, of certain ports and port facilities; and

(h) coordinate with other marine activities and surface and air transportation systems. 5

rise et prend en compte l'apport des utilisateurs et de la collectivité où un port ou havre est situé;

g) prévoir la cession, notamment par voie de transfert, de certains ports et installations portuaires; 5

h) favoriser la coordination des activités maritimes avec les réseaux de transport aérien et terrestre.

PART I

PARTIE I

CANADA PORT AUTHORITIES

ADMINISTRATIONS PORTUAIRES CANADIENNES

Interpretation

Définitions

Definitions

4. The definitions in this section apply in this Part.

4. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie. 10

Définitions

"letters patent"  
« lettres patentes »

"letters patent" means letters patent as amended by supplementary letters patent, if any. 10

« lettres patentes » Les lettres patentes telles que modifiées par lettres patentes supplémentaires, le cas échéant.

« lettres patentes »  
"letters patent"

"port"  
« port »

"port" means the navigable waters under the jurisdiction of a port authority and the real property that the port authority manages, holds or occupies as set out in the letters patent. 15

« port » L'ensemble des eaux navigables qui relèvent de la compétence d'une administration portuaire ainsi que les immeubles dont la gestion lui est confiée, qu'elle détient ou qu'elle occupe en conformité avec les lettres patentes. 20

« port »  
"port"

"user"  
« utilisateur »

"user", in respect of a port, means a person that makes commercial use of, or provides services at, the port.

« utilisateur » À l'égard d'un port, personne qui utilise le port à des fins commerciales ou y fournit des services.

« utilisateur »  
"user"

Application

Champ d'application

Application of Part

5. (1) This Part applies to every port authority set out in the schedule and to every port authority for which letters patent of incorporation are issued or that has been continued under this Part and that has not been dissolved. 20

5. (1) La présente partie s'applique aux administrations portuaires inscrites à l'annexe et à celles pour lesquelles des lettres patentes ont été délivrées ou qui ont été prorogées sous le régime de la présente partie et n'ont pas été dissoutes. 25

Application de la présente partie

Amendment of schedule

(2) The Minister may, by order, amend the schedule by adding to it the names of port authorities to which letters patent are issued or by removing from it the names of port authorities that are dissolved. 25

(2) Le ministre peut, par décret, modifier l'annexe pour y inscrire l'administration portuaire à laquelle il a délivré des lettres patentes ou pour en retrancher celle qui est dissoute. 30

Modification de l'annexe

*Agent of Her Majesty**Mandataire de Sa Majesté*

Agent of Her Majesty

**5.1** (1) Subject to subsection (3), a port authority is an agent of Her Majesty in right of Canada only for the purposes of engaging in the port activities referred to in paragraph 24(2)(a).

**5.1** (1) Sous réserve du paragraphe (3), les administrations portuaires ne sont mandataires de Sa Majesté du chef du Canada que dans le cadre des activités portuaires visées à l'alinéa 24(2)a). 5

Mandataire de Sa Majesté : administration portuaire

Not an agent of Her Majesty

(2) A wholly-owned subsidiary of a port authority is not an agent of Her Majesty in right of Canada unless, subject to subsection (3),

(2) Les filiales à cent pour cent des administrations portuaires ne sont pas mandataires de Sa Majesté du chef du Canada sauf si, sous réserve du paragraphe (3) :

Non-mandataire de Sa Majesté

(a) it was an agent of Her Majesty in right of Canada on June 10, 1996; and

a) d'une part, elles l'étaient au 10 juin 1996; 10

(b) it is an agent of Her Majesty in right of Canada under an enactment other than this Act.

b) d'autre part, elles le sont en vertu d'une loi autre que la présente loi.

Borrowing restriction

(3) A port authority or a wholly-owned subsidiary of a port authority may not borrow money as an agent of Her Majesty in right of Canada.

(3) Ni les administrations portuaires ni les filiales à cent pour cent des administrations portuaires ne peuvent emprunter de fonds à 15 titre de mandataires de Sa Majesté du chef du Canada.

Réserve

*Incorporation**Constitution*

Letters patent

**6.** (1) The Minister may issue letters patent of incorporation that take effect on the date 20 stated in them for a port authority without share capital for the purpose of operating a particular port in Canada if the Minister is satisfied that the port

**6.** (1) Le ministre peut délivrer des lettres patentes de constitution — prenant effet à la date qui y est mentionnée — pour une administration portuaire sans capital-actions en vue d'exploiter un port spécifique au Canada, s'il est convaincu que les conditions suivantes sont réunies :

Lettres patentes

(a) is, and is likely to remain, financially 25 self-sufficient;

a) le port est financièrement autonome et le 25 demeurera vraisemblablement;

(b) is of strategic significance to Canada's trade;

b) il présente une importance stratégique pour le commerce du Canada;

(c) is linked to a major rail line or a major highway infrastructure; and 30

c) il est rattaché à une ligne principale de chemins de fer ou à des axes routiers 30 importants;

(d) has diversified traffic.

d) il a des activités diversifiées.

Contents of letters patent

(2) The letters patent shall set out the following information:

(2) Les lettres patentes doivent préciser les renseignements suivants :

Contenu des lettres patentes

(a) the corporate name of the port authority;

a) la dénomination sociale de l'administra- 35 tion portuaire;

(b) the place where the registered office of 35 the port authority is located;

b) le lieu de son siège social;

(c) the navigable waters that are within the port authority's jurisdiction;

c) les eaux navigables qui relèvent de sa compétence;

(d) the federal real property under the management of the port authority; 40

d) les immeubles fédéraux dont la gestion 40 lui est confiée;



- (e) the real property, other than the federal real property, held or occupied by the port authority;
- (f) the number of directors, between seven and eleven, to be appointed under section 12, to be chosen as follows:
- (i) one individual nominated by the Minister,
  - (ii) one individual appointed by the municipalities mentioned in the letters patent,
  - (iii) one individual appointed by the province in which the port is situated, and, in the case of the port of Vancouver, another individual appointed by the Provinces of Alberta, Saskatchewan and Manitoba acting together, and
  - (iv) the remaining individuals nominated by the Minister in consultation with the users selected by the Minister or the classes of users mentioned in the letters patent;
- (g) a code of conduct governing the conduct of the directors and officers of the port authority;
- (h) the charge on the gross revenues of the port authority, or the formula for calculating it, that the port authority shall pay each year to the Minister on the day fixed by the Minister to maintain its letters patent in good standing;
- (i) the extent to which the port authority and a wholly-owned subsidiary of the port authority may undertake port activities referred to in paragraph 24(2)(a) and other activities referred to in paragraph 24(2)(b);
- (j) the maximum term of a lease or licence of federal real property under the management of the port authority;
- (k) the limits on the authority of the port authority to contract as agent for Her Majesty;
- (l) the limits on the power of the port authority to borrow money on the credit of the port authority for port purposes; and
- e) les immeubles, autres que les immeubles fédéraux, qu'elle occupe ou détient;
- f) le nombre d'administrateurs, compris entre sept et onze, nommés en conformité avec l'article 12 et choisis de la façon suivante :
- (i) un administrateur dont la nomination est proposée par le ministre,
  - (ii) un administrateur est nommé par les municipalités mentionnées dans les lettres patentes,
  - (iii) un administrateur est nommé par la province où le port est situé, sauf dans le cas du port de Vancouver où un administrateur est nommé par la Colombie-Britannique et un autre nommé par les trois provinces suivantes : l'Alberta, la Saskatchewan et le Manitoba,
  - (iv) le reste des administrateurs sont choisis parmi les personnes dont la nomination est proposée par le ministre en consultation avec les utilisateurs qu'il choisit ou les catégories d'utilisateurs mentionnées dans les lettres patentes;
- g) le code de déontologie régissant la conduite des administrateurs et dirigeants de l'administration portuaire;
- h) le montant des frais — ou le mode de calcul de celui-ci — que l'administration portuaire devra payer annuellement au ministre, à la date fixée par celui-ci, pour le maintien en vigueur de ses lettres patentes, ces frais étant calculés sur les revenus bruts de l'administration;
- i) la mesure dans laquelle l'administration portuaire et les filiales à cent pour cent de l'administration portuaire peuvent exercer les activités portuaires visées à l'alinéa 24(2)a) et les autres activités visées à l'alinéa 24(2)b);
- j) la durée maximale des baux ou permis octroyés à l'égard des immeubles fédéraux gérés par l'administration portuaire;
- k) les limites aux pouvoirs de l'administration portuaire de conclure des contrats à titre de mandataire de Sa Majesté;



(m) any other provision that the Minister considers appropriate to include in the letters patent and that is not inconsistent with this Act.

l) les limites aux pouvoirs de l'administration portuaire d'emprunter des fonds sur son crédit pour l'exploitation du port;

m) toute autre disposition que le ministre juge indiqué d'inclure dans les lettres patentes et qui n'est pas incompatible avec la présente loi.

Status of letters patent

(3) Letters patent are not regulations within the meaning of the Statutory Instruments Act, but shall be published in the Canada Gazette and are valid with respect to third parties as of the date of publication.

(3) Les lettres patentes ne sont pas des textes réglementaires au sens de la *Loi sur les textes réglementaires*; elles sont toutefois publiées dans la *Gazette du Canada* et sont opposables aux tiers à compter de leur date de publication.

Non-application de la *Loi sur les textes réglementaires*

When Ministerial approval required

(4) Any provisions of letters patent relating to the extent to which a port authority may undertake activities referred to in paragraph 24(2)(b) shall be approved by the President of the Treasury Board and the Minister of Finance before the letters patent are issued.

(4) Les dispositions des lettres patentes relatives à la mesure dans laquelle l'administration portuaire peut exercer les activités visées à l'alinéa 24(2)b) doivent être approuvées par le président du Conseil du Trésor et le ministre des Finances avant la délivrance des lettres patentes.

Approbation ministérielle

When Governor in Council approval required

(5) Any provisions of letters patent relating to limits on the power of a port authority to borrow money on the credit of the port authority for port purposes shall be approved by the Governor in Council before the letters patent are issued.

(5) Les dispositions des lettres patentes relatives à la mesure dans laquelle l'administration portuaire peut emprunter des fonds sur son crédit pour l'exploitation du port doivent être approuvées par le gouverneur en conseil avant la délivrance des lettres patentes.

Approbation du gouverneur en conseil

Supplementary letters patent

7. The Minister may, on the Minister's own initiative and after consulting with the board of directors, or at the request of the board of directors, issue supplementary letters patent amending the letters patent of a port authority if the Minister is satisfied that the amendment is consistent with this Act, and the supplementary letters patent take effect on the date stated in them.

7. Le ministre peut, de son propre chef et après avoir consulté le conseil d'administration ou à la demande de celui-ci, délivrer des lettres patentes supplémentaires modifiant les lettres patentes de l'administration portuaire s'il est convaincu que les modifications sont compatibles avec la présente loi, les lettres patentes supplémentaires prenant effet à la date qui y est mentionnée.

Lettres patentes supplémentaires

Continuance of harbour commissions

#### *Continuance of Harbour Commissions*

8. (1) Subject to subsection (1.1), if the Minister is satisfied that the criteria set out in subsection 6(1) are met, the Minister may issue in respect of one or more harbour commissions established pursuant to the *Harbour Commissions Act*, *The Hamilton Harbour Commissioners' Act* or *The Toronto Harbour Commissioners' Act, 1911*, letters patent of continuance as a port authority that set out the information required by subsection 6(2).

#### *Prorogation des commissions portuaires*

8. (1) Sous réserve du paragraphe (1.1), le ministre peut délivrer à l'égard d'une ou plusieurs commissions portuaires constituées en vertu de la *Loi sur les commissions portuaires*, de la *Loi des commissaires du havre de Hamilton* ou de la *Loi de 1911 concernant les commissaires du havre de Toronto* des lettres patentes de prorogation en administration portuaire, s'il est convaincu que le port à exploiter remplit les conditions énumérées au paragraphe 6(1); le contenu de ces lettres patentes est conforme au paragraphe 6(2).

Prorogation



Exception —  
additional  
requirement

(1.1) The Minister may not issue letters patent of continuance in respect of The Hamilton Harbour Commissioners constituted pursuant to *The Hamilton Harbour Commissioners' Act* before that harbour commission applies for the issuance of those letters patent.

(1.1) Le ministre ne peut délivrer de lettres patentes de prorogation à l'égard des commissaires du havre de Hamilton nommés en vertu de la *Loi des commissaires du havre de Hamilton* que si cette commission portuaire en a fait la demande.

Réserve

Effect of  
letters patent

(2) On the date on which the letters patent of continuance are issued,

(2) À la date de délivrance des lettres patentes de prorogation :

Conséquences  
des lettres  
patentes de  
prorogation

(a) the harbour commission becomes a port authority;

a) la commission portuaire devient une administration portuaire; 10

(b) the letters patent of continuance are deemed to be the letters patent of incorporation of the port authority;

b) les lettres patentes de prorogation sont réputées être les lettres patentes de constitution de l'administration portuaire;

(c) the port authority is deemed to have been incorporated under section 6; and

c) l'administration portuaire est réputée avoir été constituée sous le régime de l'article 6;

(d) the *Harbour Commissions Act*, *The Hamilton Harbour Commissioners' Act* or *The Toronto Harbour Commissioners' Act, 1911*, as the case may be, ceases to apply. 20

d) la *Loi sur les commissions portuaires*, la *Loi des commissaires du havre de Hamilton* ou la *Loi de 1911 concernant les commissaires du havre de Toronto*, selon le cas, cesse de s'appliquer à l'administration portuaire.

Rights and  
obligations  
preserved —  
harbour  
commissions

(3) The rights and obligations of a port authority that was one or more harbour commissions immediately before letters patent of continuance were issued are as follows:

(3) Les droits et obligations d'une administration portuaire qui, avant la délivrance de ses lettres patentes de prorogation, était une ou plusieurs commissions portuaires sont les suivants :

Maintien des  
droits et  
obligations

(a) the corporate name of the port authority is substituted for that of the harbour commission in every contract, collective agreement, lease, licence, permit or other document entered into or granted by the harbour commission with regard to the port; 25 30

a) la dénomination sociale de l'administration portuaire remplace celle de la commission portuaire dans les contrats, conventions collectives, baux, licences, permis et autres documents auxquels la commission est partie à l'égard du port; 30

(b) the management of the federal real property set out in the letters patent, and any rights related to the property, is conferred on the port authority;

b) la gestion des immeubles fédéraux, et des droits s'y rattachant, mentionnés dans les lettres patentes est confiée à l'administration portuaire; 35

(c) the real property, other than federal real property, that the harbour commission occupied or the title to which it held, whether or not in its own name, and that is set out in the letters patent, and any rights related to the property, become the interest, property and rights of the port authority, as the case may be; 40

c) les immeubles, autres que les immeubles fédéraux, que la commission occupait ou dont elle détenait le titre, sous son propre nom ou autrement, et qui sont mentionnés dans les lettres patentes, ainsi que les droits s'y rattachant deviennent les immeubles ou les droits de l'administration portuaire; 40

(d) the personal property, and any rights related to the property, that the harbour

d) les biens meubles et les droits s'y rattachant que la commission portuaire 45





commission manages, or the title to which it holds, on behalf of Her Majesty in right of Canada, whether or not in its own name, become the property and rights of the port authority;

(e) an existing cause of action, proceeding or claim by or against the harbour commission or a liability or other obligation of the harbour commission is unaffected except that any judgment or order is to be satisfied first by the port authority;

(f) a civil, criminal or administrative action or proceeding pending by or against the harbour commission may be continued only by or against the port authority; and

(g) subject to paragraph (e), a conviction against, or a ruling, order or judgment in favour of or against, the harbour commission may be enforced only by or against the port authority.

administre ou dont elle détient le titre pour le compte de Sa Majesté du chef du Canada — qu'elle le détienne sous son propre nom ou sous celui de Sa Majesté — deviennent des biens et droits de l'administration portuaire;

e) aucune atteinte n'est portée aux causes d'action ou réclamations déjà nées que pouvait exercer la commission portuaire — ou qui pouvaient l'être contre elle —, et aux responsabilités et obligations existantes de cette commission, toutefois les jugements ou ordonnances judiciaires rendus doivent d'abord être exécutés contre l'administration portuaire;

f) les poursuites civiles, pénales ou administratives engagées par ou contre la commission portuaire se poursuivent par ou contre l'administration portuaire seulement;

g) sous réserve de l'alinéa e), toute décision judiciaire ou quasi-judiciaire rendue en faveur de la commission portuaire ou contre celle-ci est exécutoire par ou contre l'administration portuaire seulement.

Consequences  
for  
commission-  
ers

**9.** The commissioners of a harbour commission continued under subsection 8(1) cease to hold office on the day referred to in section 16 and have no right to claim or receive any compensation, damages, indemnity or other form of relief from Her Majesty in right of Canada or from any servant or agent of Her Majesty for ceasing to hold office by virtue of this Part.

**9.** Les commissaires de la commission portuaire prorogée en vertu du paragraphe 8(1) cessent d'exercer leur charge à la date fixée sous le régime de l'article 16 et n'ont pas droit de réclamer ou de recevoir une compensation, des dommages-intérêts, une indemnité ou toute autre forme de dédommagement de Sa Majesté du chef du Canada ou de ses préposés ou mandataires en raison de la cessation de leurs fonctions conformément à la présente partie.

Conséquences —  
commissaires

#### *Initial Port Authorities*

**10.** (1) The port authorities set out in the schedule on the day on which this section comes into force are automatically continued or deemed to be incorporated on that day under section 6 and the Minister shall issue to them letters patent that set out the information required by subsection 6(2).

Continued or  
deemed  
incorporated

#### *Administrations portuaires initiales*

**10.** (1) Les administrations portuaires inscrites à l'annexe à la date d'entrée en vigueur du présent article sont automatiquement prorogées ou réputées constituées en administrations portuaires à compter de cette date comme si elles étaient constituées sous le régime de l'article 6, le ministre étant tenu de leur délivrer des lettres patentes dont le contenu est conforme au paragraphe 6(2).

Prorogation  
ou  
présomption  
de  
constitution



Rights and obligations preserved — harbour commissions

(2) The rights and obligations of a port authority referred to in subsection (1) that was one or more harbour commissions immediately before the coming into force of this subsection are governed by subsection 8(3).

(2) Les droits et obligations d'une administration portuaire visée au paragraphe (1) qui, à l'entrée en vigueur du présent paragraphe, était une ou plusieurs commissions portuaires 5 sont régis par le paragraphe 8(3).

Maintien des droits et obligations — commissions portuaires

5

Rights and obligations preserved — local port corporations

(3) The rights and obligations of a port authority referred to in subsection (1) that was, immediately before the coming into force of this subsection, a local port corporation established under the *Canada Ports Corporation Act* are as follows:

(3) Les droits et obligations d'une administration portuaire visée au paragraphe (1) qui, à l'entrée en vigueur du présent paragraphe, était une société portuaire locale constituée sous le régime de la *Loi sur la Société canadienne des ports* sont les suivants :

Maintien des droits et obligations — sociétés portuaires locales

(a) the corporate name of the port authority is substituted for that of the local port corporation in every contract, collective agreement, lease, licence, permit or other 15 document entered into or granted by the local port corporation, the Canada Ports Corporation or any of their predecessors in respect of the port;

a) la dénomination sociale de l'administration portuaire remplace celle de la société portuaire locale dans les contrats, conventions collectives, baux, licences, permis et 15 autres documents auxquels la société portuaire locale, la Société canadienne des ports ou leurs prédécesseurs sont partie à l'égard du port;

(b) the real property, and any rights related 20 to the property, that the local port corporation administers, or the title to which it holds, on behalf of Her Majesty in right of Canada, whether or not in its own name, remain the property and rights of Her 25 Majesty;

b) les biens immeubles et les droits s'y 20 rattachant que la société portuaire locale administre ou dont elle détient le titre pour le compte de Sa Majesté du chef du Canada — qu'elle le détienne sous son propre nom ou sous celui de Sa Majesté — demeurent des biens et droits de Sa Majesté;

(c) the management of the federal real property set out in the letters patent, and any rights related to the property, is conferred on the port authority; 30

c) la gestion des biens immeubles fédéraux, et des droits s'y rattachant, mentionnés dans les lettres patentes est confiée à l'adminis- 30 tration portuaire;

(d) the personal property, and any rights related to the property, that the local port corporation administers, or the title to which it holds, on behalf of Her Majesty in right of Canada, whether or not in its own 35 name, become the property and rights of the port authority;

d) les biens meubles et les droits s'y rattachant que la société portuaire locale administre ou dont elle détient le titre — qu'elle le détienne sous son propre 35 nom ou sous celui de Sa Majesté — pour le compte de Sa Majesté du chef du Canada deviennent des biens et droits de l'administration portuaire;

(e) an existing cause of action, proceeding or claim by or against the local port corporation or liability or other obligation 40 of the local port corporation is unaffected except that any judgment or order is to be satisfied first by the port authority;

e) aucune atteinte n'est portée aux causes 40 d'action ou réclamations déjà nées que pouvait exercer la société portuaire locale — ou qui pouvaient l'être contre elle —, et aux responsabilités et obligations existantes de cette société, toutefois les juge- 45 ments et ordonnances judiciaires rendus doivent d'abord être exécutés contre l'administration portuaire;

(f) a civil, criminal or administrative action or proceeding pending by or against the 45 local port corporation may be continued only by or against the port authority; and



(g) subject to paragraph (e), a conviction against, or a ruling, order or judgment in favour of or against, the local port corporation may be enforced only by or against the port authority. 5

f) les poursuites civiles, pénales ou administratives engagées par ou contre la société portuaire locale se poursuivent par ou contre l'administration portuaire seulement; 5

g) sous réserve de l'alinéa e), toute décision judiciaire ou quasi-judiciaire rendue en faveur de la société portuaire locale ou contre celle-ci est exécutoire par ou contre l'administration portuaire seulement. 10

Rights and obligations preserved — non-corporate ports

(4) The rights and obligations of a port authority referred to in subsection (1) that was, immediately before the coming into force of this subsection, a non-corporate port within the meaning of the *Canada Ports Corporation Act* are as follows: 10

(4) Les droits et obligations d'une administration portuaire visée au paragraphe (1) qui, à l'entrée en vigueur du présent paragraphe, était un port non autonome au sens de la *Loi sur la Société canadienne des ports* sont les suivants : 15

Maintien des droits et obligations — ports non autonomes

(a) the corporate name of the port authority is substituted for that of the Canada Ports Corporation or any of its predecessors in every contract, collective agreement, lease, licence, permit or other document entered into or granted by the Canada Ports Corporation or any of its predecessors in respect of the port; 15

a) la dénomination sociale de l'administration portuaire remplace celle de la Société canadienne des ports ou des sociétés qu'elle remplace dans les contrats, conventions collectives, baux, licences, permis et autres documents auxquels la Société ou une société remplacée est partie à l'égard du port; 20

(b) the real property, and any rights related to the property, that form part of the port and that the Canada Ports Corporation administers, or the title to which it holds, on behalf of Her Majesty in right of Canada, whether or not in its own name, remain the property and rights of Her Majesty; 25

b) les biens immeubles et les droits s'y rattachant qui constituent le port et que la Société canadienne des ports administre ou dont elle détient le titre pour le compte de Sa Majesté du chef du Canada — qu'elle le détienne sous son propre nom ou sous celui de Sa Majesté — demeurent des biens et droits de Sa Majesté; 30

(c) the management of the federal real property set out in the letters patent, and any rights related to the property, is conferred on the port authority; 30

c) la gestion des immeubles fédéraux, et des droits s'y rattachant, mentionnés dans les lettres patentes est confiée à l'administration portuaire; 35

(d) the personal property, and any rights related to the property, that relate to the port and that the Canada Ports Corporation administers, or the title to which it holds, on behalf of Her Majesty in right of Canada, whether or not in its own name, become the property and rights of the port authority; 35

d) les biens meubles et les droits s'y rattachant qui sont liés aux ports et que la Société canadienne des ports administre ou dont elle détient le titre — qu'elle le détienne sous son propre nom ou sous celui de Sa Majesté — pour le compte de Sa Majesté du chef du Canada deviennent des biens et droits de l'administration portuaire; 40

(e) an existing cause of action, proceeding or claim by or against the Canada Ports Corporation in respect of the port or a liability or other obligation of that Corporation in respect of the port is unaffected except that any judgment or order is to be satisfied first by the port authority; 40

e) aucune atteinte n'est portée aux causes d'action ou réclamations déjà nées que pouvait exercer la Société canadienne des ports — ou qui pouvaient l'être contre elle —, et aux responsabilités et obligations 45



(f) a civil, criminal or administrative action or proceeding pending by or against the Canada Ports Corporation in respect of the port may be continued only by or against the port authority; and

(g) subject to paragraph (e), a conviction against, or a ruling, order or judgment in favour of or against, the Canada Ports Corporation in respect of the port may be enforced only by or against the port authority.

existantes de cette société à l'égard du port, sauf dans la mesure où les jugements et ordonnances rendus doivent d'abord être exécutés contre l'administration portuaire;

f) les poursuites civiles, pénales ou administratives engagées par ou contre la Société canadienne des ports à l'égard du port se poursuivent par ou contre l'administration portuaire seulement;

g) sous réserve de l'alinéa e), toute décision judiciaire ou quasi-judiciaire rendue en faveur de la Société canadienne des ports ou contre celle-ci à l'égard du port est exécutoire par ou contre l'administration portuaire seulement.

Fixing limits of port

(5) For the purposes of subsection (4), the Minister may fix the limits of a non-corporate port that is to be managed by a port authority and settle any question that arises in respect of the property, rights or obligations of the port authority.

(5) Le ministre peut, pour l'application du paragraphe (4), fixer le périmètre du port non autonome qui devient régi par une administration portuaire et trancher toute question soulevée en matière de biens, de droits et d'obligations de l'administration.

Détermination du périmètre portuaire par le ministre

Consequences for former directors and commissioners

11. (1) The directors or commissioners of the bodies that become port authorities under section 10 cease to hold office on the day referred to in section 16 and have no right to claim or receive any compensation, damages, indemnity or other form of relief from Her Majesty in right of Canada or from any servant or agent of Her Majesty for ceasing to hold office by virtue of this Part.

11. (1) Les administrateurs et les commissaires des organismes qui deviennent des administrations portuaires par application de l'article 10 cessent d'exercer leur charge à la date fixée sous le régime de l'article 16 et n'ont pas droit de réclamer ou de recevoir une compensation, des dommages-intérêts, une indemnité ou toute autre forme de dédommagement de Sa Majesté du chef du Canada ou de ses préposés ou mandataires en raison de la cessation de leurs fonctions conformément à la présente partie.

Conséquences — administrateurs et commissaires

Consequences for officers

(2) Neither the port authority nor Her Majesty in right of Canada is bound by any severance agreement entered into between a predecessor of the port authority and any of its officers after December 1, 1995.

(2) Ni l'administration portuaire ni Sa Majesté du chef du Canada ne sont liées par l'entente de cessation d'emploi qui a pu être conclue entre un organisme prédécesseur et un de ses dirigeants après le 1<sup>er</sup> décembre 1995.

Conséquences — dirigeants

Directors

Administrateurs

Appointment of directors

12. (1) The directors of a port authority shall be appointed as follows:

(a) the Governor in Council appoints one individual nominated by the Minister;

(b) the municipalities mentioned in the letters patent appoint one individual;

(c) the province or provinces mentioned in the letters patent appoint one or two indi-

12. (1) Les administrateurs sont nommés en conformité avec les règles suivantes :

a) le gouverneur en conseil nomme un administrateur dont la nomination est proposée par le ministre;

b) les municipalités mentionnées dans les lettres patentes nomment un administra-

Nomination des administrateurs



	viduals as mentioned in the letters patent; and (d) the Governor in Council appoints the remaining individuals nominated by the Minister in consultation with users selected by the Minister or the classes of users mentioned in the letters patent.	c) la ou les provinces mentionnées dans les lettres patentes nomment un ou deux administrateurs, selon ce que prévoient celles-ci; d) le gouverneur en conseil nomme les autres candidats dont la nomination est proposée par le ministre en consultation avec les utilisateurs qu'il choisit ou les catégories d'utilisateurs mentionnés dans les lettres patentes.	
Tenure of office	(2) The directors are appointed to hold office for such term of not more than three years as will ensure as far as possible the expiration in any one year of the terms of office of not more than one half of the directors, the terms being renewable once only.	(2) Les administrateurs sont nommés pour un mandat maximal de trois ans renouvelable une seule fois, ces mandats étant, dans la mesure du possible, échelonnés de manière que leur expiration au cours d'une même année touche au plus la moitié des administrateurs.	Mandat
Not eligible	(2.1) No person is eligible to be appointed as a director within twelve months after the expiration of their term or renewed term.	(2.1) La personne qui a déjà été administrateur ne peut l'être de nouveau que si douze mois se sont écoulés depuis l'expiration de son mandat d'administrateur ou de son renouvellement.	Non-éligibilité
Part-time	(3) The directors are appointed to serve part-time.	(3) Les administrateurs exercent leurs fonctions à temps partiel.	Temps partiel
Remuneration	(4) The board of directors shall fix the remuneration of the directors, the chairperson and the chief executive officer.	(4) Le conseil d'administration fixe la rémunération des administrateurs, du président et du premier dirigeant.	Rémunération
Quorum	(5) Subject to the letters patent or by-laws, a majority of the number of directors required by the letters patent constitutes a quorum at any meeting of directors, and, notwithstanding any vacancy among the directors, a quorum of directors may exercise all the powers of the directors.	(5) Sous réserve des lettres patentes ou des règlements administratifs, la majorité du nombre d'administrateurs prévu par les lettres patentes constitue le quorum; lorsque celui-ci est atteint, les administrateurs peuvent exercer leurs pouvoirs, nonobstant toute vacance en leur sein.	Quorum
Knowledge or experience	<b>13.</b> Directors of a port authority shall have generally acknowledged and accepted stature within the transportation industry or the business community and relevant knowledge and extensive experience related to the management of a business, to the operation of a port or to maritime trade.	<b>13.</b> Les administrateurs d'une administration portuaire doivent être reconnus comme chefs de file dans le monde des affaires ou l'industrie des transports et posséder des connaissances pertinentes ainsi qu'une expérience importante liées à la gestion d'entreprise, au fonctionnement d'un port ou au commerce maritime.	Expérience ou connaissances
Persons excluded	<b>14.</b> The following individuals may not be directors of a port authority: (a) an individual who is a mayor, councillor, officer or employee of a municipality mentioned in the letters patent;	<b>14.</b> Les personnes suivantes ne peuvent être administrateurs d'une administration portuaire : a) les maires, conseillers, dirigeants et employés des municipalités mentionnées dans les lettres patentes;	Catégories de personnes exclues



- (b) an individual who is a member of the legislature of a province, or an officer or employee of the public service or of a Crown corporation of a province, mentioned in the letters patent; 5
- (c) a Senator or a member of Parliament or an officer or employee of the federal public service or of a federal Crown corporation;
- (d) an individual who is not a resident Canadian, as defined in subsection 2(1) of 10 the *Canada Business Corporations Act*;
- (e) an individual who is a director, officer or employee of a person who is a user of the port;
- (f) an individual who is under eighteen 15 years of age;
- (g) an individual who has been declared mentally incompetent by a court in Canada or elsewhere; or
- (h) an undischarged bankrupt. 20

- b) les députés de la législature d'une province mentionnée dans les lettres patentes et les dirigeants et employés de l'administration publique provinciale ou d'une société d'État provinciale; 5
- c) les sénateurs et les députés fédéraux, et les dirigeants et employés de l'administration publique fédérale ou d'une société d'État fédérale;
- d) les personnes qui ne sont pas résidents 10 canadiens au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*;
- e) les administrateurs, dirigeants et employés d'un utilisateur du port;
- f) les personnes âgées de moins de dix-huit 15 ans;
- g) les personnes atteintes d'une déficience mentale qui ont été reconnues comme telles par un tribunal même étranger;
- h) les faillis non libérés. 20

Election of chairperson

**15.** The board of directors shall elect a chairperson from among their number for a term not exceeding two years, the term being renewable.

**15.** Le conseil d'administration élit, parmi les administrateurs, le président du conseil d'une administration portuaire pour un mandat maximal renouvelable de deux ans.

Nomination du président

Term of office

**16.** Subject to subsection 17(1), where a 25 port authority is continued under section 8 or 10, the directors or commissioners of the former local port corporation or harbour commission, respectively, continue to hold office as provisional directors of the port 30 authority until the earlier of the day on which they are replaced or removed and ninety days after the date of the continuance.

**16.** Sous réserve du paragraphe 17(1), les 25 administrateurs et les commissaires des sociétés portuaires locales et des commissions portuaires qui sont prorogées en administrations portuaires en vertu des articles 8 ou 10 demeurent en fonctions, à titre d'administra-30 teurs provisoires, jusqu'à leur remplacement ou leur révocation, mais au plus tard jusqu'à l'expiration d'une période de quatre-vingt-dix jours suivant la date de la prorogation.

Durée du mandat

Ceasing to hold office

**17.** (1) A director of a port authority ceases 35 to hold office when the director  
(a) dies or resigns;  
(b) is removed for cause by the authority that made the appointment, namely, the Governor in Council, the municipalities, the province or provinces or the other 40 directors, as the case may be; or  
(c) is no longer qualified under section 14.

**17.** (1) Le mandat d'un administrateur 35 prend fin en raison :  
a) de son décès ou de sa démission;  
b) de sa révocation pour motif valable par décision de l'autorité qui l'a nommé — le gouverneur en conseil, les municipalités, la 40 ou les provinces ou les autres administrateurs, selon le cas;  
c) de son inhabilité à l'exercer, au sens de l'article 14.

Fin du mandat



Effective date of resignation	(2) The resignation of a director becomes effective on the day on which a written resignation is received by the port authority or on the day specified in the resignation, whichever is later.	(2) La démission d'un administrateur prend effet à la date à laquelle l'administration portuaire reçoit sa lettre de démission ou à la date postérieure qui y est indiquée.	Date de prise d'effet de la démission
Power to manage	<b>18.</b> The board of directors is responsible for the management of the activities of a port authority.	<b>18.</b> Le conseil d'administration d'une administration portuaire est chargé de la gestion des activités de celle-ci.	Pouvoirs
Appointment of officers	<b>19.</b> (1) The board of directors of a port authority shall appoint a chief executive officer and may appoint other officers that they consider appropriate.	<b>19.</b> (1) Le conseil d'administration est tenu de nommer le premier dirigeant et peut nommer les autres dirigeants, selon qu'il l'estime indiqué.	Nomination des dirigeants
Chief executive officer	(2) The chief executive officer is not a member of the board of directors.	(2) Le premier dirigeant ne fait pas partie du conseil d'administration.	Statut du premier dirigeant
Personnel	(3) A port authority may appoint the personnel that it considers necessary for the operation of the port.	(3) L'administration portuaire peut nommer le personnel qu'elle estime nécessaire au fonctionnement du port.	Nomination du personnel
Duty of care of directors and officers	<b>19.1</b> (1) Every director and officer of a port authority shall, in exercising powers and discharging duties, (a) act honestly and in good faith with a view to the best interests of the port authority; and (b) exercise the care, diligence and skill that a reasonably prudent person would exercise in comparable circumstances.	<b>19.1</b> (1) Les administrateurs et les dirigeants d'une administration portuaire doivent, dans l'exercice de leurs fonctions, agir : a) avec intégrité et de bonne foi au mieux des intérêts de l'administration portuaire; b) avec le soin, la diligence et la compétence dont ferait preuve, en pareilles circonstances, une personne prudente.	Devoir des administrateurs et des dirigeants
Duty to comply	(2) Every director and officer of a port authority shall comply with this Part, the regulations made under subsection 23(2) and the letters patent and by-laws of the port authority.	(2) Les administrateurs et les dirigeants d'une administration portuaire doivent observer la présente partie, les règlements d'application du paragraphe 23(2), les lettres patentes et les règlements administratifs de l'administration portuaire.	Observation
No exculpation	(3) No provision in a contract or resolution relieves a director or officer from the duty to act in accordance with this Part, the regulations made under subsection 23(2), the letters patent or the by-laws or relieves them from liability for a breach of any of them.	(3) Aucune disposition d'un contrat ou d'une résolution ne peut libérer les administrateurs ou les dirigeants de l'obligation d'agir conformément à la présente partie, aux règlements d'application du paragraphe 23(2), aux lettres patentes et aux règlements administratifs ni des responsabilités découlant de cette obligation.	Absence d'exonération



*Legal Regime Applicable to Port Authorities*

*Régime juridique applicable aux administrations portuaires*

Liability arising when acting as agent of Crown

**20.** (1) If a port authority or a wholly-owned subsidiary of a port authority is acting as agent of Her Majesty in right of Canada, the port authority or subsidiary must fulfil or satisfy an obligation or liability in respect of the port authority or subsidiary, as the case may be, arising from its exercise of, or its failure to exercise, a power or right or arising by operation of law. Her Majesty is not responsible for fulfilment or satisfaction of the obligation or liability, except that if a judgment or decision is rendered by a court of competent jurisdiction in respect of the obligation or liability, Her Majesty is responsible for satisfying the judgment or decision to the extent that it remains unsatisfied by the port authority or subsidiary at least thirty days after the judgment or decision becomes final.

**20.** (1) Dans les cas où elle agit à titre de mandataire de Sa Majesté du chef du Canada, une administration portuaire ou une filiale à cent pour cent d'une administration portuaire est tenue d'exécuter les obligations dont elle est responsable en vertu de la loi ou qui découlent de l'exercice de ses attributions ou du défaut de les exercer. Sa Majesté n'est pas tenue d'exécuter ces obligations, sauf si l'administration portuaire ou la filiale, selon le cas, omet de satisfaire à un jugement ou à une décision d'un tribunal compétent à l'égard de celles-ci pendant une période d'au moins trente jours après que le jugement ou la décision sont devenus définitifs, auquel cas Sa Majesté est tenue de satisfaire à toute partie de la décision ou du jugement à laquelle il n'a pas été satisfait.

Responsabilité à titre de mandataire

Liability arising when not acting as agent of Crown

(2) If a port authority or a wholly-owned subsidiary of a port authority is not acting as agent of Her Majesty in right of Canada, an obligation or liability in respect of the port authority or subsidiary, as the case may be, arising from its exercise of, or its failure to exercise, a power or right or arising by operation of law is an obligation or liability of the port authority or subsidiary, as the case may be, and not an obligation or liability of Her Majesty.

(2) Dans les cas où elle n'agit pas à titre de mandataire de Sa Majesté du chef du Canada, une administration portuaire ou une filiale à cent pour cent d'une administration portuaire est tenue d'exécuter les obligations dont elle est responsable en vertu de la loi ou qui découlent de l'exercice de ses attributions ou du défaut de les exercer, à l'exclusion de Sa Majesté.

Responsabilité à titre de non-mandataire

Insurance required

(3) A port authority and a wholly-owned subsidiary of a port authority shall fully maintain in good standing at all times the insurance coverage required by any regulations made under section 52.

(3) L'administration portuaire et toute filiale à cent pour cent de l'administration portuaire doivent maintenir l'assurance exigée par les règlements d'application de l'article 52.

Assurance

Financial Administration Act

**20.1** The *Financial Administration Act*, other than subsection 9(3) and sections 155, 155.1 and 156, does not apply to a port authority or a wholly-owned subsidiary of a port authority.

**20.1** La *Loi sur la gestion des finances publiques*, à l'exception du paragraphe 9(3) et des articles 155, 155.1 et 156, ne s'applique ni aux administrations portuaires ni aux filiales à cent pour cent des administrations portuaires.

*Loi sur la gestion des finances publiques*

No appropriation

**21.** No payment to a port authority or a wholly-owned subsidiary of a port authority may be made under an appropriation by Parliament to enable the port authority or subsidiary to discharge an obligation or liability. This section applies

**21.** Il ne peut être accordé à une administration portuaire ou à une filiale à cent pour cent d'une administration portuaire aucune somme par voie de crédit affecté par le Parlement pour lui permettre d'exécuter ses obligations :

Interdiction de crédits





(a) even if the port authority or subsidiary is an agent of Her Majesty in right of Canada as provided under section 5.1; and

(b) notwithstanding any authority given under any other Act, other than an authority given under the Emergencies Act, any other Act in respect of emergencies or any Act of general application providing for grants.

No guarantee

**22.** No guarantee may be given under the authority of Parliament by or on behalf of Her Majesty for the discharge of an obligation or liability of a port authority or a wholly-owned subsidiary of a port authority. This section applies even if the port authority or subsidiary is an agent of Her Majesty in right of Canada as provided under section 5.1.

Canada Business Corporations Act

**23.** (1) Subject to this Part and any regulations made under subsection (2), the *Canada Business Corporations Act* applies to port authorities.

Regulations

(2) The Governor in Council may, by regulation, adapt the *Canada Business Corporations Act* and any regulations made under that Act, including provisions imposing punishment, in the manner the Governor in Council considers appropriate for the purposes of applying that Act or those regulations to port authorities, or exclude provisions of that Act and those regulations from applying to port authorities.

Capacity and powers

**24.** (1) A port authority is incorporated for the purpose of operating the port in respect of which its letters patent are issued and, for that purpose and for the purposes of this Act, has the powers of a natural person.

Activities

(2) The power of a port authority to operate a port is limited to the power to engage in

(a) port activities related to shipping, navigation, transportation of passengers and goods, handling of goods and storage of goods, to the extent that those activities are specified in the letters patent; and

a) même si l'administration portuaire ou la filiale est mandataire de Sa Majesté du chef du Canada au titre de l'article 5.1;

b) par dérogation à toute autorisation prévue par une autre loi, à l'exception de la *Loi sur les mesures d'urgence*, de toute autre loi en matière de situations d'urgence ou d'une loi d'application générale permettant le versement de subventions.

**22.** Il ne peut être accordé de garantie fournie avec l'approbation du Parlement, par Sa Majesté ou en son nom pour l'exécution d'une obligation d'une administration portuaire ou d'une filiale à cent pour cent d'une administration portuaire même si l'administration portuaire ou la filiale est mandataire de Sa Majesté du chef du Canada au titre de l'article 5.1.

Interdiction de garanties

**23.** (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente partie et des règlements pris en vertu du paragraphe (2), la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* s'applique aux administrations portuaires.

Loi canadienne sur les sociétés par actions

(2) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, adapter la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* ou tout règlement pris en vertu de celle-ci, de la façon qu'il estime appropriée à son application aux administrations portuaires, y compris l'imposition de peines prévues par cette loi, ou déclarer certaines dispositions de la même loi et de ses règlements.

Règlements

### Capacité et pouvoirs

**24.** (1) Une administration portuaire est constituée pour l'exploitation du port visé par ses lettres patentes et a, à cette fin et pour l'application de la présente loi, la capacité d'une personne physique.

Capacité et pouvoirs

(2) L'autorisation donnée à une administration portuaire d'exploiter un port est restreinte aux activités suivantes :

Activités portuaires

a) les activités portuaires liées à la navigation, au transport des passagers et des marchandises, et à la manutention et l'entreposage des marchandises, dans la mesure prévue par les lettres patentes;



(b) other activities that are deemed in the letters patent to be necessary to support port operations.

b) les autres activités qui sont désignées dans les lettres patentes comme étant nécessaires aux opérations portuaires.

Carrying on activities

(2.1) The activities that a port authority may engage in under paragraph (2)(b) may be carried on by the port authority directly or through a wholly-owned subsidiary of the port authority. The port authority and the subsidiary are not agents of Her Majesty in right of Canada for the purpose of engaging in those activities.

(2.1) L'administration portuaire peut exercer directement ou par l'intermédiaire d'une de ses filiales à cent pour cent les activités visées à l'alinéa (2)b); ni l'administration portuaire ni la filiale ne sont mandataires de Sa Majesté du chef du Canada dans le cadre de ces activités.

Exercice des activités

Restricted business or powers

(3) A port authority shall not carry on any activity or exercise any power that it is restricted by its letters patent from carrying on or exercising, nor shall it exercise any of its powers in a manner contrary to its letters patent or this Act.

(3) L'administration portuaire ne peut exercer que les pouvoirs et activités commerciales que prévoient ses lettres patentes et de plus elles ne peuvent les exercer d'une façon incompatible avec les lettres patentes ou avec la présente loi.

Réserves

Contracts

(3.1) A port authority or wholly-owned subsidiary of a port authority that enters into a contract other than as agent of Her Majesty in right of Canada shall do so in its own name. It shall expressly state in the contract that it is entering into the contract on its own behalf and not as agent of Her Majesty in right of Canada. For greater certainty, the contracts to which this subsection applies include a contract for the borrowing of money.

(3.1) L'administration portuaire ou la filiale à cent pour cent d'une administration portuaire qui conclut un contrat autrement qu'à titre de mandataire de Sa Majesté du chef du Canada, y compris un contrat visant à emprunter des fonds, doit le faire sous son propre nom et indiquer expressément dans le contrat qu'elle le conclut pour son propre compte et non à titre de mandataire de Sa Majesté.

Capacité contractuelle

Duty of directors

(3.2) The directors of a port authority shall take all necessary measures to ensure (a) that the port authority and any wholly-owned subsidiary of the port authority comply with subsection (3.1); and (b) that any subcontract arising directly or indirectly from a contract to which subsection (3.1) applies expressly states that the port authority or subsidiary, as the case may be, enters into the contract on its own behalf and not as agent of Her Majesty in right of Canada.

(3.2) Les administrateurs d'une administration portuaire doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour veiller à ce que l'administration portuaire et toute filiale à cent pour cent de celle-ci se conforment au paragraphe (3.1) et que tout contrat de sous-traitance résultant directement ou indirectement d'un contrat visé à ce paragraphe indique expressément que l'administration portuaire ou la filiale, selon le cas, a conclu le contrat pour son propre compte et non à titre de mandataire de Sa Majesté du chef du Canada.

Contrat de sous-traitance

Borrowing limitations may be imposed

(3.3) If a port authority or a wholly-owned subsidiary of a port authority fails to comply with subsection (3.1), or the directors of a port authority fail to comply with subsection (3.2), the Minister of Finance, on the recommendation of the Minister of Transport, may impose any limitations that the Minister of Finance considers to be in the public interest on the power of the port authority or subsidiary to

(3.3) En cas de violation des paragraphes (3.1) ou (3.2), le ministre des Finances peut, sur recommandation du ministre des Transports, imposer les limites qu'il estime dans l'intérêt public au pouvoir d'emprunt de l'administration portuaire ou de la filiale concernée, notamment quant aux modalités de temps et aux conditions de l'opération d'emprunt.

Limites au pouvoir d'emprunt



borrow money, including limitations on the time and terms and conditions of any borrowing.

No effect on status

(3.4) For greater certainty, the imposition under subsection (3.3) of limitations on the power of a port authority or subsidiary to borrow money or the imposition of other limitations or controls by the Minister, any other member of the Queen's Privy Council for Canada or the Governor in Council, through the issuance of letters patent, the granting of any approval or any other means, does not expand the extent, if any, to which the port authority or subsidiary is an agent of Her Majesty in right of Canada beyond that described in section 5.1.

(3.4) Il demeure entendu que l'imposition de limites au pouvoir d'emprunt de l'administration portuaire ou de la filiale en vertu du paragraphe (3.3) ou l'imposition de toute autre forme de limite ou de contrôle par le ministre, un autre membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada ou le gouverneur en conseil, notamment par voie de lettres patentes ou d'une autre forme d'autorisation, n'a pas pour effet d'étendre la portée de leur désignation éventuelle de mandataires de Sa Majesté du chef du Canada au delà de ce que prévoit l'article 5.1.

Statut de non-mandataire de Sa Majesté

Obligation when contracting as agent of the Crown

(3.5) A port authority, or a wholly-owned subsidiary of a port authority, that enters into a contract as an agent of Her Majesty in right of Canada is bound by the contract and is responsible to Her Majesty for the performance of obligations to other parties under the contract.

(3.5) L'administration portuaire ou la filiale à cent pour cent d'une administration portuaire qui conclut un contrat à titre de mandataire de Sa Majesté du chef du Canada est liée par le contrat et responsable envers Sa Majesté de l'exécution des obligations à l'égard des autres parties au contrat.

Capacité contractuelle

Existing uses

(4) Except for a use authorized under this Act, a port authority may continue to use any real property that it manages, holds or occupies for any purpose for which the property was used on June 1, 1996 in the case of a port authority referred to in section 10, or the date of issuance of its letters patent in any other case, but, if the port authority ceases to use it for that purpose at any time, the port authority may not reinstitute the use.

(4) Exception faite des utilisations autorisées sous le régime de la présente loi, l'administration portuaire peut continuer à utiliser les biens immobiliers qu'elle gère, détient ou occupe aux fins auxquelles ils étaient utilisés le 1<sup>er</sup> juin 1996 dans le cas des administrations portuaires visées à l'article 10 ou le jour de la délivrance de ses lettres patentes, dans les autres cas; la cessation de l'utilisation rend impossible sa reprise.

Utilisation antérieure des biens immobiliers

Restrictions — subsidiaries

(5) The directors of a port authority shall take all necessary measures to ensure that its wholly-owned subsidiaries

- (a) have and exercise only the powers authorized in the letters patent of the port authority;
- (b) carry on only the activities authorized in the letters patent; and
- (c) do not exercise any power or carry on any activity in a manner contrary to the letters patent or this Act.

(5) Les administrateurs d'une administration portuaire sont tenus de prendre toutes les mesures nécessaires pour veiller à ce que les filiales à cent pour cent de l'administration n'aient et n'exercent que les pouvoirs et les activités autorisés dans les lettres patentes de celle-ci et de plus à ce qu'elles n'exercent aucun de ces pouvoirs ou activités d'une façon incompatible avec les lettres patentes ou la présente loi.

Responsabilité des administrateurs

Provisions applicable to subsidiary

(5.1) The Governor in Council may declare that any provision of this Part that applies only to port authorities applies to a wholly-owned subsidiary of a port authority. In that case, the

(5.1) Le gouverneur en conseil peut rendre applicable aux filiales à cent pour cent des administrations portuaires, comme s'il s'agissait d'administrations portuaires, avec les

Application de certaines dispositions



provision applies to the subsidiary as if it were a port authority, with such modifications as the circumstances require.

adaptations nécessaires, toute disposition de la présente partie qui s'applique uniquement aux administrations portuaires.

Existing activities

(6) A wholly-owned subsidiary of a port authority may continue to carry on any activity or exercise any power that it carried on or exercised on December 1, 1995 but, if the subsidiary ceases to carry on the activity or exercise the power at any time, it may not recommence it unless the activity or power is authorized in the letters patent.

(6) La filiale à cent pour cent d'une administration portuaire peut continuer à exercer les pouvoirs et les activités commerciales qu'elle exerçait le 1<sup>er</sup> décembre 1995; les pouvoirs et les activités qu'elle cesse d'exercer après cette date ne peuvent être exercés de nouveau que si les lettres patentes lui le permettent.

Activités antérieures

Restriction on corporate activities

(7) Unless the letters patent of a port authority provide otherwise, the port authority or a wholly-owned subsidiary of the port authority shall not

(7) Sous réserve de ses lettres patentes, il est interdit à une administration portuaire ou à toute filiale à cent pour cent de celle-ci :

- (a) cause the incorporation of a corporation whose shares on incorporation would be held by, on behalf of or in trust for the port authority or subsidiary;
- (b) acquire shares of a corporation to be held on behalf of or in trust for the port authority or subsidiary;
- (c) acquire all or substantially all of the assets of another corporation;
- (d) sell or otherwise dispose of shares of a wholly-owned subsidiary of the port authority; or
- (e) cause the dissolution or amalgamation of a wholly-owned subsidiary of the port authority.

- a) de demander la constitution d'une société dont les actions, au moment de sa constitution, seraient détenues par elle, en son nom ou en fiducie pour elle;
- b) d'acquérir des actions d'une société qui, au moment de l'acquisition, seraient détenues par elle, en son nom ou en fiducie pour elle;
- c) d'acquérir la totalité ou la quasi-totalité des éléments d'actif d'une autre société;
- d) de vendre ou, de façon générale, céder les actions d'une filiale à cent pour cent d'une administration portuaire;
- e) de demander la dissolution ou la fusion d'une filiale à cent pour cent d'une administration portuaire.

Powers of port authority re railways

25. (1) Subject to any other Act and to any regulations made under any other Act, a port authority may

25. (1) Sous réserve des autres lois fédérales et de leurs règlements d'application, une administration portuaire peut :

- (a) construct, purchase, lease, operate and maintain railways on lands it manages, holds or occupies;
- (b) enter into agreements with any person for the maintenance of the railways referred to in paragraph (a) and for their operation, in a manner that will provide all railway companies whose lines reach the port with the same facilities for traffic as those enjoyed by that person; and
- (c) enter into arrangements with any person for facilitating traffic to, from or within the limits of the port.

- a) construire, acheter, louer, exploiter et entretenir un chemin de fer sur des terrains dont la gestion lui est confiée ou qu'elle détient ou occupe;
- b) conclure des contrats relatifs à l'entretien et à l'exploitation de ce chemin de fer, veillant à ce que toutes les compagnies de chemin de fer dont les lignes aboutissent au port jouissent des mêmes avantages en matière de mouvement que ceux dont jouit le cocontractant;
- c) conclure des arrangements destinés à faciliter la circulation dans le périmètre portuaire ou dans ses voies d'accès.

Construction de chemins de fer



Port authority  
not railway  
company

(2) A railway referred to in paragraph (1)(a) is subject to the *Railway Safety Act* but is not subject to Part III of the *Canada Transportation Act*.

(2) La *Loi sur la sécurité ferroviaire* s'applique au chemin de fer visé à l'alinéa (1)a); toutefois, la partie III de la *Loi sur les transports au Canada* ne lui est pas applicable.

Application  
d'autres lois

Power to  
make by-laws

**26.** Unless the letters patent provide otherwise, the directors of a port authority may, by resolution, make, amend or repeal by-laws that regulate the affairs of the port authority or the duties of its officers and employees.

**26.** Sauf disposition contraire des lettres patentes, les administrateurs d'une administration portuaire peuvent, par résolution, prendre, modifier ou révoquer des règlements administratifs portant sur les affaires de l'administration portuaire ou sur les fonctions de ses dirigeants ou employés.

Règlements  
administratifs

Borrowing  
powers

**27.** (1) Subject to the letters patent, a port authority may borrow money on the credit of the port authority for port purposes.

**27.** (1) Sous réserve des lettres patentes, l'administration portuaire peut, pour l'exploitation du port, contracter des emprunts sur son 15 crédit.

Pouvoir  
d'emprunt

Delegation of  
borrowing  
powers

(2) Unless the letters patent or by-laws of a port authority provide otherwise, the board of directors may, by resolution, delegate the 15 powers referred to in subsection (1) to a committee established by the directors.

(2) Sauf disposition contraire des lettres patentes ou des règlements administratifs, le conseil d'administration peut, par résolution, déléguer les pouvoirs visés au paragraphe (1)20 à un comité constitué par les administrateurs.

Délégation  
du pouvoir  
d'emprunt

No pledge of  
property

(3) A port authority may not mortgage, hypothecate, pledge or otherwise create a security interest in the federal real property it 20 manages in any way other than to pledge the revenues of that property, but it may create such a security interest in fixtures on federal real property to the extent authorized in the letters patent.

(3) L'administration portuaire ne peut grever les immeubles fédéraux qu'elle gère ou 25 détient d'une sûreté, notamment d'une hypothèque, sauf pour donner en gage une somme égale au revenu qu'elle en retire; elle peut toutefois grever d'une sûreté les accessoires fixés à demeure sur des immeubles fédéraux si ses lettres patentes le permettent.

Charge

Definition of  
"security  
interest"

(4) For the purposes of subsection (3), "security interest" means an interest in or charge on property of a port authority to secure the discharge of an obligation or liability of the port authority. 30

(4) Pour l'application du paragraphe (3),30 « sûreté » s'entend d'un droit grevant les biens d'une administration portuaire pour garantir l'exécution de ses obligations.

Définition de  
« sûreté »

Powers to  
invest

**28.** A port authority may invest any moneys in its reserves or any moneys that it does not immediately require in

**28.** L'administration portuaire peut investir les fonds qu'elle a en réserve ou dont elle n'a35 pas un besoin immédiat dans :

Placements

(a) debentures, bonds, bankers' acceptances or other debt obligations of 35 guaranteed by Her Majesty in right of Canada or any province or municipality in Canada or any member of the Canadian Payments Association; or

a) soit des titres de créance — notamment obligations, acceptations de banque et bons — émis ou garantis par le gouvernement du Canada ou celui d'une province,40 une municipalité canadienne ou un membre de l'Association canadienne des paiements;

(b) investments of a category prescribed by 40 regulation by the Governor in Council for the purposes of this section.

b) soit des valeurs mobilières qui font partie d'une catégorie de valeurs mobilières que le gouverneur en conseil désigne par règle-45 ment pour l'application du présent article.



Deemed knowledge of letters patent

**28.01** A person who deals with a port authority, acquires rights from a port authority or directly or indirectly acquires rights relating to a port authority is deemed to know the contents of the letters patent of the port authority.

**28.01** Toute personne qui traite avec une administration portuaire ou a acquis des droits de celle-ci ou des droits liés directement ou indirectement à celle-ci est réputée connaître la teneur des lettres patentes de l'administration portuaire en question.

Présomption

*Annual Meeting*

Annual meeting

**28.1** The directors of a port authority shall call an annual meeting not later than eighteen months after the port authority comes into existence and subsequently not later than fifteen months after holding the last preceding annual meeting.

**28.1** Les administrateurs d'une administration portuaire doivent convoquer la réunion annuelle au plus tard dans les dix-huit mois suivant la création de l'administration portuaire et, par la suite, dans les quinze mois suivant la réunion annuelle précédente.

Réunion annuelle

Meeting open to public

**29.** (1) The annual meeting of a port authority shall be open to the public and held in any of the municipalities where the port is situated, in premises large enough to accommodate the anticipated attendance.

**29.** (1) La réunion annuelle de l'administration portuaire est ouverte au public et se tient dans l'une des municipalités où le port est situé, dans un local d'une capacité suffisante, compte tenu du nombre de personnes susceptibles d'y assister.

Réunion publique

Notice of meeting

(2) A port authority shall, at least thirty days before the annual meeting, have a notice published in a major newspaper published or distributed in the municipalities where the port is situated setting out the time and location of the meeting and specifying that the port authority's financial statements are available to the public at its registered office.

(2) L'administration portuaire est tenue de faire publier dans un journal à grand tirage des municipalités où est situé le port, au moins trente jours avant la réunion, un avis de la réunion donnant l'heure, le lieu et la date de la réunion et portant que les états financiers de l'administration sont mis à la disposition du public au siège de l'administration pour consultation.

Publication d'un avis

Availability to public

(3) At the annual meeting, the board of directors shall ensure  
(a) that there are available a sufficient number of copies of the most recent audited annual financial statements of the port authority for the persons present at the meeting; and  
(b) that the chief executive officer and the directors are available to answer questions about the operations of the port authority posed by the persons present at the meeting.

(3) Le conseil d'administration veille à ce que, à la réunion :  
a) des exemplaires des derniers états financiers annuels vérifiés de l'administration portuaire soient mis à la disposition des personnes présentes en nombre suffisant;  
b) le premier dirigeant et les administrateurs soient présents pour répondre aux questions des personnes présentes sur les opérations de l'administration portuaire.

Renseignements à communiquer au public

Annual financial statements

**29.1** The board of directors of a port authority shall present at every annual meeting  
(a) comparative financial statements that relate separately to  
(i) the period that ended not more than six months before the annual meeting and

**29.1** Le conseil d'administration de l'administration portuaire doit présenter à la réunion annuelle :  
a) les états financiers comparatifs couvrant séparément :  
(i) la période se terminant six mois au plus avant la réunion et ayant commencé

États financiers annuels

40



- that began on the date the port authority came into existence or, if the port authority has completed a fiscal year, immediately after the end of the last completed fiscal year, and 5
- (ii) the immediately preceding fiscal year;
- (b) the report of the auditor of the port authority; and
- (c) any further information respecting the 10 financial position of the port authority and its wholly-owned subsidiaries and the results of their operations required by this Act, any regulations made under this Act, the letters patent or the by-laws. 15

*Financial Management*

**30.** (1) A port authority shall make available for inspection by the public, at its registered office during normal business hours at least thirty days before the annual meeting, its audited annual financial statements and those 20 of its wholly-owned subsidiaries for the preceding fiscal year.

(2) The financial statements shall be prepared in accordance with generally accepted accounting principles and consist of at least 25 the following:

- (a) a balance sheet;
- (b) a statement of retained earnings;
- (c) a statement of income and expenses; and
- (d) a statement of changes in financial 30 position.

(3) The annual financial statements shall set out the total remuneration paid to each of the following persons in that year by the port authority or its wholly-owned subsidiary, 35 including any fee, allowance or other benefit:

- (a) the directors;
- (b) the chief executive officer; and
- (c) the officers and employees whose remuneration exceeds a prescribed thresh- 40 old.

(4) The Governor in Council may make regulations

*Gestion financière*

**30.** (1) Les administrations portuaires mettent à la disposition du public, à leur siège 15 social, au moins trente jours avant la réunion annuelle leurs états financiers vérifiés ainsi que ceux de leurs filiales à cent pour cent pour l'exercice précédent pour consultation pendant les heures normales d'ouverture. 20

(2) Les états financiers sont établis selon les principes comptables généralement reconnus et doivent comprendre au moins :

- a) un bilan;
- b) un état des bénéfices non répartis; 25
- c) un état des revenus et dépenses;
- d) un état de l'évolution de la situation financière.

(3) Est mentionnée dans les états financiers annuels la rémunération totale de chacune des 30 personnes suivantes, de même que les traitements, honoraires, indemnités ou tout autre avantage que l'administration portuaire ou l'une de ses filiales à cent pour cent leur verse : 35

- a) les administrateurs;
- b) le premier dirigeant;
- c) les dirigeants et employés dont la rémunération est supérieure au plancher réglementaire. 40

(4) Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

Public to get financial statements

Contents

Remuneration

Regulations

États financiers

Contenu

Rémunération

Règlement



(a) respecting the preparation, form and content of the documents referred to in paragraphs (2)(a) to (d) and the information referred to in subsection (3); and

(b) prescribing the remuneration threshold for the purposes of paragraph (3)(c) and the method of determining that threshold.

(5) A port authority shall submit to the Minister its audited annual financial statements, and those of its wholly-owned subsidiaries, at least thirty days before the port authority's annual meeting.

(6) A port authority shall provide the Minister with such accounts, budgets, returns, statements, documents, records, books, reports or other information as the Minister may require, including information about any contingent liabilities of the port authority or of its wholly-owned subsidiaries.

31. A port authority shall prepare quarterly financial statements in accordance with generally accepted accounting principles and, as soon as is practicable after their completion, make them available for inspection by the public at its registered office during normal business hours.

32. (1) A port authority shall ensure that, in respect of itself and its wholly-owned subsidiaries,

(a) books of account and accounting records are kept; and

(b) financial and management control and information systems and management practices are maintained.

(2) The books, records, systems and practices shall be kept and maintained in a manner that will provide reasonable assurance that

(a) the assets of the port authority are safeguarded and controlled;

(b) the transactions of the port authority are in accordance with this Part and the letters patent and by-laws of the port authority; and

(c) the financial, human and physical resources of the port authority are managed economically and efficiently and the operations of the port authority are carried out effectively.

a) régir le mode d'établissement, le contenu et la forme des éléments mentionnés aux alinéas (2)a) à d) et au paragraphe (3);

b) fixer le plancher réglementaire mentionné à l'alinéa (3)c) et la façon de le déterminer.

(5) Les administrations portuaires présentent au ministre, au moins trente jours avant leur réunion annuelle, leurs états financiers annuels vérifiés et ceux de leurs filiales à cent pour cent.

(6) Les administrations portuaires présentent au ministre les comptes, budgets, relevés, livres, rapports et autres renseignements que celui-ci peut exiger, y compris les renseignements relatifs à leurs éventuels éléments de passif ou à ceux de leurs filiales à cent pour cent, le cas échéant.

31. Les administrations portuaires établissent chaque trimestre, selon les principes comptables généralement reconnus, des états financiers qu'elles mettent à la disposition du public à leur siège social le plus tôt possible après leur établissement, pour consultation pendant les heures normales d'ouverture.

32. (1) Les administrations portuaires veillent, tant en ce qui les concerne qu'en ce qui concerne leurs filiales à cent pour cent :

a) à faire tenir des documents comptables;

b) à mettre en oeuvre, en matière de finances et de gestion, des moyens de contrôle et d'information et à faire appliquer des méthodes de gestion.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), les administrations veillent, dans la mesure du possible, à ce que :

a) leurs éléments d'actif soient protégés et contrôlés;

b) leurs opérations se fassent en conformité avec la présente partie, les lettres patentes et les règlements administratifs de l'administration portuaire;

c) la gestion de leurs ressources financières, humaines et matérielles s'effectue dans de bonnes conditions de rentabilité et à ce que leurs opérations soient réalisées avec efficacité.

Statements to be given to Minister

Other information to be given to Minister

Quarterly financial statements

Books and systems

Keeping of books

États financiers

Autres renseignements

Rapports trimestriels

Documents comptables

Comptabilité





Business plan

**32.1** A port authority shall annually submit to the Minister, in respect of itself and each of its wholly-owned subsidiaries, a five-year business plan containing such information as the Minister may require, including any material changes in respect of information provided in the previous business plan.

**32.1** Les administrations portuaires présentent, tous les ans, au ministre un plan quinquennal d'activités et celui de chacune de leurs filiales à cent pour cent, le cas échéant, renfermant les renseignements que le celui-ci peut exiger, notamment les changements importants à l'égard des renseignements fournis dans le plan d'activités antérieur.

Plan d'activités

Manner of presenting information

**32.2** The financial statements and business plan of a port authority shall be prepared in a form that clearly sets out information about each of the activities of the port authority and its wholly-owned subsidiaries, with the information about port activities referred to in paragraph 24(2)(a) set out separately from the information about other activities referred to in paragraph 24(2)(b).

**32.2** Les états financiers et le plan d'activités des administrations portuaires doivent mettre en évidence les renseignements relatifs à chacune de leurs activités et, le cas échéant, à chacune de celles de leurs filiales à cent pour cent, les renseignements relatifs aux activités portuaires visées à l'alinéa 24(2)a) et aux 15 autres activités visées à l'alinéa 24(2)b) y figurant séparément.

Présentation matérielle

### Special Examinations

### Examens spéciaux

Special examinations

**33.** (1) A port authority shall have a special examination carried out to determine whether the books, records, systems and practices referred to in subsection 32(1) were, in the period under examination, maintained in a manner that provided reasonable assurance that they met the requirements of subsection 32(2).

**33.** (1) Les administrations portuaires font procéder à un examen spécial de leurs opérations afin de vérifier si les documents, moyens et méthodes visés au paragraphe 32(1) ont été tenus ou appliqués, pendant la période sous examen, d'une façon qui fournit une assurance raisonnable qu'ils satisfaisaient aux dispositions du paragraphe 32(2).

Règle générale

Time for examination

(2) A special examination shall be carried out at least once every five years and at any additional times that the Minister may require.

(2) Les examens spéciaux sont au moins quinquennaux; des examens spéciaux complémentaires peuvent avoir lieu à la demande du ministre.

Périodicité

Plan

(3) Before beginning a special examination, the examiner shall survey the systems and practices of the port authority and submit a plan for the examination, including a statement of the criteria to be applied, to the audit committee of the port authority, or if there is no audit committee, to the board of directors, and, in the case where the Minister has required the special examination to be carried out, to the Minister.

(3) Avant de commencer, l'examineur étudie les moyens et les méthodes de l'administration portuaire visée et établit un plan d'action, notamment quant aux critères qu'il entend appliquer; il présente ce plan au comité de vérification de l'administration portuaire ou, à défaut, au conseil d'administration de celle-ci et, si le ministre a exigé l'examen, à ce dernier.

Plan d'action

Disagreements

(4) Where the examiner and the audit committee or board of directors disagree about the plan, the Minister may make a final determination with respect to it.

(4) Les désaccords entre l'examineur et le comité de vérification ou le conseil d'administration sur le plan d'action sont tranchés de façon définitive par le ministre.

Désaccord



Reliance on internal audit	(5) The examiner shall, to the extent the examiner considers it feasible, rely on an internal audit carried out by the port authority.	(5) L'examineur, dans la mesure où il les juge utilisables, se fie aux résultats de toute vérification interne faite par l'administration portuaire.	Utilisation des données d'une vérification interne
Report	<b>34.</b> (1) The examiner shall, on completion of the special examination, submit a report and a summary report of the findings to the Minister and to the board of directors.	<b>34.</b> (1) Ses travaux terminés, l'examineur remet au ministre et au conseil d'administration un rapport sur ses conclusions ainsi qu'un résumé du rapport.	5 Rapport
Contents	(2) The examiner's report shall include (a) a statement as to whether in the examiner's opinion, with respect to the criteria established under subsection 33(3), there is reasonable assurance that there are no significant deficiencies in the systems and practices examined; and (b) a statement of the extent to which the examiner relied on internal audits.	(2) Le rapport de l'examineur comporte notamment les éléments suivants : a) un énoncé indiquant si, selon l'examineur, compte tenu des critères établis en conformité avec le paragraphe 33(3), il peut être garanti que, dans la mesure du possible, les moyens et méthodes étudiés n'ont pas de défauts graves; b) un énoncé indiquant dans quelle mesure l'examineur s'est fié aux résultats d'une vérification interne.	Contenu 10
Notice of report	(3) A port authority shall, as soon as is practicable after it receives the summary report, have notice of the summary report published in a major newspaper published or distributed in the place where the port is situated.	(3) Dans les meilleurs délais après le jour de la réception du résumé du rapport, l'administration portuaire est tenue d'en faire publier un avis dans un journal à grand tirage du lieu où est situé le port.	20 Communication au public
Report available to public	(4) A port authority shall make the summary report available for inspection by the public at its registered office during normal business hours.	(4) L'administration portuaire est tenue de mettre à la disposition du public à son siège social le résumé du rapport d'examen spécial pour consultation pendant les heures normales d'ouverture.	25 Accès du public
Examiner — auditor	<b>35.</b> (1) Subject to subsection (2), a special examination shall be carried out by the auditor of a port authority.	<b>35.</b> (1) Sous réserve du paragraphe (2), le vérificateur de l'administration portuaire est chargé de l'examen spécial.	30 Examineur — vérificateur de l'administration
Examiner — other qualified auditor	(2) Where, in the opinion of the Minister, a person other than the auditor of a port authority should carry out a special examination, the Minister may, after consulting with the board of directors appoint another auditor to do it and may, after again consulting with the board, remove that auditor at any time.	(2) Le ministre, s'il estime contre-indiqué de voir confier l'examen spécial au vérificateur de l'administration portuaire, peut, après avoir consulté le conseil d'administration, en charger un autre vérificateur; il peut également révoquer ce dernier à tout moment, après pareille consultation.	35 Examineur — autre examinateur compétent



Property

Biens

Federal Real Property Act

36. (1) For the purposes of the Federal Real Property Act, the Minister has the administration of the federal real property of a port in respect of which letters patent have been issued to the port authority, other than federal real property the administration of which is under any other member of the Queen's Privy Council for Canada.

36. (1) Pour l'application de la Loi sur les immeubles fédéraux, le ministre a la gestion des immeubles fédéraux qui se trouvent dans le port qu'une administration portuaire exploite en vertu de ses lettres patentes, à l'exception de ceux dont la gestion est confiée à un autre membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada.

Loi sur les immeubles fédéraux

Management

(2) The Minister may, in the letters patent, give to a port authority the management of any federal real property that the Minister administers under subsection (1).

(2) Le ministre peut, par lettres patentes, confier la gestion d'un immeuble fédéral qu'il gère au titre du paragraphe (1) à l'administration portuaire.

Pouvoir du ministre

Acts do not apply

(3) Where the Minister gives the management of federal real property to a port authority, the Federal Real Property Act, other than sections 12 to 14 and paragraphs 16(1)(a), (g) and (i) and (2)(g), does not apply to that property.

(3) Lorsque le ministre confie la gestion d'un immeuble fédéral à une administration portuaire, la Loi sur les immeubles fédéraux, à l'exception des articles 12 à 14, des alinéas 16(1)a), g) et i) et (2)g), ne s'applique plus à cet immeuble.

Non-application de certaines autres lois

Surplus Crown Assets Act

(3.1) The Surplus Crown Assets Act does not apply to a port authority.

(3.1) La Loi sur les biens de surplus de la Couronne ne s'applique pas à l'administration portuaire.

Loi sur les biens de surplus de la Couronne

Notice to Minister

(4) Where a port authority is of the opinion that certain real property is no longer required for port purposes, it shall so inform the Minister.

(4) L'administration portuaire informe le ministre dans le cas où elle est d'avis que certains immeubles ne sont plus nécessaires à l'exploitation du port.

Avis au ministre

Holding of real property

(5) A port authority may manage, occupy or hold only the real property set out in its letters patent.

(5) Une administration portuaire ne peut gérer, occuper et détenir que les immeubles qui sont mentionnés dans ses lettres patentes.

Possession de biens immeubles

Powers and obligations where management given

37. (1) Where the Minister has given the management of federal real property to a port authority, the port authority

37. (1) Lorsque le ministre a confié la gestion d'immeubles fédéraux à l'administration portuaire, celle-ci :

Pouvoirs et obligations relatifs à des biens fédéraux

(a) need not pay compensation for the use of that property;

a) n'est pas tenue de payer pour leur utilisation;

(b) may retain and use the revenue received in respect of that property for the purpose of operating the port;

b) peut conserver et utiliser les recettes qu'ils génèrent pour l'exploitation du port;

(c) shall undertake and defend any legal proceedings with respect to that property; and

c) est tenue d'intenter les actions en justice qui s'y rapportent et de répondre à celles qui sont intentées contre elle;

(d) shall discharge all obligations and liabilities with respect to that property.

d) est tenue d'exécuter toutes les obligations qui s'y rattachent.



Legal proceedings

(2) A civil, criminal or administrative action or proceeding with respect to federal real property that a port authority manages, or any property that it holds, or with respect to any act or omission occurring on the property, shall be taken by or against the port authority and not by or against the Crown.

(2) Toute poursuite civile, pénale ou administrative relative à un immeuble fédéral dont la gestion a été confiée à une administration portuaire ou à tout autre bien qu'elle détient — ou à tout fait qui y survient — doit être engagée par cette administration portuaire ou contre elle, à l'exclusion de la Couronne.

Procédures

Leases and licences

(3) A port authority may, for the purpose of operating the port, lease or license any federal real property that it manages, subject to the limits in the port authority's letters patent on its authority to contract as agent for Her Majesty in right of Canada. The term of the lease or licence may not be more than the maximum term that the letters patent set out for such a lease or licence.

(3) Une administration portuaire peut, pour l'exploitation du port, louer les immeubles fédéraux qu'elle gère ou octroyer des permis à leur égard, sous réserve des limites, précisées dans les lettres patentes, quant à son pouvoir de contracter à titre de mandataire de Sa Majesté du chef du Canada et à la durée maximale de ces baux et permis.

Baux et permis

Application of provincial law

(4) A lease or licence of federal real property may be effected by any instrument by which real property may be leased or a licence may be granted by a private person in respect of real property under the laws in force in the province in which the property is situated.

(4) L'octroi d'un permis ou la location d'un immeuble fédéral peuvent s'effectuer par un acte qui, en vertu des lois de la province de situation de l'immeuble, peut servir à en opérer l'octroi ou la location entre sujets de droit privé.

Application du droit provincial

Disposition of federal real property

**38.** (1) Subject to subsection 37(3), a port authority may not dispose of any federal real property that it manages but it may dispose of any fixtures on federal real property to the extent authorized in the letters patent and may grant road allowances or easements, rights of way or licences for utilities, services or access.

**38.** (1) Sous réserve du paragraphe 37(3), une administration portuaire ne peut aliéner les immeubles fédéraux dont la gestion lui est confiée; elle peut toutefois consentir à leur égard des emprises routières ou des servitudes ou permis pour des droits de passage ou d'accès ou des services publics; elle peut également aliéner les accessoires fixés à demeure sur des immeubles fédéraux, dans la mesure où ses lettres patentes l'y autorisent.

Disposition de biens fédéraux

Other real property

(2) A port authority may dispose of any real property that it occupies or holds, other than federal real property, subject to the issuance of supplementary letters patent, and, without the issuance of supplementary letters patent, it may grant road allowances or easements, rights of way or licences for utilities, services or access.

(2) Une administration portuaire peut aliéner les immeubles qu'elle occupe ou détient, exception faite des immeubles fédéraux, si des lettres patentes supplémentaires sont délivrées; elle peut toutefois — sans que des lettres patentes supplémentaires ne soient délivrées — consentir à leur égard des emprises routières ou des servitudes ou permis pour des droits de passage ou d'accès ou des services publics.

Autres immeubles

Application of provincial law

(3) A grant may be effected by any instrument by which an interest in real property may be granted by a private person under the laws in force in the province in which the federal real property is situated.

(3) Les servitudes peuvent être consenties par un acte qui, en vertu des lois de la province de situation de l'immeuble fédéral, peut servir à consentir une servitude, entre sujets de droit privé.

Application du droit provincial



*Navigable Waters Protection Act*

**39.** (1) The *Navigable Waters Protection Act* does not apply to works, within the meaning of that Act, that are undertaken within the limits of a port in respect of which the letters patent of a port authority are issued.

Works lawful

(2) Any work that is undertaken in accordance with this Part is a lawful work, within the meaning of the *Navigable Waters Protection Act*, even though it interferes with navigation.

Land-use plan

**40.** (1) A port authority shall, within twelve months after the issuance of its letters patent, develop a detailed land-use plan that contains objectives and policies for the physical development of the real property that it manages, holds or occupies and that takes into account relevant social, economic and environmental matters.

Contents of plan

(2) The land-use plan may

(a) prohibit the use of some or all of the real property for, or except for, certain purposes;

(b) prohibit the erecting of structures or works or certain types of structures or works; and

(c) subject to any regulations made under section 52, regulate the type of structures or works that may be erected.

Existing structures

(3) A land-use plan shall not have the effect of preventing

(a) the use of any property existing on the day on which the land-use plan comes into force for the purpose for which it was used on that day, so long as it continues to be used for that purpose; or

(b) the erecting or alteration of a structure or work that was authorized before the day on which the land-use plan comes into force if the erecting or alteration is carried out in accordance with the authorization.

**39.** (1) La *Loi sur la protection des eaux navigables* ne s'applique pas aux ouvrages, au sens de cette loi, entrepris à l'intérieur du périmètre d'un port visé par les lettres patentes délivrées à une administration portuaire.

*Loi sur la protection des eaux navigables*

(2) Les ouvrages entrepris en conformité avec la présente partie sont des ouvrages légalement construits, au sens de cette loi, même s'ils gênent la navigation.

Ouvrages visés par la présente partie

**40.** (1) Dans les douze mois suivant la délivrance de leurs lettres patentes, les administrations portuaires sont tenues d'avoir un plan détaillé d'utilisation des sols faisant état des objectifs et politiques établis pour l'aménagement physique des immeubles dont la gestion leur est confiée ou qu'elles occupent ou détiennent, compte tenu des facteurs d'ordre social, économique et environnemental applicables.

Plan d'utilisation des sols

(2) Les plans d'utilisation des sols peuvent :

a) interdire l'utilisation de la totalité ou d'une partie des immeubles à certaines fins ou la limiter à certaines fins déterminées;

b) interdire la construction de bâtiments ou d'ouvrages ou d'un certain type de bâtiments ou d'ouvrages;

c) sous réserve des règlements d'application de l'article 52, réglementer les caractéristiques des bâtiments ou ouvrages qui peuvent être construits.

Contenu des plans

(3) Un plan d'utilisation des sols ne peut avoir pour effet d'empêcher :

Bâtiments existants

a) l'utilisation d'un bien immeuble existant, dans la mesure où l'utilisation demeure celle qui en était faite le jour de l'entrée en vigueur du plan;

b) la construction ou la modification d'un bâtiment ou d'un ouvrage qui a été autorisée avant cette entrée en vigueur dans la mesure où la construction ou la modification est conforme à l'autorisation.



Publication of notice	(4) A port authority shall, at least sixty days before the coming into force of a land-use plan, have notice of the plan published in a major newspaper published or distributed in the place where the port is situated.	(4) Au moins soixante jours avant la date d'entrée en vigueur du plan d'utilisation des sols, l'administration portuaire est tenue d'en faire publier un avis dans un journal à grand tirage du lieu où est situé le port.	Publication d'un avis
Content of notice	(5) The notice shall include information as to where a copy of the plan, including any related documents necessary to understand it, may be obtained and an invitation to any interested person to make representations to the port authority with respect to the proposed plan within those sixty days and to attend a public meeting at a specified time and place.	(5) L'avis donne le lieu où il est possible de se procurer un exemplaire du projet de plan et des documents connexes nécessaires à sa compréhension complète, et invite les intéressés à faire parvenir leurs observations sur le projet à l'administration avant l'expiration de ce délai de soixante jours et à assister à la réunion publique dont les date, heure et lieu sont également mentionnés dans l'avis.	Contenu de l'avis
Adoption of plan	(6) After the port authority considers any representations made by interested persons with respect to a proposed plan, it may adopt the plan.	(6) L'administration portuaire peut adopter le projet de plan d'utilisation des sols après avoir pris connaissance des observations qui ont pu lui être présentées.	Adoption du plan
Notice of adopted plan	(7) The port authority shall have notice of each land-use plan that it adopts, together with notice of the place at which a copy of the plan may be obtained, published in a major newspaper published or distributed in the place where the port is situated.	(7) L'administration portuaire est tenue de faire publier dans un journal à grand tirage du lieu où est situé le port un avis de l'adoption de son plan d'utilisation des sols; l'avis donne le lieu où il est possible de se procurer un exemplaire du plan.	Avis d'adoption
Exception	(8) A port authority need not comply with subsections (4) to (7) in respect of a proposed land-use plan that <i>(a)</i> has previously been published pursuant to subsection (4), whether or not it has been changed as a result of representations made pursuant to subsection (5); or <i>(b)</i> makes no substantive change to an existing plan.	(8) L'administration portuaire n'a pas à se conformer aux paragraphes (4) à (7) à l'égard du projet de plan d'utilisation des sols qui, selon le cas : <i>a)</i> a déjà fait l'objet d'un avis publié en conformité avec le paragraphe (4), même si le plan a été modifié à la suite d'observations présentées conformément au paragraphe (5); <i>b)</i> n'apporte pas de modification de fond au plan en vigueur.	Exception
Statutory Instruments Act	(9) Land-use plans are not regulations within the meaning of the <i>Statutory Instruments Act</i> .	(9) Les plans d'utilisation des sols ne sont pas des règlements au sens de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i> .	<i>Loi sur les textes réglementaires</i>

### Fees

Fixing of fees	<p><b>41.</b> (1) A port authority may fix fees to be paid in respect of</p> <p><i>(a)</i> ships, vehicles, aircraft and persons coming into or using the port;</p> <p><i>(b)</i> goods loaded on ships, unloaded from ships or transhipped by water within the limits of the port or moved across the port; and</p>
----------------	--

### Droits

Fixation des droits	<p><b>41.</b> (1) L'administration portuaire peut fixer les droits à payer à l'égard :</p> <p><i>a)</i> des navires, véhicules, aéronefs et personnes entrant dans le port ou en faisant usage;</p> <p><i>b)</i> des marchandises soit déchargées de ces navires, chargées à leur bord ou transbor-</p>	40
---------------------	---	----



	(c) any service provided by the port authority, or any right or privilege conferred by it, in respect of the port.	dées par eau dans le périmètre portuaire, soit passant par le port; c) des services qu'elle fournit ou des avantages qu'elle accorde, en rapport avec l'exploitation du port.	
Interest	(2) A port authority may fix the interest rate that it charges on overdue fees.	(2) L'administration peut fixer le taux d'intérêt frappant les droits impayés.	Intérêts
Self-sustaining financing	(3) The fees fixed by a port authority shall be at a level that permits it to operate on a self-sustaining financial basis and shall be fair and reasonable.	(3) Les droits que fixe l'administration portuaire doivent lui permettre le financement autonome de ses opérations et également être équitables et raisonnables.	Autonomie financière
Application to Crown	(4) The fees and interest rate may be made binding on Her Majesty in right of Canada or a province.	(4) Les droits et le taux d'intérêt peuvent être rendus obligatoires pour Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province.	Application à Sa Majesté
Application to military and police ships	(5) The fees fixed under paragraphs (1)(a) and (b) do not apply in respect of a Canadian warship, naval auxiliary ship or other ship under the command of the Canadian Forces, a ship of a visiting force within the meaning of the <i>Visiting Forces Act</i> or any other ship while it is under the command of the Royal Canadian Mounted Police.	(5) Les droits prévus aux alinéas (1)a) et b) ne s'appliquent pas aux navires de guerre canadiens, aux navires auxiliaires de la marine, aux navires placés sous le commandement des Forces canadiennes, aux navires de forces étrangères présentes au Canada au sens de la <i>Loi sur les forces étrangères présentes au Canada</i> , ni aux navires placés sous le commandement de la Gendarmerie royale du Canada.	Navires militaires ou étrangers
Fees continued	(6) A fee that is in force in respect of a port on the coming into force of this section continues in force for a period ending on the earlier of the expiration of six months and the date on which it is replaced by a fee fixed under subsection (1).	(6) Les droits en vigueur à l'égard d'un port à l'entrée en vigueur du présent article demeurent en vigueur pendant une période maximale de six mois sauf s'ils sont remplacés plus tôt.	Maintien en vigueur des droits existants
Discrimination among users	<b>42.</b> (1) A port authority shall not unjustly discriminate among users or classes of users of the port, give an undue or unreasonable preference to any user or class of user or subject any user or class of user to an undue or unreasonable disadvantage.	<b>42.</b> (1) L'administration portuaire est tenue d'éviter la discrimination injustifiée entre les utilisateurs ou catégories d'utilisateurs, ou l'octroi d'un avantage injustifié ou déraisonnable, ou l'imposition d'un désavantage injustifié ou déraisonnable, à un utilisateur ou à une catégorie d'utilisateurs.	Discrimination entre les utilisateurs
Exception re commercially acceptable discrimination	(2) It is not unjust discrimination and it is not an undue nor an unreasonable preference or disadvantage for a port authority to differentiate among users or classes of users on the basis of the volume or value of goods shipped or on any other basis that is generally commercially accepted.	(2) Ne constitue pas une discrimination injustifiée ou un désavantage injustifié ou déraisonnable la distinction fondée sur le volume ou la valeur des marchandises transportées ou sur toute autre caractéristique généralement admise commercialement.	Exception



Notice of new or revised fees

43. (1) Where a port authority proposes to fix a new fee or revise an existing fee for wharfage, berthage or harbour dues, it shall give notice of the proposal in accordance with this section and no fee shall come into force before the expiration of sixty days after the last of the notices is given.

43. (1) L'administration portuaire donne, conformément au présent article, un préavis des droits d'amarrage, des droits d'accostage ou des droits de port qu'elle se propose de fixer ou de réviser, les droits ne pouvant entrer en vigueur avant l'expiration d'un délai de soixante jours après la dernière de ces publications.

Avis d'établissement ou de révision des droits

Contents of notice

(2) The notice shall (a) set out the particulars of the proposal; (b) specify that a document containing more details about the proposal may be obtained from the port authority on request; and (c) specify that persons interested in making representations in writing to the port authority about the proposal may do so by writing to the address set out in the notice.

(2) Le préavis fait part de tous les renseignements concernant la proposition, indique que des renseignements supplémentaires peuvent être obtenus sur demande auprès de l'administration portuaire et donne aux intéressés l'occasion de présenter leurs observations par écrit en les faisant parvenir à l'adresse y indiquée.

Contenu du préavis

How notice is to be given

(3) The port authority shall (a) have the notice published in a major newspaper published or distributed in the place where the port is situated; (b) send, by mail or by electronic means, a copy of the notice to (i) organizations whose members will, in the opinion of the port authority, be affected by the new or revised fee, and (ii) every user and other person who has, at least ten days before, notified the port authority of a desire to receive notices or announcements under this Part; and (c) post an electronic version of the notice in a location that is generally accessible to persons who have access to what is commonly referred to as the Internet.

(3) Le préavis est publié dans un journal à grand tirage du lieu où est situé le port, envoyé par courrier ou par voie électronique aux organisations dont les membres, de l'avis de l'administration portuaire, seront touchés par les droits — nouveaux ou révisés — ainsi qu'à tout utilisateur ou toute personne ayant manifesté auprès de la société, au moins dix jours auparavant, le désir de recevoir les préavis exigés par la présente partie; il est aussi inscrit en un endroit accessible sur le réseau communément appelé Internet.

Publication

Exception

(4) The notice required by this section does not apply to any fees accepted in a contract under section 44.

(4) L'obligation de préavis mentionnée au présent article ne s'applique pas aux droits prévus par un contrat conclu en vertu de l'article 44.

Exception

Complaints

43.1 (1) Any interested person may at any time file a complaint with the Agency that there is unjust discrimination in a fee fixed under subsection 41(1), and the Agency shall consider the complaint without delay and report its findings to the port authority, and the port authority shall govern itself accordingly.

43.1 (1) Tout intéressé peut déposer auprès de l'Office une plainte portant qu'un droit fixé aux termes du paragraphe 41(1) comporte une distinction injustifiée; l'Office examine la plainte sans délai et communique ses conclusions à l'administration portuaire qui est liée par celles-ci.

Plaintes





Governor in Council may vary or rescind

(2) Section 40 of the *Canada Transportation Act* applies, with such modifications as the circumstances require, to every report of the Agency made under subsection (1) as if the report were a decision made pursuant to that Act.

(2) L'article 40 de la *Loi sur les transports au Canada* s'applique, avec les adaptations nécessaires, aux conclusions de l'Office, comme s'il s'agissait d'une décision rendue en application de cette loi.

Pouvoir de modification ou d'annulation du gouverneur en conseil

5

Fees by contract

44. A port authority may agree, by a contract that the parties may agree to keep confidential, to accept fees other than those fixed under subsection 41(1).

44. L'administration portuaire peut par contrat, que les parties peuvent convenir de garder confidentiel, accepter des droits différents de ceux qui sont fixés aux termes du paragraphe 41(1).

Fixation des droits par contrat

10

*Official Languages*

*Official Languages Act*

45. The *Official Languages Act* applies to a port authority as a federal institution within the meaning of that Act.

*Langues officielles*

45. La *Loi sur les langues officielles* s'applique à l'administration portuaire à titre d'institution fédérale au sens de cette loi.

*Loi sur les langues officielles*

*Liquidation and Dissolution*

Liquidation and dissolution

46. (1) The Governor in Council may, by issuing a certificate of intent to dissolve, require a port authority to liquidate its assets in accordance with the certificate or the regulations made under subsection 23(2) and may by a subsequent certificate of dissolution dissolve the port authority, and the letters patent are deemed to be revoked. The net proceeds of liquidation are to be paid on dissolution to Her Majesty in right of Canada.

46. (1) Le gouverneur en conseil peut, par la délivrance d'un certificat d'intention de dissolution, ordonner à une administration portuaire de procéder, en conformité avec le certificat ou les règlements d'application du paragraphe 23(2), à la liquidation de son actif et, par la suite, par la délivrance d'un certificat de dissolution, la dissoudre, les lettres patentes de l'administration étant réputées révoquées; le produit net de la liquidation est versé à Sa Majesté du chef du Canada.

Liquidation et dissolution

Dissolution where no liquidation

(2) The Governor in Council may, by issuing a certificate of dissolution, dissolve a port authority without requiring the liquidation of its assets, in which case the obligations and assets of the port authority revert on dissolution to Her Majesty in right of Canada under the administration of the Minister.

(2) Le gouverneur en conseil peut, par la délivrance d'un certificat de dissolution, dissoudre une administration portuaire sans lui ordonner de procéder à la liquidation de son actif; dans ce cas, ses obligations et ses éléments d'actif retournent à Sa Majesté du chef du Canada et leur gestion est confiée au ministre.

Dissolution sans liquidation

Publication in *Canada Gazette*

(3) A certificate of dissolution issued under this section becomes effective thirty days after the date it is published in the *Canada Gazette*.

(3) Les certificats de dissolution délivrés en vertu du présent article entrent en vigueur trente jours après celui de leur publication dans la *Gazette du Canada*.

*Gazette du Canada*

Revocation

(4) The Governor in Council may revoke a certificate of intent to dissolve at any time before the issuance of a certificate of dissolution by the issuance of a certificate of revocation of intent to dissolve.

(4) Le gouverneur en conseil peut révoquer un certificat d'intention de dissolution, entre sa délivrance et celle du certificat de dissolution, par délivrance d'un certificat de renonciation à dissolution.

Révocation



Effect of certificate

(5) The revocation is effective on the date set out in the certificate of revocation and the port authority may then continue to carry on its activities.

(5) Le certificat de renonciation à dissolution prend effet à la date qui y figure et l'administration portuaire peut dès lors continuer à exercer ses activités.

Effet du certificat

Port Traffic Control

Service de circulation portuaire

Traffic control zones

47. (1) Subject to any regulations made under section 52, a port authority may, for the purpose of promoting safe and efficient navigation or environmental protection in the waters of the port, with respect to ships or classes of ships,

5 47. (1) Afin de promouvoir la sécurité et l'efficacité de la navigation ou la protection de l'environnement dans les eaux du port, l'administration portuaire peut, sous réserve des règlements d'application de l'article 52 et à l'égard de navires ou de catégories de navires : 10

5 Zones de contrôle de la circulation portuaire

- (a) monitor ships about to enter or within the waters of the port;
- (b) establish the practices and procedures to be followed by ships;
- (c) require ships to have the capacity to use 15 specified radio frequencies; and
- (d) establish traffic control zones for the purposes of paragraphs (a) to (c).

- a) contrôler la circulation des navires qui se trouvent dans les eaux du port ou s'appêtent à y entrer;
- b) normaliser les pratiques et procédures 15 que doivent suivre les navires;
- c) rendre obligatoire à bord des navires la présence de l'équipement permettant l'utilisation de certaines fréquences radio déterminées; 20
- d) créer des zones de contrôle de la circulation portuaire pour l'application des alinéas a) à c).

Clearance of ships to enter waters of a port

(2) Subject to any regulations made under section 52, a port authority may 20

(2) L'administration portuaire peut, sous réserve des règlements d'application de l'article 52 :

Autorisation d'entrer dans les eaux d'un port

- (a) require information to be given, for the purpose of obtaining a traffic clearance, by ships or classes of ships about to enter the port or within the port;
- (b) impose the conditions under which a 25 traffic clearance is to be granted; and
- (c) require information to be given by ships after they have obtained a traffic clearance.

- a) exiger que les navires, individuellement ou au titre de leur appartenance à une catégorie, qui s'appêtent à entrer dans les eaux du port ou qui s'y trouvent fournissent 30 certains renseignements avant d'obtenir une autorisation de mouvement;
- b) fixer les modalités de délivrance de l'autorisation;
- c) exiger que les navires qui ont reçu 35 l'autorisation fournissent certains renseignements.

Consistency

(3) Subject to any regulations made under section 52, practices and procedures established by a port authority under subsection (1) shall not be inconsistent with national standards and practices for marine vessel traffic services, in particular those established under the Canada Shipping Act. 30

(3) Sous réserve des règlements d'application de l'article 52, les pratiques et procédures normalisées par une administration portuaire 40 au titre du paragraphe (1) ne peuvent être incompatibles avec les normes et pratiques nationales relatives au services de trafic maritime, notamment celles établies en vertu de la Loi sur la marine marchande du Canada. 45

Normes nationales



Notice

48. (1) A port authority shall take reasonable steps to bring notice of each practice and procedure proposed under paragraph 47(1)(b) to the attention of persons likely to be affected by it at least thirty days before the proposed effective date of the measure, and a reasonable opportunity within those thirty days shall be given to ship owners, masters, persons in charge of ships and other interested persons to make representations to the port authority with respect to it.

48. (1) L'administration portuaire est tenue de prendre des mesures raisonnables pour porter un avis des pratiques et procédures qu'elle se propose de normaliser en vertu de l'alinéa 47(1)b) à la connaissance des personnes qu'elles affecteront vraisemblablement, au moins trente jours avant la date prévue de leur prise d'effet, pour accorder ainsi la possibilité aux propriétaires de navires, capitaines, responsables d'un navire et autres personnes intéressées de présenter leurs observations à cet égard à l'administration portuaire.

Préavis

Content of notice

(2) The notice shall include information as to where a copy of the proposed measure, including any related documents necessary to understand it, may be obtained and an invitation to any interested person to make representations to the port authority with respect to it within those thirty days.

(2) L'avis donne le lieu où il est possible de se procurer un exemplaire des mesures et des documents connexes nécessaires à leur compréhension complète, et invite les intéressés à faire parvenir leurs observations sur le projet à l'administration avant l'expiration de ce délai de trente jours.

Contenu de l'avis

Adoption of measures

(3) After the port authority considers any representations made by interested persons with respect to a proposed measure, it may adopt the measure.

(3) L'administration portuaire peut prendre les mesures après avoir pris connaissance des observations qui ont pu lui être présentées.

Prise des mesures

Notice of adopted measure

(4) The port authority shall take reasonable steps to bring notice of each measure that it adopts, together with notice of the place at which a copy of the measure may be obtained, to the attention of persons likely to be affected by it.

(4) L'administration portuaire est tenue de prendre des mesures raisonnables pour porter un avis des pratiques et procédures qu'elle a normalisées à la connaissance des personnes qu'elles affecteront vraisemblablement; l'avis donne le lieu où il est possible de s'en procurer un exemplaire.

Avis

Exception

(5) Subsection (1) does not apply to a measure

(5) Sont exemptées des exigences du paragraphe (1) les mesures qui :

Exceptions

(a) notice of which has been given pursuant to that subsection, whether or not it has been changed as a result of representations made pursuant to that subsection; or

a) ont déjà fait l'objet d'un préavis en vertu de ce paragraphe, qu'elles aient ou non été modifiées en raison d'observations présentées en vertu de celui-ci;

(b) that makes no substantive change to an existing measure.

b) n'apportent pas de modification de fond aux mesures existantes.

Emergency situations

(6) Subsection (1) does not apply where the port authority is satisfied that an urgent situation exists, but the port authority shall take reasonable steps to bring notice of the measure to the attention of any person likely to be affected by it as soon as possible after it comes into force.

(6) Le paragraphe (1) ne s'applique pas dans le cas où l'administration portuaire est d'avis que l'urgence de la situation l'exige; elle est toutefois tenue de prendre des mesures raisonnables pour porter un avis de ces mesures à la connaissance des personnes qu'elles affecteront vraisemblablement, dans les meilleurs délais après leur prise d'effet.

Urgence



Traffic control

**49.** (1) For the purpose of promoting safe and efficient navigation or environmental protection, a port authority may designate a person or a member of a class of persons to exercise the following powers with respect to ships about to enter or within the port or an area of the port:

- (a) give a traffic clearance to a ship to enter, leave or proceed within the port or any area of the port;
- (b) direct the master, pilot, person in charge of the deck watch or any other person in charge of a ship to provide specified information in respect of the ship;
- (c) direct a ship to use specified radio frequencies in communications with the port station or other ships; and
- (d) subject to subsection (2), direct a ship, at a specified time or between specified times,
  - (i) to leave a dock, berth or other port facility,
  - (ii) to leave or refrain from entering any area, or
  - (iii) to proceed to or remain at a specified location.

Preconditions

(2) A person designated under subsection (1) may direct a ship to do or refrain from doing anything described in paragraph (1)(d) only if the person believes on reasonable grounds that any of the following circumstances exist:

- (a) the non-availability of a berth required for the ship;
- (b) pollution or a reasonable apprehension of pollution in the traffic control zone;
- (c) the proximity of animals whose well-being could be endangered by the movement of the ship;
- (d) an obstruction to navigation in the traffic control zone;

Circulation portuaire

**49.** (1) Pour promouvoir la sécurité et l'efficacité de la navigation ou la protection de l'environnement, l'administration portuaire peut désigner des personnes, nommément ou au titre de leur appartenance à une catégorie, pour exercer les fonctions suivantes à l'égard des navires qui se trouvent dans le port ou un secteur de celui-ci ou s'apprêtent à y entrer :

- a) donner une autorisation de mouvement à ces navires, leur permettant d'entrer dans le port ou l'un de ses secteurs, d'en sortir ou de s'y déplacer;
- b) ordonner au capitaine, au pilote, à l'officier de quart à la passerelle ou à toute autre personne responsable du navire de fournir les renseignements précisés par l'agent concernant le navire;
- c) ordonner à un navire d'utiliser dans ses communications avec la station portuaire ou avec d'autres navires des fréquences radio déterminées;
- d) sous réserve du paragraphe (2), ordonner à un navire de — au moment indiqué ou pendant la période indiquée :
  - (i) soit quitter le quai, le poste ou l'installation portuaire où il se trouve,
  - (ii) soit, le cas échéant, sortir d'un secteur dans lequel il se trouve ou ne pas y entrer,
  - (iii) soit se diriger vers un endroit que l'agent désigne ou y rester.

Conditions préalables aux mesures prévues à l'alinéa (1)d)

(2) La personne désignée en vertu du paragraphe (1) ne peut ordonner à un navire d'effectuer les manoeuvres prévues à l'alinéa (1)d) que lorsqu'elle a des motifs raisonnables de croire à l'existence de l'une des conditions suivantes :

- a) l'absence de disponibilité de poste;
- b) un problème de pollution ou un risque sérieux de pollution dans la zone;
- c) la proximité d'animaux dont le bien-être peut être mis en danger par les mouvements du navire;
- d) la présence d'obstacles à la navigation dans la zone;
- e) la proximité d'un navire apparemment en difficulté ou qui représente un risque de



(e) the proximity of a ship in apparent difficulty or presenting a pollution threat or other hazard to life or property;

(f) the proximity of a ship navigating in an unsafe manner or with improperly functioning navigation equipment or radio equipment, or without charts or publications required by regulations made under paragraph 562.1(1)(a) of the *Canada Shipping Act*;

(g) vessel traffic congestion that constitutes an unacceptable risk to shipping, navigation, the public or the environment; or

(h) the efficiency of port operations could be compromised.

Prohibition

(3) No ship shall

(a) if it is required to obtain a traffic clearance, enter, leave or proceed within a port or a traffic control zone without having obtained the clearance; or

(b) if required to maintain direct communication with a person designated under subsection (1), proceed within a port or a traffic control zone unless it is able to do so.

Offences and punishment

**50.** (1) Subject to subsection (2), a person or ship is guilty of an offence and liable to a fine of not more than \$5,000 where the offence is committed in respect of a ship of twenty metres in length or less, or to a fine of not more than \$50,000 where the offence is committed in respect of a ship exceeding twenty metres in length, if the person or ship

(a) does not follow the practices and procedures established by a port authority under paragraph 47(1)(b) or have the capacity to use the radio frequencies specified by the port authority under that paragraph;

(b) does not do what a person designated under subsection 49(1) requires the person or the ship to do under that subsection;

(c) fails to comply with subsection 49(3) or (4); or

pollution ou constitue un danger pour la vie ou la propriété;

f) la proximité d'un navire qui se déplace de façon dangereuse, dont l'équipement de navigation ou de radiocommunication est défectueux ou qui n'est pas muni des cartes et documents exigés par les règlements pris en vertu de l'alinéa 562.1(1)a) de la *Loi sur la marine marchande du Canada*;

g) la trop forte densité de la circulation qui constitue un risque inacceptable pour la navigation, le public ou l'environnement;

h) l'efficacité des opérations portuaires peut être compromise.

(3) Il est interdit à un navire :

a) dans les cas où il est tenu d'obtenir une autorisation de mouvement, d'entrer dans un port ou dans une zone de circulation portuaire de ce port, d'en sortir ou de s'y déplacer sans avoir obtenu une telle autorisation sous le régime du présent article;

b) dans les cas où il est tenu de maintenir la communication directe avec une personne nommée en vertu du paragraphe (1), de se déplacer dans un port sans être capable de maintenir la communication.

15 Interdiction

**50.** (1) Sous réserve du paragraphe (2), commet une infraction et encourt une amende maximale de 5 000 \$ lorsque l'infraction concerne un navire d'une longueur de vingt mètres ou moins et de 50 000 \$ lorsque l'infraction concerne un navire d'une longueur de plus de vingt mètres, la personne ou le navire qui :

a) soit ne se conforme pas aux formalités et procédures établies en vertu de l'alinéa 47(1)b) ou n'a pas à bord l'équipement permettant l'utilisation des fréquences déterminées par l'administration portuaire en vertu de cet alinéa;

b) soit ne se conforme pas aux ordres qu'une personne lui donne en vertu du paragraphe 49(1);

c) soit ne se conforme pas aux paragraphes 49(3) ou (4);

Infractions et peines

45



(d) knowingly makes a false or misleading statement, either orally or in writing, to a person designated under subsection 49(1).

d) soit fait sciemment à la personne nommée en vertu du paragraphe 49(1), oralement ou par écrit, une déclaration fautive ou trompeuse.

Defence available in certain cases

(2) It is a defence to a charge under subsection (1) that the master, pilot, person in charge of the deck watch or other person in charge of the ship

(2) Constitue un moyen de défense à une accusation pour une infraction visée au paragraphe (1) le fait, pour le capitaine, le pilote, l'officier de quart à la passerelle ou toute autre personne responsable du navire :

Moyen de défense

(a) had reasonable grounds to believe that compliance would have imperilled life, the ship or any other ship or any property; and

a) d'avoir eu des motifs raisonnables de croire qu'obéir aurait mis en danger des vies, le navire, un autre navire ou tout autre bien;

(b) in the case of a charge under paragraph (1)(b), had notified the person designated under subsection 49(1) of the non-compliance and of the reasons for it as soon as possible after it took place.

b) dans le cas d'une accusation pour une infraction visée à l'alinéa (1)b), d'avoir avisé la personne nommée en vertu du paragraphe 49(1) aussitôt que possible de la contravention et de ses motifs d'agir ainsi.

Proof of offence by ship

(3) Where a ship is prosecuted for an offence under this section, it is sufficient proof that the ship has committed the offence to establish that the act or omission that constitutes the offence was committed by the master of the ship or any person on board the ship, whether or not the person on board has been identified.

(3) Lorsqu'un navire est poursuivi pour infraction au présent article, il suffit pour établir l'infraction de prouver que l'acte ou la négligence qui la constitue est le fait du capitaine ou d'une autre personne à bord du navire, que celle-ci soit identifiée ou non.

Preuve d'une infraction par un navire

Application to military and police ships

51. For greater certainty, Canadian warships, naval auxiliary ships and other ships under the command of the Canadian Forces, ships of a visiting force within the meaning of the *Visiting Forces Act* and any other ships while they are under the command of the Royal Canadian Mounted Police have access to Canadian ports.

51. Il est déclaré pour plus de certitude que les navires de guerre canadiens, les navires auxiliaires de la marine, les navires placés sous le commandement des Forces canadiennes, les navires de forces étrangères présentes au Canada au sens de la *Loi sur les forces étrangères présentes au Canada* et les navires placés sous le commandement de la Gendarmerie royale du Canada ont accès aux ports canadiens.

Navires militaires

*Order and Safety*

*Maintien de l'ordre et de la sécurité des personnes et des biens*

Order and safety

51.1 Subject to any regulations made under section 52, a port authority shall take appropriate measures for the maintenance of order and the safety of persons and property in the port.

51.1 Sous réserve des règlements d'application de l'article 52, les administrations portuaires sont tenues de prendre les mesures nécessaires en vue du maintien de l'ordre et de la sécurité des personnes et des biens dans le port.

Maintien de l'ordre et de la sécurité des personnes et des biens



## Regulations

## Règlements

Regulations

**52.** (1) For the purposes of this Part, the Governor in Council may make regulations respecting

- (a) the navigation and use by ships of the navigable waters within the jurisdiction of a port authority, including the mooring, berthing, loading and unloading of ships;
- (b) the use and environmental protection of a port under the jurisdiction of a port authority, including the regulation or prohibition of uses, structures, works and operations;
- (b.1) the removal, destruction or disposal of any structure or work that interferes with navigation and provision for the recovery of the costs incurred;
- (c) the maintenance of order and the safety of persons and property in a port;
- (d) the regulation of persons, vehicles or aircraft in a port;
- (e) the regulation or prohibition of the excavation, removal or deposit of material or of any other action that is likely to affect in any way the navigability of a port or to affect any of the lands adjacent to a port;
- (f) the regulation or prohibition of the transportation, handling or storing, in a port, of explosives or other substances that, in the opinion of the Governor in Council, constitute or are likely to constitute a danger or hazard to life or property.
- (g) the stewardship obligation of a port authority in respect of federal real property under the management of the port authority;
- (h) the insurance coverage that a port authority and a wholly-owned subsidiary of a port authority must maintain; and
- (i) the imposition of obligations on a port authority or a wholly-owned subsidiary of a port authority, as an agent of Her Majesty in right of Canada, including any requirements for a port authority or a wholly-owned subsidiary of a port authority to indemnify Her Majesty.

Règlements

**52.** (1) Pour l'application de la présente partie, le gouverneur en conseil peut prendre des règlements concernant :

- a) la navigation et l'usage des eaux navigables qui relèvent de la compétence d'une administration portuaire par les navires, y compris le mouillage, amarrage, chargement et déchargement de ceux-ci;
- b) l'usage du port qui relève de la compétence d'une administration portuaire, la protection de l'environnement du port et la réglementation — y compris l'interdiction — des usages du port et des bâtiments, ouvrages et activités dans celui-ci;
- b.1) l'enlèvement, la destruction ou l'aliénation de bâtiments ou d'ouvrages qui gênent la navigation et le recouvrement des coûts afférents;
- c) le maintien de l'ordre et la sécurité des personnes et des biens dans le port;
- d) la réglementation des personnes, véhicules et aéronefs dans le port;
- e) la réglementation — y compris l'interdiction — de l'excavation, de l'enlèvement ou du dépôt de matériaux ou de toute autre activité de nature à avoir un effet quelconque sur la navigabilité d'un port ou sur les terrains voisins;
- f) la réglementation — y compris l'interdiction — du transport, de la manipulation et du stockage dans le port d'explosifs ou d'autres substances qui, à son avis, constituent un danger — réel ou potentiel — pour les personnes ou les biens;
- g) l'obligation de gérance d'une administration portuaire à l'égard des immeubles fédéraux confiés à sa gestion;
- h) l'assurance qu'une administration portuaire et une filiale à cent pour cent d'une administration portuaire doivent maintenir;
- i) l'imposition d'obligations à une administration portuaire ou à une filiale à cent pour cent d'une administration portuaire, à titre de mandataires de Sa Majesté du chef du Canada, notamment l'indemnisation par elles de Sa Majesté.



Application	(2) A regulation made under subsection (1) may apply to only one port.	(2) Les règlements pris en vertu du paragraphe (1) peuvent ne s'appliquer qu'à un seul port.	Application
Application to Crown	(3) A regulation made under subsection (1) may be made binding on Her Majesty in right of Canada or a province.	(3) Les règlements pris en vertu du paragraphe (1) peuvent être rendus obligatoires pour Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province.	Obligation de Sa Majesté
Transitional	(4) Subject to subsection 41(6), any regulations made before the coming into force of this section with respect to a port in respect of which letters patent are issued to a port authority shall, to the extent that they are compatible with this Act, continue in force for a period ending on the earlier of the expiration of twelve months after the letters patent are issued and the date on which regulations to replace them are made under subsection (1) with respect to that port.	(4) Sous réserve du paragraphe 41(6), les règlements pris avant l'entrée en vigueur du présent article relativement à un port visé par les lettres patentes délivrées à une administration portuaire sont, dans la mesure de leur compatibilité avec la présente loi, maintenus en vigueur pour une période prenant fin à la date du premier anniversaire de la prise d'effet des lettres patentes ou, si elle est antérieure, à la date à laquelle de nouveaux règlements sont pris en vertu du paragraphe (1) relativement à ce port en remplacement des premiers.	Mesure transitoire
Evidence of limits of navigable waters	<b>53.</b> A port authority may erect marks or signs to indicate the limits of the navigable waters under its jurisdiction and every mark or sign so erected is evidence of the limits of those waters.	<b>53.</b> L'administration portuaire peut mettre en place des bornes ou jalons pour délimiter les eaux navigables qui relèvent de sa compétence et chaque borne ou jalon ainsi placé constitue en justice une preuve du périmètre portuaire.	Preuve du périmètre portuaire

PART II

PARTIE II

PUBLIC PORTS

PORTS PUBLICS

*Designation by Governor in Council*

*Désignation par le gouverneur en conseil*

Designation by regulation	<b>54.</b> (1) The Governor in Council may, by regulation, (a) designate as a public port any navigable waters within the jurisdiction of Parliament, including any foreshore; (b) define the limits of a public port; and (c) designate any port facility under the administration of the Minister as a public port facility.	<b>54.</b> (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement : a) désigner port public tout plan d'eau navigable relevant du Parlement, y compris l'estran; b) fixer le périmètre de tout port public; c) désigner publiques des installations portuaires sous la gestion du ministre.	Désignation par règlement
Deemed public ports	(2) Every port and port facility that on the coming into force of this section was a public harbour or public port facility to which the <i>Public Harbours and Port Facilities Act</i> applied is deemed to have been designated under subsection (1).	(2) Les ports et installations portuaires qui, à l'entrée en vigueur du présent article, sont des ports publics ou des installations portuaires publiques régis par la <i>Loi sur les ports et installations portuaires publics</i> sont réputés avoir été désignés par règlement pris en vertu du paragraphe (1).	Présomption





Deemed public ports

(3) With the exception of a port for which a port authority is incorporated under Part I, every port and facility to which the *Canada Ports Corporation Act* applied on the coming into force of this section is deemed to have been designated under subsection (1).

(3) À l'exception de ceux pour lesquels une administration portuaire du Canada est constituée sous le régime de la partie I, les ports et les installations portuaires qui, à l'entrée en vigueur du présent article, sont régis par la *Loi sur la Société canadienne des ports* sont réputés avoir été désignés par règlement pris en vertu du paragraphe (1).

Présomption

Deemed public ports

(4) For greater certainty, the Governor in Council may make regulations under subsection (1) in respect of any public harbour or public port facility that is deemed under subsection (2) or (3) to have been designated and, in the case of a public port, define its limits.

(4) Il est déclaré pour plus de certitude que le gouverneur en conseil peut prendre un règlement en vertu du paragraphe (1) à l'égard d'un port ou des installations mentionnés au paragraphe (2) ou (3) et, dans le cas d'un port, en fixer le périmètre.

Désignation réglementaire

Evidence of limits of navigable waters

(5) The Minister may have marks or signs erected to indicate the limits of the navigable waters of a public port and every mark or sign so erected is evidence of the limits of those waters.

(5) Le ministre peut mettre en place des bornes ou jalons pour délimiter les eaux navigables qui constituent le port public et chaque borne ou jalon ainsi placé constitue en justice une preuve du périmètre portuaire.

Preuve du périmètre portuaire

Repeal of designations

(6) The Governor in Council may, by regulation, repeal the designation of a public port or public port facility made or deemed to have been made under this section.

(6) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, abroger la désignation d'un port public ou d'installations portuaires publiques faite ou réputée l'avoir été en vertu du présent article.

Abrogation des désignations

Federal Real Property Act

55. (1) For the purposes of the *Federal Real Property Act*, the Minister has the administration of the federal real property that forms part of a public port or public port facility.

55. (1) Pour l'application de la *Loi sur les immeubles fédéraux*, le ministre est chargé de la gestion des immeubles fédéraux qui font partie des ports publics ou des installations portuaires publiques.

Loi sur les immeubles fédéraux

Other ports and facilities

(2) The Minister does not have the administration of the federal real property that is under the administration of any other member of the Queen's Privy Council for Canada.

(2) Le ministre n'a pas la gestion des immeubles fédéraux qui sont placés sous la gestion d'un autre membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada.

Autres ports et installations

Power of Minister

(3) For greater certainty, the repeal of the designation of a public port or public port facility does not terminate the application of the *Federal Real Property Act* to the federal real property that formed part of the port or facility and that is owned by Her Majesty in right of Canada.

(3) Il est déclaré pour plus de certitude que l'abrogation de la désignation de port public ou d'installation portuaire publique ne porte pas atteinte au pouvoir de gestion du ministre en vertu de la *Loi sur les immeubles fédéraux* sur les biens immeubles qui faisaient partie du port ou de l'installation et qui appartiennent à Sa Majesté.

Pouvoir du ministre

*Fees**Droits*

Fixing of fees

**56.** (1) The Minister may fix the fees to be paid in respect of

- (a) ships, vehicles, aircraft and persons coming into or using a public port or public port facility;
- (b) goods loaded on ships, unloaded from ships or transhipped by water within the limits of a public port or stored in, or moved across, a public port facility; and
- (c) any service provided by the Minister, or any right or privilege conferred by the Minister, in respect of the operation of a public port or public port facility.

**56.** (1) Le ministre peut fixer les droits à payer à l'égard :

- a) des navires, véhicules, aéronefs et personnes entrant dans les ports publics ou faisant usage des ports publics ou d'installations portuaires publiques;
- b) des marchandises soit déchargées de ces navires, chargées à leur bord ou transbordées par eau dans le périmètre portuaire, soit stockées dans ces installations portuaires ou passant par elles;
- c) des services fournis par le ministre, ou des avantages qu'il accorde, en rapport avec l'exploitation des ports publics ou des installations portuaires publiques.

Fixation des droits

Interest

(2) The Minister may fix the interest rate to be charged on overdue fees.

(2) Le ministre peut fixer le taux d'intérêt frappant les droits impayés.

Intérêts

Application to Crown

(3) The fees and the interest rate may be made binding on Her Majesty in right of Canada or a province.

(3) Les droits et le taux d'intérêt peuvent être rendus obligatoires pour Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province.

Application à Sa Majesté

Application to military and police ships

(4) The fees fixed under paragraphs (1)(a) and (b) do not apply in respect of a Canadian warship, naval auxiliary ship or other ship under the command of the Canadian Forces, a ship of a visiting force within the meaning of the *Visiting Forces Act* or any other ship while it is under the command of the Royal Canadian Mounted Police.

(4) Les droits fixés en vertu de l'alinéa (1)a ou b) ne s'appliquent pas aux navires de guerre canadiens, aux navires auxiliaires de la marine, aux navires placés sous le commandement des Forces canadiennes, aux navires de forces étrangères présentes au Canada au sens de la *Loi sur les forces étrangères présentes au Canada*, ni aux navires sous le commandement de la Gendarmerie royale du Canada.

Navires militaires ou étrangers

Services

**57.** The Minister may enter into agreements to provide services, rights or privileges, as the Minister considers appropriate, at a public port or public port facility and may agree by contract to accept fees other than those fixed under subsection 56(1) for those services, rights and privileges.

**57.** Le ministre peut, par des ententes, fournir des services ou accorder des avantages, selon qu'il l'estime indiqué, dans un port public ou en rapport avec l'utilisation d'installations portuaires publiques, l'entente pouvant prévoir le versement de droits différents de ceux qui sont fixés en vertu du paragraphe 56(1).

Services

*Harbour Masters and Wharfingers**Directeurs de port et gardiens de quai*

Harbour masters and wharfingers

**58.** (1) The Minister may appoint as a harbour master or wharfinger for all or part of a public port or public port facility any person who, in the Minister's opinion, is qualified and assign responsibilities to that person.

**58.** (1) Pour la totalité ou une partie d'un port public ou d'une installation portuaire publique, le ministre peut nommer, en qualité de directeur de port ou de gardien de quai, toute personne qu'il estime qualifiée et déterminer ses responsabilités.

Directeurs de port et gardiens de quai



Remuneration

(2) The Minister may fix the remuneration to be paid to a harbour master or wharfinger and the amounts of the remuneration may, notwithstanding anything in the *Financial Administration Act*, be paid out of the fees collected in respect of public ports and public port facilities.

(2) Le ministre peut fixer la rémunération des directeurs de port et des gardiens de quai. Les rémunérations peuvent, par dérogation à la *Loi sur la gestion des finances publiques*, être payées sur les droits perçus à l'égard des ports ou des installations visés.

Rémunération

Transitional

(3) An appointment as a harbour master or wharfinger made by the Minister under subsection 11(2) of the *Public Harbours and Ports Facilities Act*, and the remuneration determined by the Governor in Council under subsection 11(3) of that Act in respect of that appointment, continue in effect as though they had been made and fixed under this section.

(3) Les nominations à titre de directeur de port ou de gardien de quai faites par le ministre en vertu du paragraphe 11(2) de la *Loi sur les ports et installations portuaires publics* et les 10 rémunérations fixées par le gouverneur en conseil en vertu du paragraphe 11(3) de cette loi et attachées à ces nominations demeurent en vigueur comme si elles avaient été faites ou 15 fixées en vertu du présent article.

Disposition transitoire

#### Agreements

Agreements

**59.** The Minister may enter into agreements with any person or body in respect of the management or operation of a public port or public port facility, or a group of them.

**59.** Le ministre peut conclure des ententes avec toute personne ou organisme en vue de la gestion ou des opérations d'un ou de plusieurs ports publics ou d'installations portuaires publiques.

Ententes

#### Federal Real Property

Leases and licences

**60.** (1) Notwithstanding the *Federal Real Property Act*, the Minister may lease any federal real property that forms, or formed, part of a public port or public port facility or grant a licence in respect of the property, for twenty years or for a longer period with the approval of the Governor in Council.

**60.** (1) Par dérogation à la *Loi sur les immeubles fédéraux*, le ministre peut louer les biens immeubles fédéraux qui font ou faisaient partie d'un port public ou d'installations portuaires publiques ou accorder des permis à leur égard, les baux d'une durée supérieure à vingt ans devant être approuvés par le gouverneur général en conseil.

Baux et permis

Application of provincial law

(2) A lease or licence may be effected by any instrument by which real property may be leased or a licence may be granted by a private person under the laws in force in the province in which the property is situated.

(2) L'octroi d'un permis ou la location d'un immeuble ou d'un bien réel peuvent s'effectuer par un acte qui, en vertu des lois de la province de situation de l'immeuble ou du bien réel, peut servir à en opérer l'octroi ou la location entre sujets de droit privé.

Application du droit provincial

Agreements for disposal or transfer

**61.** (1) The Minister may enter into agreements in respect of

(a) the disposal of all or part of the federal real property that formed part of a public port or public port facility by sale or any other means; and

(b) the transfer of the administration and control of all or part of the federal real property that formed part of a public port or public port facility to Her Majesty in right of a province.

**61.** (1) Le ministre peut conclure des ententes en vue :

Pouvoir d'aliénation

a) de l'aliénation, par vente ou tout autre mode de cession, de la totalité ou d'une partie des immeubles fédéraux qui faisaient partie d'un port public ou d'installations portuaires publiques;

b) du transfert à Sa Majesté du chef de la province de la gestion et de la maîtrise de la totalité ou d'une partie des immeubles



		fédéraux qui faisaient partie d'un port public ou des installations portuaires publiques.	
Content of agreements	(2) The agreements may include (a) provisions for the performance and enforcement of obligations under the agreements; and (b) any other terms and conditions that the Minister considers appropriate.	(2) Les ententes peuvent comporter : a) des dispositions sur l'exécution, volontaire ou forcée, des obligations que ces ententes prévoient; b) les autres modalités que le ministre estime indiqués.	Contenu des ententes 5
Security	(3) The Minister may (a) accept and hold on behalf of Her Majesty any security granted to Her Majesty under the agreements or any security granted in substitution for them; and (b) release or realize on any security referred to in paragraph (a).	(3) Le ministre peut : a) détenir, au nom de Sa Majesté, les sûretés consenties ou échangées à celle-ci au titre des ententes; b) céder ou réaliser les sûretés visées à l'alinéa a).	10 Sûreté
Authority to carry out agreements	(4) The Minister may take any measures that the Minister considers appropriate to carry out the agreements and to protect the interests or enforce the rights of Her Majesty under them.	(4) Le ministre peut prendre les mesures qu'il estime indiquées pour mettre en oeuvre les ententes et protéger les intérêts ou faire respecter les droits de Sa Majesté au titre de l'entente.	Pouvoir de mise en oeuvre 20
Disposal and transfer	(5) The disposal or transfer of federal real property may be effected under the authority of this section or the <i>Federal Real Property Act</i> .	(5) Les aliénations et les transferts peuvent être effectués sous le régime du présent article ou en conformité avec la <i>Loi sur les immeubles fédéraux</i> .	Aliénation et transfert
Application of provincial law	(6) The disposal or transfer of federal real property under this section may be effected by any instrument by which real property may be transferred by a private person under the laws in force in the province in which the property is situated.	(6) Les immeubles fédéraux visés au présent article peuvent être aliénés ou transférés par un acte qui, en vertu des lois de la province de situation de l'immeuble, peut servir à en opérer l'aliénation ou le transfert entre sujets de droit privé.	Application du droit provincial 30
Reports to Parliament	(7) The Minister shall, for each of the five fiscal years following the coming into force of this section, prepare a report on the disposition and transfer measures the Minister has taken during that fiscal year and on the continuing management of public ports and public port facilities during that year. The Minister shall have the report laid before each House of Parliament within three months after the end of that fiscal year or, if that House is not then sitting, on any of the first fifteen days after that time that it is sitting.	(7) Pour chacun des cinq exercices qui suivent l'entrée en vigueur du présent article, le ministre établit un rapport sur les mesures d'aliénation et de transfert prises au cours de l'exercice ainsi que sur la gestion des ports publics et des installations portuaires publiques et le fait déposer devant chaque chambre du Parlement dans les trois mois suivant la fin de l'exercice ou, si elle ne siège pas, dans les quinze premiers jours de séance ultérieurs.	Rapports au Parlement 40
Minister responsible	(8) Subject to any regulations made under section 63, the Minister continues to have the management of public ports and public port facilities that the Minister has not disposed of or transferred.	(8) Le ministre conserve, sous réserve des règlements d'application de l'article 63, la gestion des ports et des installations portuaires publiques qu'il n'a ni aliénés ni transférés.	Gestion ministérielle
			45



## General

*Navigable Waters Protection Act*

**62.** (1) The *Navigable Waters Protection Act* does not apply to works, within the meaning of that Act, to which this Part applies.

Works lawful

(2) Any work undertaken in accordance with this Part is a lawful work, within the meaning of the *Navigable Waters Protection Act*, even though it interferes with navigation.

## Regulations

Regulations

**63.** (1) The Governor in Council may make regulations for the management, control, development and use of public ports and public port facilities, including regulations respecting

- (a) the navigation and use by ships of a public port, including the mooring, berthing, loading and unloading of ships; 15
- (b) the regulation and prohibition of uses, structures, works or operations within the limits of public ports or at or adjacent to public port facilities;
- (b.1) the removal, destruction or disposal of any structure or work that interferes with navigation and provision for the recovery of the costs incurred; 20
- (c) the environmental protection of a public port or a public port facility; 25
- (d) the maintenance of order and the safety of persons and property within the limits of a public port or at a public port facility;
- (e) the regulation of persons, vehicles or aircraft within the limits of a public port or at a public port facility; 30
- (f) the regulation or prohibition of the excavation, removal or deposit of material or of any other action that is likely to affect in any way the navigability of a public port or the operation of a public port facility or to affect any of the lands adjacent to a port or facility; and 35
- (g) the regulation or prohibition of the transportation, handling or storing, within the limits of a public port or at or adjacent to any land that forms part of a public port or public port facility, of explosives or other

## Dispositions générales

**62.** (1) La *Loi sur la protection des eaux navigables* ne s'applique pas aux ouvrages au sens de cette loi auxquels la présente partie s'applique.

*Loi sur la protection des eaux navigables*

(2) Les ouvrages entrepris en conformité avec la présente partie sont des ouvrages légalement construits, au sens de cette loi, même s'ils gênent la navigation.

Ouvrages visés par la présente partie

## Règlements

Règlements

**63.** (1) Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements en vue de la gestion, du contrôle, de l'exploitation et de l'utilisation des ports publics et des installations portuaires publiques, notamment dans les domaines suivants :

- a) la navigation et l'usage d'un port par les navires, y compris leur mouillage, amarrage, chargement et déchargement; 15
- b) la réglementation — y compris l'interdiction — des usages de ces ports et des bâtiments, ouvrages et activités se déroulant dans le périmètre de ceux-ci ou à proximité de ces installations;
- b.1) l'enlèvement, la destruction ou l'aliénation de bâtiments ou d'ouvrages qui gênent la navigation et le recouvrement des coûts afférents; 25
- c) la protection de l'environnement d'un port public ou d'installations portuaires publiques;
- d) le maintien de l'ordre et la sécurité des personnes et des biens dans le périmètre de ces ports ou à proximité de ces installations;
- e) la réglementation des personnes, véhicules et aéronefs dans le périmètre de ces ports ou à proximité de ces installations; 35
- f) la réglementation — y compris l'interdiction — de l'excavation, de l'enlèvement ou du dépôt de matériaux ou de toute autre activité de nature à avoir un effet quelconque sur la navigabilité du port ou sur l'exploitation des installations portuaires ou sur les terrains voisins;
- g) la réglementation — y compris l'interdiction — du transport, de la manipulation



substances that, in the opinion of the Governor in Council, constitute or are likely to constitute a danger or hazard to life or property.

ou du stockage, dans le périmètre de ces ports ou à proximité des terrains qui en font partie ou des installations, d'explosifs ou d'autres substances qui, à son avis, constituent un danger — réel ou potentiel — pour les personnes ou les biens.

Application

(2) A regulation made under subsection (1) may apply to only one public port or public port facility.

5

(2) Les règlements pris en vertu du paragraphe (1) peuvent ne s'appliquer qu'à un seul port public ou une seule installation portuaire publique.

10

Application

Application to Crown

(3) A regulation made under subsection (1) may be made binding on Her Majesty in right of Canada or a province.

10

(3) Les règlements pris en vertu du paragraphe (1) peuvent être rendus obligatoires pour Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province.

Obligation de Sa Majesté

Coming into force of regulations

64. Regulations made under section 12 of the *Public Harbours and Port Facilities Act* are deemed to have been made under this Part and continue in force until

15

64. Les règlements pris en vertu de l'article 12 de la *Loi sur les ports et installations portuaires publics* sont réputés avoir été pris en vertu de la présente partie et demeurent en vigueur jusqu'à :

Maintien en vigueur des règlements

(a) in the case of regulations in respect of rates, tolls, fees or other charges, they are repealed by the Minister; and

15

a) dans le cas d'une disposition réglementaire portant sur les droits, taxes et autres frais, leur abrogation par le ministre;

(b) in any other case, they are repealed by regulations made under subsection 63(1).

20

b) dans tout autre cas, leur abrogation par règlement pris en vertu du paragraphe 63(1).

25

Traffic Control

Contrôle de la circulation

Traffic control

65. Subject to regulations made under subsection 63(1), a person or a member of a class of persons designated by the Minister under this section may take the measures necessary for the control of traffic in a public port, and sections 47 to 50 apply with such modifications as the circumstances require, except that, in making those modifications to section 49, the references in that section to a person or member of a class of persons designated under subsection 49(1) shall be taken to be references to a person or member of a class of persons designated under this section.

20

65. Sous réserve des règlements d'application du paragraphe 63(1), la personne que le ministre désigne — nommément ou au titre de son appartenance à une catégorie — en vertu du présent article peut prendre les mesures nécessaires au contrôle de la circulation dans le port public, les articles 47 à 50 s'appliquant avec les adaptations nécessaires; toutefois, pour l'application de ces adaptations à l'article 49, la mention, au paragraphe 49(1), des personnes désignées en vertu de ce paragraphe vaut mention de la personne désignée en vertu du présent article.

Contrôle de la circulation



## PART III

## SEAWAY

*Interpretation*Definition of  
"Authority"

**66.** In this Part, "Authority" means The St. Lawrence Seaway Authority established by subsection 3(1) of the *St. Lawrence Seaway Authority Act*.

*Objectives*

Objectives

**67.** The objectives of this Part are to

- (a) promote a commercial approach to the operation of the Seaway;
- (b) protect the integrity of the Seaway;
- (b.1) protect the rights and interests of communities adjacent to the Seaway;
- (c) protect the long-term operation and viability of the Seaway as an integral part of Canada's national transportation infrastructure;
- (d) promote the competitiveness of the Seaway;
- (e) protect the significant investment that the Government of Canada has made in respect of the Seaway;
- (f) encourage user involvement in the operation of the Seaway; and
- (g) encourage new cooperative arrangements with the United States for the management of the transportation facilities and services in the Great Lakes-St. Lawrence region.

*Powers of Minister*Powers of  
Minister

**68.** The Minister may

- (a) acquire lands for, and construct, maintain and operate the works that are necessary for, the operation of the Seaway, including works either wholly in Canada or in conjunction with works undertaken by an appropriate authority in the United States;
- (b) construct, maintain and operate any works in connection with the Seaway that the Governor in Council may deem necessary to fulfil an obligation undertaken or to be undertaken by Canada pursuant to any

## PARTIE III

## VOIE MARITIME

*Définition*Définition de  
« Adminis-  
tration »

**66.** Dans la présente partie, « Administration » s'entend de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent constituée par le paragraphe 3(1) de la *Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent*.

*Objectifs*

Objectifs

**67.** La présente partie a pour objectifs de :

- a) promouvoir une approche commerciale dans le cadre de l'exploitation de la voie maritime;
- b) protéger l'intégrité de la voie maritime;
- b.1) protéger les droits et les intérêts des collectivités voisines de la voie maritime;
- c) protéger le fonctionnement à long terme et la viabilité de la voie maritime à titre d'élément constitutif de l'infrastructure nationale des transports au Canada;
- d) promouvoir la compétitivité de la voie maritime;
- e) protéger les investissements importants que le gouvernement du Canada a effectués à l'égard de la voie maritime;
- f) favoriser la participation des utilisateurs dans l'exploitation de la voie maritime;
- g) encourager de nouveaux arrangements de collaboration avec les États-Unis pour la gestion des installations et services de transport de la région des Grands Lacs et du Saint-Laurent.

*Pouvoirs du ministre*

Pouvoirs

**68.** Le ministre peut :

- a) acquérir des terrains pour des ouvrages nécessaires à l'exploitation — soit entièrement au Canada soit, dans le cadre de travaux entrepris par une autorité compétente aux États-Unis, conjointement avec elle — de la voie maritime, ainsi que construire, entretenir et exploiter ces ouvrages;
- b) construire, entretenir et exploiter des ouvrages, relatifs à la voie maritime, que le gouverneur en conseil peut juger nécessai-



present or future agreement between Canada and the United States;

(c) operate and manage bridges, including acquire lands for, and construct, maintain and operate, alone or jointly or in conjunction with an appropriate authority in the United States, bridges connecting Canada with the United States and, to that end or as incidental to it, acquire shares or property of any bridge company;

(d) acquire lands for, and construct or otherwise acquire, maintain and operate, any works or other property that the Governor in Council may deem necessary for works undertaken pursuant to this Part;

(e) fix the fees to be charged for the use of any property under the Minister's administration that forms part of the Seaway or for any service provided or any right or privilege conferred in connection with the Seaway; and

(f) take any measures that may be necessary for the purposes of any present or future agreement in respect of the Seaway.

res pour remplir les engagements fermes ou éventuels du Canada aux termes d'un accord présent ou futur conclu entre le Canada et les États-Unis;

c) se charger de l'exploitation et de la gestion de ponts, notamment acquérir des terrains pour des ponts reliant le Canada aux États-Unis et construire, entretenir et exploiter ces ponts, seul ou conjointement ou en liaison avec une autorité compétente des États-Unis et, à cet égard ou accessoirement à cette fin, acquérir des actions ou des biens d'une compagnie d'exploitation d'un pont;

d) acquérir des terrains pour les autres ouvrages ou biens que le gouverneur en conseil estime nécessaires aux ouvrages entrepris en application de la présente partie, et construire, acquérir, entretenir et exploiter ces autres ouvrages ou biens;

e) fixer les droits pour l'utilisation des biens dont la gestion lui est confiée et qui font partie de la voie maritime, pour tout service qu'il fournit ou tout droit ou avantage qu'il accorde en rapport avec la voie maritime;

f) prendre les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de toute entente présente ou future à l'égard de la voie maritime.

Transfer

69. (1) The Minister may direct the Authority to transfer, on the terms and conditions specified by the Minister, all or part of its property or undertakings to the Minister, any other member of the Queen's Privy Council for Canada, any other person or any body established under an international agreement, and the Authority shall immediately comply.

69. (1) Le ministre peut ordonner à l'Administration de lui transférer ou de transférer — selon les modalités qu'il précise — un membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada, à toute autre personne ou à une entité constituée au titre d'une entente internationale la totalité ou une partie de ses biens ou entreprises; l'Administration est tenue de se conformer immédiatement à cet ordre; la Loi sur les immeubles fédéraux et la Loi sur les biens de surplus de la Couronne ne s'appliquent pas au transfert.

Transfert

Transfer by Minister

(1.1) Where any property or undertaking is transferred to the Minister under subsection (1), the Minister may transfer it to any other member of the Queen's Privy Council for Canada, any other person or any body established under an international agreement.

(1.1) En cas de transfert de biens d'entreprises au ministre, celui-ci peut les transférer à un membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada, à toute autre personne ou à une entité constituée au titre d'une entente internationale.

Transfert par le ministre



Federal Real  
Property Act

(1.2) The *Federal Real Property Act* does not apply to a transfer under subsection (1) or (1.1) unless it is a sale of land to a person or body other than the Minister or any other member of the Queen's Privy Council for Canada.

(1.2) La *Loi sur les immeubles fédéraux* ne s'applique pas aux biens ou entreprises transférés au titre des paragraphes (1) ou (1.1), à moins qu'il ne s'agisse de la vente d'un terrain à une personne — autre qu'un membre du 5 Conseil privé de la Reine pour le Canada, dont le ministre — ou à une entité.

Loi sur les  
immeubles  
fédérauxSurplus  
Crown Assets  
Act

(1.3) The *Surplus Crown Assets Act* does not apply to a transfer under subsection (1) or (1.1).

(1.3) La *Loi sur les biens de surplus de la Couronne* ne s'applique pas aux biens ou entreprises transférés au titre des paragraphes 10 (1) ou (1.1).

Loi sur les  
biens de  
surplus de la  
Couronne

Agreements

(2) The Minister may enter into agreements 10 in respect of all or part of the Seaway and the property or undertakings referred to in subsection (1) or (1.1) and those agreements may be with a not-for-profit corporation that accords a major role to Seaway users, in particular in 15 the way in which directors of the corporation are appointed and in its operations, or, where the Minister considers it appropriate, with any other person or any body established under an international agreement. 20

(2) Le ministre peut conclure des ententes relatives à la totalité ou une partie de la voie maritime ou des biens ou entreprises mentionnés aux paragraphes (1) ou (1.1); ces ententes 15 peuvent être conclues avec une société sans but lucratif accordant un rôle important, notamment dans le mode de nomination de ses administrateurs et dans ses activités, aux utilisateurs de la voie maritime ou, s'il 20 l'estime indiqué, avec toute autre personne ou une entité constituée au titre d'une entente internationale.

Ententes

Contents of  
agreements

(3) An agreement may include any terms and conditions that the Minister considers appropriate, including provisions respecting

(a) the transfer of all or part of the property or undertakings referred to in subsection (1) 25 or (1.1);

(b) the management and operation of all or part of the Seaway or the property or undertakings referred to in subsection (1) or 30 (1.1);

(c) the construction, maintenance and operation of all or part of the Seaway;

(d) the charging of fees;

(e) the performance and enforcement of obligations under the agreement; 35

(f) the transfer of officers and employees of the Authority;

(g) the making of financial contributions or grants or the giving of any other financial assistance. 40

(h) the imposition of additional obligations of financial management; and

(3) Les ententes peuvent comporter les mesures que le ministre juge indiquées ainsi 25 que des dispositions concernant :

- a) le transfert de la totalité ou d'une partie des biens ou entreprises visés aux paragraphes (1) ou (1.1);
- b) les modes de gestion et d'exploitation de 30 la totalité ou d'une partie de la voie maritime et des autres biens ou entreprises visés aux paragraphes (1) ou (1.1);
- c) la construction, l'entretien et l'exploitation de la totalité ou d'une partie de la voie 35 maritime;
- d) la perception des droits;
- e) l'exécution, volontaire ou forcée, des obligations que ces ententes prévoient;
- f) le transfert des dirigeants et employés de 40 l'Administration;
- g) le versement de subventions, de contributions ou de toute autre forme d'aide financière;
- h) l'imposition d'obligations supplémen- 45 taires en ce qui a trait à la gestion financière;

Contenu des  
ententes



	(i) where the agreement is with a body referred to in subsection (2), the application of any of the provisions of this Part relating to an agreement with a not for profit corporation or other person referred to in that subsection.	5	i) s'agissant d'une entente conclue avec une entité mentionnée au paragraphe (2), l'application de toute disposition de la présente partie relative aux ententes conclues avec une société sans but lucratif ou une autre personne mentionnée à ce paragraphe.	5	
Existing rights	(3.1) A transfer of land under paragraph (3)(a) does not affect a right or interest of any person or body of persons, including an Indian band within the meaning of the <i>Indian Act</i> , that existed in the land before the coming into force of this Part.	10	(3.1) Le transfert de terrain effectué au titre de l'alinéa (3)a) n'affecte pas les droits ou intérêts qu'une personne ou un groupe de personnes, notamment une bande indienne au sens de la <i>Loi sur les Indiens</i> , possède à l'égard de celui-ci à l'entrée en vigueur de la présente partie.	10	Droits existants
Termination of agreement	(3.2) The terms of an agreement with a not-for-profit corporation or other person shall include a clause providing for the termination of the agreement in the event of the establishment of a body under an international agreement in respect of the Seaway.	15	(3.2) L'entente conclue avec une société sans but lucratif ou une autre personne doit comporter une disposition permettant d'y mettre fin si une entité est constituée au titre d'une entente internationale concernant la voie maritime.	15	Fin de l'entente
Authority to carry out agreements	(4) The Minister may take any measures that the Minister considers appropriate to carry out an agreement and to protect the interests or enforce the rights of Her Majesty under an agreement, including, if the agreement so provides, making advances to, and receiving advances from, the person with whom the agreement is made and determining the rates of interest that apply.	25	(4) Le ministre peut employer les moyens qu'il juge indiqués pour la mise en oeuvre d'une entente et la protection des intérêts de Sa Majesté, ou au respect des droits de celle-ci, dans le cadre d'une entente, notamment, dans les cas où une entente le prévoit, le versement à la personne avec laquelle l'entente est conclue — ou l'acceptation de celle-ci — d'avances et la détermination des taux d'intérêt applicables.	25	Pouvoir de mise en oeuvre
Security	(5) The Minister may (a) accept and hold on behalf of Her Majesty any security granted to Her Majesty under the agreement or any security granted in substitution for it; and (b) release or realize on any security referred to in paragraph (a).	30	(5) Le ministre peut : a) détenir, au nom de Sa Majesté, les sûretés consenties ou échangées à celle-ci au titre d'une entente; b) céder ou réaliser les sûretés visées à l'alinéa a).	30	Sûreté
Obligations	(6) The obligations imposed in respect of a not-for-profit corporation under sections 72 to 78 apply equally to a person who has entered into an agreement under subsection 69(2) to the extent that the agreement so provides.	35	(6) Les obligations que les articles 72 à 78 imposent à l'égard d'une société sans but lucratif sont également imposées à toute autre personne qui conclut une entente en vertu du paragraphe 69(2), dans la mesure où l'entente le prévoit.	40	Application
Consolidated Revenue Fund	<b>70.</b> An amount payable by the Minister under an agreement entered into under subsection 69(2) is payable out of the Consolidated Revenue Fund.	40	<b>70.</b> Les sommes que le ministre est tenu de payer au titre de l'entente visée au paragraphe 69(2) sont prélevées sur le Trésor.		Trésor



Rights and obligations preserved

**71.** The rights and obligations of a person who enters into an agreement under subsection 69(2) are, where the agreement so provides and the Minister has published a notice in the *Canada Gazette* to that effect, as follows:

- (a) the name of the person shall be substituted for that of the Authority in every contract, collective agreement, lease, licence, permit or other document entered into or granted by the Authority, other than those set out specifically or by class in the agreement and notice; and
- (b) the personal property, and any rights related to the property, that the Authority administers, or the title to which it holds, on behalf of Her Majesty in right of Canada, whether or not in its own name, other than those set out specifically or by class in the agreement and notice, become the property and rights of the person.

#### *Annual Meeting*

**72.** (1) A not-for-profit corporation referred to in subsection 69(2) shall each year hold a meeting that is open to the public in each city mentioned in the agreement, in premises large enough to accommodate the anticipated attendance, to inform the public about its activities in respect of the operation of the Seaway.

(2) The not-for-profit corporation shall, at least thirty days before a meeting, have notice of the meeting published in a major newspaper published or distributed in each city mentioned in the agreement, setting out the time and location of the meeting and specifying that the financial statements relating to the operation of the Seaway are available to the public at its principal place of business.

(3) The not-for-profit corporation shall ensure, at each meeting,

- (a) that there are available a sufficient number of copies of the most recent audited annual financial statements relating to the

**71.** Dans la mesure où l'entente visée au paragraphe 69(2) le prévoit et si le ministre l'a annoncé par avis publié dans la *Gazette du Canada*, les droits et obligations de la personne qui a conclu l'entente sont les suivants :

- a) le nom de la personne remplace celui de l'Administration dans les contrats, conventions collectives, baux, licences, permis et autres documents auxquels l'Administration est partie, à l'exception de ceux que le ministre mentionne expressément, nommément ou par catégorie, dans l'entente et l'avis;
- b) les biens meubles et les droits s'y rattachant que l'Administration administre ou dont elle détient le titre pour le compte de Sa Majesté du chef du Canada — qu'elle détienne le titre en son propre nom ou au nom de Sa Majesté — deviennent des biens et droits de cette personne, à l'exception de ceux que le ministre mentionne expressément, nommément ou par catégorie, dans l'entente et l'avis.

#### *Assemblée annuelle publique*

**72.** (1) Une fois par année, la société sans but lucratif visée au paragraphe 69(2) tient une assemblée ouverte au public dans chacune des villes mentionnées dans l'entente et dans un local d'une capacité suffisante, compte tenu du nombre de personnes susceptibles d'y assister, afin d'informer le public de ses activités en rapport avec le fonctionnement de la voie maritime.

(2) La société est tenue de faire publier dans un journal à grand tirage de chacune des villes mentionnées dans l'entente, au moins trente jours avant l'assemblée, un avis de l'assemblée donnant l'heure, le lieu et la date de celle-ci et portant que la partie de ses états financiers qui concerne celles de ses activités qui sont liées à la voie maritime est mise à la disposition du public à son établissement commercial principal pour consultation.

(3) La société visée au paragraphe (1) veille à ce que, à l'assemblée publique :

- a) des exemplaires de la partie de ses derniers états financiers vérifiés qui concer-

Maintien des droits et obligations

Assemblée publique

Publication d'un avis

Renseignements à communiquer au public

Meeting open to public

Notice of meeting

Availability to public



operation of the Seaway for the persons present at the meeting; and

(b) that its chief executive officer and directors are available to answer questions about the operation of the Seaway posed by the persons present at the meeting.

ne celles de ses activités qui sont liées à la voie maritime soient mis à la disposition des personnes présentes en nombre suffisant;

b) le premier dirigeant et ses administrateurs soient présents pour répondre aux questions des personnes présentes sur l'exploitation de la voie maritime.

#### Financial Management

#### Gestion financière

Public to get financial statements

**73.** (1) A not-for-profit corporation referred to in subsection 69(2) shall make available for inspection by the public, at its principal place of business during normal business hours at least thirty days before the meeting, its audited annual financial statements that deal with its activities in respect of the operation of the Seaway for the preceding fiscal year.

**73.** (1) La société sans but lucratif visée au paragraphe 69(2) met à la disposition du public, à son établissement commercial principal, au moins trente jours avant l'assemblée les éléments de ses états financiers annuels vérifiés qui concernent ses activités liées à la voie maritime pour consultation pendant les heures normales d'ouverture.

États financiers

Contents

(2) The financial statements shall be prepared in accordance with generally accepted accounting principles and consist of at least the following:

(2) Les états financiers sont établis selon les principes comptables généralement reconnus et doivent comprendre au moins :

Contenu

- (a) a balance sheet;
- (b) a statement of retained earnings;
- (c) an income statement; and
- (d) a statement of changes in financial position.

- a) un bilan;
- b) un état des bénéfices non répartis;
- c) un état des revenus et dépenses;
- d) un état de l'évolution de la situation financière.

Remuneration

(3) The total remuneration that each director or officer receives in a year from the corporation, including any fee, allowance or other benefit, shall be set out in the annual financial statements for that year.

(3) La rémunération totale que chaque administrateur ou dirigeant reçoit de la société de même que les traitements, honoraires, indemnités ou tout autre avantage que celle-ci lui verse sont mentionnés dans les états financiers.

Rémunération

Regulations

(4) The Governor in Council may make regulations in respect of the preparation, form and content of the documents referred to in paragraphs (2)(a) to (d) and the information referred to in subsection (3).

(4) Le gouverneur en conseil peut par règlement préciser le mode de préparation, le contenu et la forme des éléments mentionnés aux alinéas (2)a) à d) et au paragraphe (3).

Règlement

Books and systems

**74.** (1) A not-for-profit corporation referred to in subsection 69(2) shall, in respect of its activities in respect of the operation of the Seaway, ensure that

**74.** (1) La société sans but lucratif visée au paragraphe 69(2) veille, à l'égard de ses activités qui sont liées à la voie maritime :

Documents comptables

- (a) books of account and accounting records are kept; and
- (b) financial and management control and information systems and management practices are maintained.

- a) à faire tenir des documents comptables;
- b) à mettre en oeuvre, en matière de finances et de gestion, des moyens de contrôle et d'information et à faire appliquer des méthodes de gestion.



Keeping of books

(2) The books, records, systems and practices shall be kept and maintained in a manner that will provide reasonable assurance that

- (a) the assets of the Seaway managed by the corporation are safeguarded and controlled;
- (b) the transactions of the corporation in relation to the Seaway are in accordance with this Part; and
- (c) the financial, human and physical resources of the corporation in relation to the Seaway are managed economically and efficiently and the operations of the Seaway are carried out effectively.

Audit

75. The Minister may appoint an auditor to audit the books of account and accounting records referred to in subsection 74(1) to ensure compliance with the agreement.

#### Special Examinations

Special examinations

76. (1) A not-for-profit corporation referred to in subsection 69(2) shall have a special examination carried out to determine whether the books, records, systems and practices referred to in subsection 74(1) were, in the period under examination, maintained in a manner that provided reasonable assurance that they met the requirements of subsection 74(2).

Time for examination

(2) A special examination shall be carried out at least once every five years and at any additional times that the Minister may require.

Plan

(3) Before beginning a special examination, the examiner shall survey the systems and practices of the corporation in relation to the operation of the Seaway and submit a plan for the examination, including a statement of the criteria to be applied, to the corporation and, in the case where the Minister has required the special examination to be carried out, to the Minister.

Resolution of disagreements

(4) Any disagreement between the examiner and the corporation with respect to the plan is to be resolved by the Minister.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), la société visée veille, dans la mesure du possible, à ce que :

- a) les éléments d'actif de la voie maritime qu'elle gère soient protégés et contrôlés;
- b) les opérations qu'elle effectue à l'égard de la voie maritime se fassent en conformité avec la présente partie;
- c) la gestion de ses ressources financières, humaines et matérielles affectées à la voie maritime s'effectue dans de bonnes conditions de rentabilité et à ce que ses opérations soient réalisées avec efficacité.

Comptabilité

75. Le ministre peut nommer un vérificateur chargé de vérifier les documents comptables visés au paragraphe 74(1) pour contrôler leur conformité avec l'entente.

#### Examens spéciaux

Vérification

76. (1) La société sans but lucratif visée au paragraphe 69(2) fait procéder à un examen spécial de ses opérations afin de déterminer si les documents, moyens et méthodes visés au paragraphe 74(1) ont été tenus ou appliqués, pendant la période sous examen, d'une façon qui fournit une assurance raisonnable qu'ils satisfaisaient aux dispositions du paragraphe 74(2).

Règle générale

(2) Les examens spéciaux sont au moins quinquennaux; des examens spéciaux complémentaires peuvent avoir lieu à la demande du ministre.

Périodicité

(3) Avant de commencer, l'examineur étudie les moyens et les méthodes que la société visée applique au fonctionnement de la voie maritime et établit un plan d'action, notamment quant aux critères qu'il entend appliquer; il présente le plan à cette société et si le ministre a exigé un examen, à ce dernier.

Plan d'action

(4) Les désaccords entre l'examineur et la société sur le plan d'action sont tranchés par le ministre.

Désaccord



Reliance on internal audit	(5) The examiner shall, to the extent the examiner considers it feasible, rely on an internal audit carried out by the corporation in relation to the operation of the Seaway.	(5) L'examineur, dans la mesure où il les juge utilisables, se fie aux résultats de toute vérification interne faite par cette société à l'égard de ses activités liées à la voie maritime.	Utilisation des données d'une vérification interne
			5
Report	77. (1) The examiner shall, on completion of the special examination, submit a report of the findings to the Minister and to the corporation.	77. (1) Ses travaux terminés, l'examineur fait rapport de ses conclusions au ministre et à la société visée.	Rapport
Contents	(2) The examiner's report shall include (a) a statement as to whether in the examiner's opinion, with respect to the criteria established under subsection 76(3), there is reasonable assurance that there are no significant deficiencies in the systems and practices examined; and (b) a statement of the extent to which the examiner relied on internal audits.	(2) Le rapport de l'examineur comporte notamment les éléments suivants : a) un énoncé indiquant si, selon l'examineur, compte tenu des critères établis en conformité avec le paragraphe 76(3), il peut être garanti que, dans la mesure du possible, les moyens et méthodes étudiés n'ont pas de défauts graves; b) un énoncé indiquant dans quelle mesure l'examineur s'est fié aux résultats d'une vérification interne.	Contenu
			10
Notice of report	(3) A not-for-profit corporation referred to in subsection 69(2) shall, as soon as is practicable after receiving the report, have notice of the report published in a major newspaper published or distributed in each city mentioned in the agreement.	(3) Dans les meilleurs délais après le jour de la réception du rapport d'examen spécial, la société visée est tenue d'en faire publier un avis dans un journal à grand tirage de chacune des villes mentionnées dans l'entente.	Communication au public
Report available to public	(4) The corporation shall make the report available for inspection by the public at its principal place of business during normal business hours.	(4) La société visée est tenue de mettre à la disposition du public le rapport d'examen spécial à son principal établissement pour consultation pendant les heures normales d'ouverture.	Accès du public
			25
Examiner — other qualified auditor	78. Where, in the opinion of the Minister, someone other than the special examiner chosen by the not-for-profit corporation referred to in subsection 69(2) should carry out a special examination, the Minister may, after consulting with the corporation, appoint another auditor and may, after again consulting with the corporation, remove that auditor at any time.	78. Le ministre, s'il estime contre-indiqué de voir confier l'examen spécial au vérificateur choisi par la société visée par l'examen, peut, après consultation avec elle, en charger un autre vérificateur remplissant les conditions requises; il peut également révoquer ce dernier à tout moment, après pareille consultation.	Examineur — autre examinateur compétent
			30



## Property

## Biens

Federal Real Property Act

**79.** For the purposes of the *Federal Real Property Act*, the Minister or other member of the Queen's Privy Council for Canada to whom federal real property is transferred under subsection 69(1) or (1.1) has the administration of the property.

**79.** Pour l'application de la *Loi sur les immeubles fédéraux*, le ministre et les autres membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada sont chargés de la gestion de tous les biens immeubles qui leur sont transférés en vertu des paragraphes 69(1) ou (1.1).

Loi sur les immeubles fédéraux

Powers re property of Her Majesty

**80.** (1) Where an agreement entered into under subsection 69(2) so provides, the person who has entered into the agreement

**80.** (1) Dans la mesure où une entente conclue en vertu du paragraphe 69(2) le prévoit, la personne qui conclut l'entente avec le ministre :

Pouvoirs du cocontractant à l'égard des biens de Sa Majesté

(a) need not pay compensation in respect of 10 the use of the property that is owned by Her Majesty and managed by the person;

a) n'est pas tenue de verser une indemnité au titre de l'utilisation des biens de Sa Majesté dont la gestion lui est confiée;

(b) may, notwithstanding the *Financial Administration Act*, retain and use the revenue received in respect of the property 15 for the purpose of operating the Seaway;

b) peut, par dérogation à la *Loi sur la gestion des finances publiques*, conserver et 15 utiliser les recettes qu'ils génèrent pour l'exploitation de la voie maritime;

(c) may lease the property under the person's management and grant licences in respect of it;

c) peut louer les biens placés sous sa gestion et accorder des permis à leur égard;

(d) shall undertake and defend any legal 20 proceedings with respect to the management of the property; and

d) est tenue d'intenter les actions en justice 20 qui se rapportent à la gestion de ces biens et de répondre à celles qui sont intentées contre elle;

(e) shall discharge all obligations with respect to the management of the property.

e) est tenue d'exécuter les obligations qui se rattachent à la gestion de ces biens. 25

Legal proceedings

(2) A civil, criminal or administrative 25 action or proceeding with respect to federal real property that a person who has entered into an agreement under subsection 69(2) manages, or any property that it holds, or with respect to any act or omission occurring on the property, shall be taken by or against the person and not the Crown.

(2) Toute poursuite civile, pénale ou administrative relative à un bien immeuble dont la gestion a été confiée à une personne qui a conclu une entente en vertu du paragraphe 69(2) ou à tout autre bien qu'elle détient — ou 30 à tout fait qui y survient — doit être engagée soit par cette personne, soit contre celle-ci à l'exclusion de la Couronne.

Procédures

Federal Real Property Act does not apply

(3) The *Federal Real Property Act*, other than section 12, does not apply to a lease or licence referred to in paragraph (1)(c). 35

(3) La *Loi sur les immeubles fédéraux*, exception faite de l'article 12, ne s'applique 35 pas aux baux et permis visés à l'alinéa (1)c).

Non-application de la *Loi sur les immeubles fédéraux*

Application of provincial law

(4) A lease or licence may be effected by any instrument by which real property may be leased or a licence may be granted by a private person under the laws in force in the province in which the property is situated. 40

(4) L'octroi d'un permis ou la location d'un immeuble peuvent s'effectuer par un acte qui, en vertu des lois de la province de situation de l'immeuble, peut servir à en opérer l'octroi ou 40 la location entre sujets de droit privé.

Application du droit provincial

No pledge of property

(5) A person who has entered into an agreement under subsection 69(2) may not mortgage, hypothecate, pledge or otherwise create a security interest in the property the

(5) La personne qui a conclu une entente en vertu du paragraphe 69(2) ne peut grever d'une sûreté, notamment par hypothèque, les biens qu'elle gère au titre de cette entente sauf 45

Charge



person manages under that agreement in any way other than, where the agreement so provides, to pledge its revenues for the term of the agreement.

pour donner en gage une somme égale à son revenu pour la durée de l'entente et dans les cas où celle-ci le prévoit.

Fees

Droits

Fees

81. (1) Where an agreement under subsection 69(2) so provides and subject to subsection (2), the person who has entered into the agreement may fix fees that

(a) are for the use of any property under the person's management, any service that the person provides or any right or privilege that the person confers; and

(b) take into account the obligations of the person under the agreement and the aim to provide a revenue sufficient to cover the costs of the management, maintenance and operation of the property and the maintenance of a capital and operating reserve fund.

(2) Where an agreement in respect of fees is entered into by Canada and the United States and is in force, the person who has entered into an agreement under subsection 69(2) shall charge the fees fixed under the international agreement in accordance with the directions of the Governor in Council.

(3) The tariffs of tolls established by the Authority under section 16 of the *St. Lawrence Seaway Authority Act* continue in force until they are repealed by the person who has entered into an agreement under subsection 69(2) and no fee fixed by the person under subsection (1) shall come into force until that repeal.

82. (1) A person who has entered into an agreement under subsection 69(2) shall not unjustly discriminate among users or classes of users of the Seaway, give an undue or unreasonable preference to any user or class of user or subject any user or class of user to an undue or unreasonable disadvantage with respect to the Seaway.

Fees by international agreement

Coming into force of fees

Discrimination among users

81. (1) Dans la mesure où une entente conclue en vertu du paragraphe 69(2) le prévoit et sous réserve du paragraphe (2), la personne qui a conclu une telle entente peut fixer des droits pour l'utilisation des biens dont la gestion lui est confiée, pour tout service qu'elle fournit ou tout droit ou avantage qu'elle accorde. Les droits doivent être conçus pour lui permettre de s'acquitter de ses obligations au titre de l'entente et pour tenter de lui assurer un revenu suffisant pour couvrir les coûts de la gestion, du fonctionnement et de l'entretien, et d'établissement d'un fonds de réserve de fonctionnement et de réserve en capital.

(2) Si une entente sur les droits à percevoir est conclue entre le Canada et les États-Unis et est en vigueur, la personne qui a conclu une entente avec le ministre en vertu du paragraphe 69(2) est tenue d'imposer les droits que l'entente internationale prévoit en conformité avec les instructions du gouverneur en conseil.

(3) Le tarif établi par l'Administration en vertu de l'article 16 de la *Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent* demeure en vigueur jusqu'à son abrogation par la personne qui a conclu l'entente avec le ministre; les droits que cette personne fixe en vertu du paragraphe (1) ne peuvent entrer en vigueur avant cette abrogation.

82. (1) La personne qui a conclu une entente en vertu du paragraphe 69(2) est tenue, dans le cadre de l'exploitation de la voie maritime, d'éviter la discrimination injustifiée entre les utilisateurs ou catégories d'utilisateurs de la voie maritime, ou l'octroi d'un avantage injustifié ou déraisonnable, ou l'imposition d'un désavantage injustifié ou déraisonnable, à un utilisateur ou à une catégorie d'utilisateurs.

Droits

Droits fixés par entente internationale

Entrée en vigueur des droits

Discrimination entre utilisateurs





Exception re commercially acceptable discrimination

(2) It is not unjust discrimination and it is not an undue nor an unreasonable preference or disadvantage to differentiate among users or classes of users on the basis of the volume or value of goods shipped or on any other basis that is generally commercially accepted.

(2) Ne constitue pas une discrimination injustifiée ou un désavantage injustifié ou déraisonnable la distinction fondée sur le volume ou la valeur des marchandises transportées ou toute autre caractéristique généralement admise commercialement.

Exception

Notice of fees

83. (1) A notice setting out the fees fixed under subsection 81(1) shall be filed with the Agency and the fees may be charged from the date of filing.

83. (1) Les droits fixés en vertu du paragraphe 81(1) font l'objet d'un avis détaillé déposé auprès de l'Office et deviennent exigibles à compter du dépôt.

Dépôt d'un avis des droits

Complaints

(2) Any interested person may at any time file a complaint with the Agency that there is unjust discrimination in a fee referred to in subsection (1), and the Agency shall consider the complaint without delay and report its findings to the Minister or to the person who fixed the fee, as the case may be, and they shall govern themselves accordingly.

(2) Tout intéressé peut déposer auprès de l'Office une plainte portant qu'un droit visé au paragraphe (1) comporte une distinction injustifiée; l'Office examine la plainte sans délai et communique ses conclusions au ministre ou à la personne qui l'a fixé, selon le cas, le ministre et cette personne étant liés par celles-ci.

Plaintes

Governor in Council may vary or rescind

(3) Section 40 of the *Canada Transportation Act* applies, with such modifications as the circumstances require, to every report of the Agency made under subsection (2) as if the report were a decision made pursuant to that Act.

(3) L'article 40 de la *Loi sur les transports au Canada* s'applique, avec les adaptations nécessaires, aux conclusions de l'Office visées au paragraphe (2), comme s'il s'agissait d'une décision rendue en application de cette loi.

Pouvoir de modification ou d'annulation du gouverneur en conseil

*Official Languages Act*

*Loi sur les langues officielles*

*Official Languages Act*

84. The *Official Languages Act* applies, in respect of the management of properties and undertakings that are the subject of an agreement entered into under subsection 69(2), to the person who has entered into the agreement as if the person were a federal institution within the meaning of that Act.

84. La *Loi sur les langues officielles* s'applique à la personne qui a conclu une entente avec le ministre en vertu du paragraphe 69(2) à l'égard des biens et entreprises visés par l'entente, comme si elle était une institution fédérale au sens de cette loi.

*Loi sur les langues officielles*

*Dissolution*

*Dissolution*

Dissolution of Authority

85. (1) The Authority is dissolved on the date fixed by the Governor in Council and all its assets and obligations devolve to Her Majesty in right of Canada under the administration of the Minister.

85. (1) L'Administration est dissoute à la date que fixe le gouverneur en conseil; à la dissolution, tous ses éléments d'actif sont remis à Sa Majesté du chef du Canada, le ministre étant chargé de leur gestion.

Dissolution de l'Administration

Shares of subsidiary companies

(2) On the dissolution of the Authority,  
(a) all the shares of its subsidiaries are transferred to, and held by, the Minister on behalf of Her Majesty in right of Canada;  
(b) the subsidiaries shall take all necessary steps to ensure that their shareholder records are brought up to date in regard to the transfer; and

(2) À la dissolution de l'Administration :  
a) toutes les actions des filiales de l'Administration qui sont transférées au ministre sont détenues par lui au nom de Sa Majesté du chef du Canada;  
b) les filiales prennent les mesures nécessaires afin de mettre à jour leur registre des actionnaires;

Actions de filiales



(c) the Minister becomes the appropriate minister for the purposes of the *Financial Administration Act*.

c) le ministre devient, pour l'application de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le ministre responsable.

Consequences for former directors

(3) The directors of the Authority and of its subsidiaries, other than the Great Lakes Pilotage Authority, Ltd., cease to hold office on the date fixed under subsection (1).

(3) Les administrateurs de l'Administration de même que ceux de ses filiales — exception faite de l'Administration de pilotage des Grands Lacs, Limitée — cessent d'exercer leur charge à la date fixée en vertu du paragraphe (1).

Conséquences — administrateurs

Consequences for officers

(4) Neither the Minister nor a person who has entered into an agreement under subsection 69(2) is bound by any severance agreement entered into between the Authority or any of its subsidiaries and any of their officers after December 1, 1995.

(4) Ni le ministre ni la personne qui a conclu une entente avec lui en vertu du paragraphe 69(2) ne sont liés par l'entente de cessation d'emploi qui a pu être conclue entre l'Administration ou l'une de ses filiales et un de ses dirigeants après le 1<sup>er</sup> décembre 1995.

Conséquences — dirigeants

**85.1** (1) Until the dissolution of the Authority by virtue of section 85, the Corporate Services of the Authority shall be located in Cornwall, Ontario.

**85.1** (1) Jusqu'à la dissolution de l'Administration aux termes de l'article 85, les services généraux de l'Administration sont situés à Cornwall, en Ontario.

(2) Upon the dissolution of the Authority, the Administrative Services, Audit Services, Finance and Accounting, Human Resources Services, Information Technology Services, Marine Services, Operation Services, Maintenance Services and Tolls and Statistics offered in respect of the operations of the St. Lawrence Seaway shall be located in Cornwall, Ontario.

(2) À la dissolution de l'Administration, les services administratifs, de la vérification, des finances et de la comptabilité, des ressources humaines et de la technologie de l'information, les services maritimes et opérationnels, les services de l'entretien, des péages et des statistiques offerts à l'égard de l'exploitation de la Voie maritime du Saint-Laurent sont situés à Cornwall, en Ontario.

*Regulations*

*Règlements*

Regulations

**86.** (1) The Governor in Council may make regulations respecting

**86.** (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

Règlements

- (a) the regulation and control of navigation in the Seaway; and
- (b) the regulation of facilities, machinery and appliances for loading or unloading vessels in a canal.

- a) régir la navigation dans la voie maritime;
- b) régir les établissements ainsi que les machines ou appareils destinés au chargement ou au déchargement des navires dans un canal.

Deeming provision

(2) Regulations made by the Authority under section 20 of the *St. Lawrence Seaway Authority Act* are deemed to have been made by the Governor in Council under this section.

(2) Les règlements pris par l'Administration en vertu de l'article 20 de la *Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent* sont réputés avoir été pris par le gouverneur en conseil en vertu du présent article.

Présomption



Traffic Control

Contrôle de la circulation

Traffic control

87. Subject to regulations made under section 86, a person or a member of a class of persons designated by the Minister or, where an agreement under subsection 69(2) so provides, by the person who has entered into the agreement, may take the measures necessary for the control of traffic in the Seaway, and sections 47 to 50 apply with such modifications as the circumstances require, except that, in making those modifications to section 49, the references in that section to a person or member of a class of persons designated under subsection 49(1) shall be taken to be references to a person or member of a class of persons designated under this section.

87. Sous réserve des règlements d'application de l'article 86, la personne qui est désignée — nommément ou au titre de son appartenance à une catégorie — par le ministre ou, si l'entente visée au paragraphe 69(2) le prévoit, par la personne qui a conclu l'entente peut prendre les mesures nécessaires au contrôle de la circulation sur la voie maritime, les articles 47 à 50 s'appliquant avec les adaptations nécessaires; toutefois, pour l'application de ces adaptations à l'article 49, la mention, au paragraphe 49(1), des personnes désignées en vertu de ce paragraphe vaut mention de la personne désignée en vertu du présent article.

Contrôle de la circulation

General

Dispositions générales

Powers of United States authority

88. The appropriate authority in the United States in respect of the Seaway has the powers necessary to enable it to act, in Canada, jointly or in conjunction with the Minister or with any person who has entered into an agreement under subsection 69(2).

88. L'autorité des États-Unis qui a compétence à l'égard de la voie maritime est investie de la capacité nécessaire pour agir conjointement ou en liaison, au Canada, avec le ministre ou la personne qui a conclu une entente avec lui en vertu du paragraphe 69(2).

Capacité de l'autorité américaine

Navigable Waters Protection Act

89. (1) The Navigable Waters Protection Act does not apply to works, within the meaning of that Act, to which this Part applies.

89. (1) La Loi sur la protection des eaux navigables ne s'applique pas aux ouvrages au sens de cette loi auxquels la présente partie s'applique.

Loi sur la protection des eaux navigables

Works lawful

(2) Any work that is undertaken in accordance with this Part is a lawful work, within the meaning of the Navigable Waters Protection Act, even though it interferes with navigation.

(2) Les ouvrages entrepris en conformité avec la présente partie sont des ouvrages légalement construits, au sens de cette loi, même s'ils gênent la navigation.

Ouvrages visés par la présente partie

International Boundary Waters Treaty Act

90. Nothing in this Part affects the operation of the International Boundary Waters Treaty Act.

90. La présente partie n'a pas pour effet de porter atteinte à l'application de la Loi du traité des eaux limitrophes internationales.

Loi du traité des eaux limitrophes internationales

PART IV

PARTIE IV

REGULATIONS AND ENFORCEMENT

RÈGLEMENTS ET CONTRÔLE D'APPLICATION

Interpretation

Définitions

Definitions

91. The definitions in this section apply in this Part.

91. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

Définitions

“court” « tribunal »

“court” means (a) the Ontario Court (General Division); (b) the Superior Court of Quebec;

35 « tribunal »

a) La Cour de l'Ontario (Division générale);

35 « tribunal » “court”



- (c) the trial division or branch of the Supreme Court of Prince Edward Island and Newfoundland;
- (d) the Court of Queen’s Bench for New Brunswick, Manitoba, Saskatchewan and Alberta;
- (e) the Supreme Court of Nova Scotia and British Columbia;
- (f) the Supreme Court of the Yukon Territory and the Northwest Territories; and
- (g) the Federal Court — Trial Division.

- b) la Cour supérieure du Québec;
- c) la Section de première instance de la Cour suprême de l’Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve;
- d) la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, de la Saskatchewan et de l’Alberta;
- e) la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse et de la Colombie-Britannique;
- f) la Cour suprême du territoire du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest;
- g) la Section de première instance de la Cour fédérale.

“court of appeal”  
« tribunal d’appel »

“court of appeal” means, in the province in which an order referred to in subsection 107(3) is made, the court of appeal for that province as defined in section 2 of the *Criminal Code*. It includes the Federal Court of Appeal.

« tribunal d’appel » La cour d’appel, au sens de l’article 2 du *Code criminel*, de la province où est rendue l’ordonnance visée au paragraphe 107(3) et la Cour d’appel fédérale.

« tribunal d’appel »  
“court of appeal”

*Regulations*

*Règlements*

Regulations

**92.** (1) The Governor in Council may make regulations respecting the navigation and use of the navigable waters of a natural or man-made harbour, other than a harbour to which Part I or II applies, including regulations for the safety of persons and ships in those waters.

**92.** (1) Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements en matière de navigation et d’utilisation des eaux navigables d’un port naturel ou aménagé qui n’est pas un port auquel les parties I et II s’appliquent, notamment en vue d’assurer la sécurité des personnes et des navires dans ces eaux.

Règlements

Application

(2) Regulations made under subsection (1) may apply only to navigable waters designated by the Governor in Council.

(2) Les règlements pris en vertu du paragraphe (1) peuvent ne s’appliquer que dans une partie des eaux navigables déterminée par le gouverneur en conseil.

Application

Regulations

**93.** The Governor in Council may make regulations generally for carrying out the purposes of this Act.

**93.** Le gouverneur en conseil peut, d’une manière générale, prendre par règlement les mesures nécessaires à l’application de la présente loi.

Règlements

*Traffic Control*

*Contrôle de la circulation*

Traffic control

**94.** Subject to regulations made under section 92, a person or a member of a class of persons designated by the Minister under this section may take the measures necessary for the control of traffic in the navigable waters designated by the Governor in Council under subsection 92(2), and sections 47 to 50 apply with such modifications as the circumstances require, except that, in making those modifications to section 49, the references in that section to a person or member of a class of

**94.** Sous réserve des règlements d’application de l’article 92, la personne que le ministre désigne en vertu du présent article — nommé ou au titre de son appartenance à une catégorie — peut prendre les mesures nécessaires au contrôle de la circulation dans les eaux navigables déterminées par le gouverneur en conseil en vertu du paragraphe 92(2), les articles 47 à 50 s’appliquant avec les adaptations nécessaires; toutefois, pour l’application de ces adaptations à l’article 49, la

Contrôle de la circulation



persons designated under subsection 49(1) shall be taken to be references to a person or member of a class of persons designated under this section.

mention, au paragraphe 49(1), des personnes désignées en vertu de ce paragraphe vaut mention de la personne désignée en vertu du présent article.

*Liability for Fees*

*Païement des droits*

Ships and cargo

**95.** (1) The fees and interest fixed under this Act in respect of a ship or goods shall be paid by the owner or the person in charge of the ship or the owner of the goods without prejudice to any right of recourse the owner or person may have in law against a third party for the recovery of the amounts so paid.

**95.** (1) Les droits et les intérêts afférents au navire ou aux marchandises au titre de la présente loi doivent être acquittés par le propriétaire ou le responsable du navire, ou le propriétaire des marchandises sans préjudice des recours ouverts en droit contre d'autres personnes.

Navires

Fees for use

(2) The fees and interest fixed under this Act in respect of a person, vehicle or aircraft shall be paid by that person or by the owner of the vehicle or aircraft.

(2) Les droits et les intérêts fixés sous le régime de la présente loi à l'égard d'une personne, d'un véhicule ou d'un aéronef doivent être acquittés par cette personne ou le propriétaire du véhicule ou de l'aéronef.

Païement des droits

*Enforcement*

*Contrôle d'application*

*Designation*

*Désignation*

Enforcement officers

**96.** (1) The Minister may designate any person or member of a class of persons as an enforcement officer for the purposes of this Act and shall furnish each person so designated with a certificate of designation.

**96.** (1) Pour l'application de la présente loi, le ministre peut désigner — nommément ou au titre de son appartenance à une catégorie — toute personne à titre d'agent de l'auto-rité et lui remet un certificat attestant sa qualité.

Agents de l'autorité

Area of designation

(2) A designation as an enforcement officer is in respect of

(2) Une personne est désignée agent de l'autorité pour :

Zone de compétence

- (a) a port in respect of which letters patent have been issued to a port authority;
- (b) a public port or public port facility;
- (c) all or part of the Seaway; or
- (d) all or part of the navigable waters designated under subsection 92(2).

- a) un port pour lequel des lettres patentes ont été délivrées à une administration portuaire;
- b) un port public ou des installations portuaires publiques;
- c) la totalité ou une partie de la voie maritime;
- d) la totalité ou une partie des eaux navigables déterminées en vertu du paragraphe 92(2).

Certificate to be produced

(3) In carrying out duties and functions under this Act, an enforcement officer shall, on request, produce the certificate of designation to the individual appearing to be in charge of any ship, vehicle, aircraft, premises or other place or any goods, in respect of which the officer is acting.

(3) Dans l'exercice de ses fonctions, l'agent de l'autorité présente, sur demande, le certificat à la personne apparemment responsable du navire, du véhicule, de l'aéronef, des locaux ou des marchandises qui font l'objet de son intervention.

Production du certificat



Inspection

Inspection

Powers of enforcement officers

97. (1) An enforcement officer may, for the purpose of ensuring compliance with this Act, other than sections 49, 65, 87 and 94, or of a regulation made under this Act, other than under subsection 23(2),

(a) board any ship or enter any vehicle, aircraft, premises or other place, other than living quarters, and carry out any inspection the officer considers necessary; and

(b) require any person appearing to be in charge of the ship, vehicle, aircraft, premises or other place to produce for inspection, or for the purpose of making copies or extracts, any log book, document or paper.

Operation of computer systems and copying equipment

(2) In carrying out an inspection of a place, an enforcement officer may

(a) use or cause to be used any computer system or data processing system at the place to examine any data contained in, or available to, the system;

(b) reproduce any record, or cause it to be reproduced from the data, in the form of a print-out or other intelligible output and remove the print-out or other output for examination or copying;

(c) use or cause to be used any copying equipment at the place to make copies of any books, records, electronic data or other documents.

Duty to assist enforcement officers

98. The owner or person who is in possession or control of a place that is inspected under section 97, and every person who is found in the place, shall

(a) give the enforcement officer all reasonable assistance to enable the officer to carry out the inspection and exercise any power conferred by that section; and

(b) provide the enforcement officer with any information relevant to the administration of this Act or the regulations that the officer may reasonably require.

Pouvoirs de l'agent de l'autorité

97. (1) L'agent de l'autorité peut, pour contrôler l'application de la présente loi — exclusion faite des articles 49, 65, 87 et 94 — ou de ses règlements d'application — exclusion faite de ceux pris en vertu du paragraphe 23(2) :

a) pénétrer en tous lieux, à l'exception d'un local d'habitation, — y compris un véhicule, un navire ou un aéronef — et y procéder aux visites qu'il estime nécessaires;

b) ordonner à toute personne apparemment responsable du navire, du véhicule, de l'aéronef ou du lieu de son intervention de lui remettre pour qu'il les vérifie ou en fasse des copies ou des extraits les livres de bord ou documents.

Usage d'ordinateurs et de photocopieuses

(2) Dans le cadre de sa visite, l'agent de l'autorité peut :

a) utiliser ou faire utiliser tout ordinateur ou système informatique se trouvant sur place pour prendre connaissance des données qu'il contient ou auxquelles il donne accès;

b) obtenir ces données sous forme d'imprimé ou toute autre forme intelligible et les emporter aux fins d'examen ou de reproduction;

c) utiliser ou faire utiliser le matériel de reprographie se trouvant sur place pour faire des copies de tous livres, registres, données électroniques et autres documents.

Obligation d'assistance

98. Le propriétaire ou le responsable du lieu visité en vertu de l'article 97, ainsi que toute personne qui s'y trouve, sont tenus :

a) d'accorder à l'agent de l'autorité toute l'assistance possible dans l'exercice des attributions qui lui sont conférées par cet article;

b) de lui fournir les renseignements qu'il peut valablement exiger pour l'application de la présente loi ou de ses règlements.



## Search and Seizure

## Perquisitions et saisies

Warrant	<p><b>99.</b> (1) An enforcement officer with a warrant issued under subsection (2) may, at any reasonable time, search any ship, vehicle, aircraft, premises or other place if the officer believes on reasonable grounds that there is in the place</p> <p>(a) anything on or in respect of which an offence under this Act is being or has been committed; or</p> <p>(b) anything that there are reasonable grounds to believe will afford evidence with respect to the commission of an offence under this Act.</p>	<p><b>99.</b> (1) L'agent de l'autorité muni du mandat visé au paragraphe (2) peut, à toute heure convenable, perquisitionner dans tous lieux — y compris un navire, un aéronef ou un véhicule —, s'il a des motifs raisonnables de croire à la présence :</p> <p>a) soit d'un objet qui sert ou donne lieu ou a servi ou donné lieu à une infraction visée à la présente loi;</p> <p>b) soit d'un objet dont il a des motifs raisonnables de croire qu'il servira à prouver la perpétration d'une telle infraction.</p>	Mandat
Seizure	<p>(1.1) An enforcement officer may seize anything found in the course of a search that the officer believes on reasonable grounds is a thing referred to in paragraph (1)(b).</p>	<p>(1.1) L'agent est autorisé à saisir tout objet qu'il trouve à l'occasion d'une perquisition et dont il a des motifs raisonnables de croire qu'il constitue un objet visé à l'alinéa (1)b).</p>	Saisie
Warrant	<p>(2) A justice may issue a warrant authorizing the enforcement officer named in it to carry out a search, subject to any conditions that may be specified in the warrant, where on <i>ex parte</i> application the justice is satisfied by information on oath that the circumstances set out in subsection (1) exist.</p>	<p>(2) Sur demande <i>ex parte</i>, le juge de paix peut signer un mandat autorisant, sous réserve des conditions éventuellement fixées, l'agent de l'autorité à procéder à la perquisition s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment, que les circonstances prévues au paragraphe (1) existent.</p>	Mandat
Use of force	<p>(3) In executing a warrant, an enforcement officer shall not use force unless the use of force is specifically authorized in the warrant and the officer is accompanied by a peace officer.</p>	<p>(3) L'agent de l'autorité ne peut recourir à la force pour l'exécution du mandat que si celui-ci en autorise expressément l'usage et que si lui-même est accompagné d'un agent de la paix.</p>	Usage de la force
Where warrant not necessary	<p><b>100.</b> (1) Subject to subsection (2), an enforcement officer may exercise the powers described in subsection 99(1) without a warrant if the conditions for obtaining a warrant exist but, by reason of exigent circumstances, it would not be practical to obtain one.</p>	<p><b>100.</b> (1) Sous réserve du paragraphe (2), l'agent de l'autorité peut exercer sans mandat les pouvoirs mentionnés au paragraphe 99(1) lorsque l'urgence de la situation rend difficilement réalisable l'obtention du mandat, sous réserve que les conditions de délivrance de celui-ci soient réunies.</p>	Perquisition sans mandat
Living quarters	<p>(2) An enforcement officer may not search living quarters without a warrant unless the officer first obtains the consent of the occupant.</p>	<p>(2) Dans le cas d'un local d'habitation, l'agent ne peut procéder à la perquisition sans le consentement de l'occupant que s'il est muni d'un mandat.</p>	Locaux d'habitation
Powers during search	<p><b>101.</b> In carrying out a search of a place under section 99 or 100, an enforcement officer may exercise the powers described in section 97.</p>	<p><b>101.</b> L'agent de l'autorité peut, dans le cadre d'une perquisition effectuée en vertu des articles 99 ou 100, exercer les pouvoirs mentionnés à l'article 97.</p>	Pouvoirs



Entry

**102.** An enforcement officer or any person accompanying an enforcement officer may, while carrying out an inspection or search under this Act, enter on and pass through or over private property without the owner of the property having the right to object to that use of the property.

**102.** L'agent de l'autorité et les personnes agissant sous son autorité peuvent, dans le cadre d'une visite ou d'une perquisition effectuée en vertu de la présente loi, pénétrer dans une propriété privée et y circuler sans que le propriétaire ne puisse s'opposer à l'usage qui est fait de sa propriété.

Droit de passage

## Detention of Ships

## Rétention de navires

Detention — enforcement officer

**103.** (1) An enforcement officer may make a detention order in respect of a ship or goods carried on a ship if the officer believes on reasonable grounds

**103.** (1) L'agent de l'autorité peut ordonner la rétention d'un navire ou des marchandises à bord si, à leur propos, il a des motifs raisonnables de croire qu'il y a eu, selon le cas :

Rétention — agent de l'autorité

- (a) that the owner or person in charge of the ship or goods has, in respect of the ship or goods, contravened any provision of this Act;
- (b) that an amount is due and payable for fees or interest imposed under this Act; or
- (c) that property that is managed by a port authority, the Minister or a person who has entered into an agreement under subsection 69(2) has been damaged by the ship or through the fault or negligence of a member of the crew of the ship acting in the course of employment or under the orders of a superior officer.

- a) contravention par le propriétaire ou le responsable du navire ou des marchandises d'une disposition de la présente loi qui s'applique au navire ou aux marchandises;
- b) non-acquittement des droits ou des intérêts imposés sous le régime de la présente loi;
- c) des dommages causés aux biens dont la gestion est confiée à l'autorité portuaire, au ministre ou à une personne qui a conclu une entente avec le ministre en vertu du paragraphe 69(2), si les dommages sont attribuables au navire ou à la faute ou à la négligence d'un membre d'équipage agissant dans l'exercice de ses fonctions ou en exécution d'un ordre de son supérieur.

Detention — other

(2) A person designated under subsection 49(1) may make a detention order in respect of a ship or goods if the person believes on reasonable grounds that an offence described in subsection 50(1) has been committed by or in respect of the ship.

(2) La personne nommée en vertu du paragraphe 49(1) peut ordonner la rétention d'un navire ou des marchandises si elle a des motifs raisonnables de croire qu'une infraction visée au paragraphe 50(1) a été commise par ce navire ou à son égard.

Rétention — personne nommée en vertu du paragraphe 49(1)

Geographical application of section

(3) The power to make a detention order under this section may be exercised only within the area specified in the designation of the enforcement officer or person designated under subsection 49(1).

(3) Le pouvoir d'ordonner la rétention ne peut être exercé que dans la zone de compétence de la personne désignée en vertu du paragraphe 49(1) ou de l'agent de l'autorité.

Application du présent article

Order to be in writing

(4) A detention order made under subsection (1) or (2) shall be in writing and be addressed to all persons who, at the place where the ship is or will be, are authorized to give a clearance in respect of the ship.

(4) L'ordre de rétention visé au paragraphe (1) ou (2) est donné par écrit; il est adressé à toutes les personnes qui, dans les lieux où se trouve ou se trouvera le navire visé, sont autorisées à lui donner congé.

Ordre écrit





Notice of  
detention  
order to be  
served on  
master

**104.** (1) Where a detention order under subsection 103(1) or (2) is made in respect of a ship, notice of the order shall be served on the master of the ship

(a) by delivering a copy of it personally to the master; or

(b) if personal service is not reasonably practicable,

(i) by leaving a copy of it for the master with the person on board who is, or appears to be, in charge of the ship, or

(ii) by leaving a copy of it with the owner of the ship residing in Canada or, if the owner is unknown or cannot be found, fixing a copy of it to a prominent part of the ship.

Offence to  
depart while  
under  
detention

(2) Where notice of a detention order in respect of a ship is served under subsection (1) and, during the term of the detention order, the master or owner of the ship gives an order for the ship to depart from the port in which it is detained, the master or owner, as the case may be, is guilty of an offence.

Duty of  
persons  
authorized to  
give clearance

(3) Subject to subsection (4), no person to whom a detention order is addressed in accordance with subsection 103(4) shall, after receipt of the order, give clearance in respect of the ship to which the order relates.

When  
clearance  
shall be given

(4) A person to whom a detention order is addressed in accordance with subsection 103(4) and who has received the order shall give clearance in respect of the ship to which the order relates if the person believes on reasonable grounds that

(a) the ship has not been charged with an offence under this Act within thirty days after the making of the detention order;

(b) the ship has been charged with an offence under this Act within thirty days after the making of the detention order and

(i) security satisfactory to the Minister for payment of the maximum fine that could be imposed, or security in a lesser amount approved by the Minister, is given to Her Majesty in right of Canada, 45  
or

**104.** (1) Un avis de l'ordre de rétention donné en vertu du paragraphe 103(1) ou (2) est signifié au capitaine de l'une des façons suivantes :

a) par signification à personne d'un exemplaire;

b) si la signification à personne ne peut raisonnablement se faire :

(i) soit par remise, à l'intention du capitaine, à la personne qui, à bord, a ou semble avoir la responsabilité du navire,

(ii) soit par remise au propriétaire du navire s'il réside au Canada ou, s'il est inconnu ou introuvable, par l'affichage d'un exemplaire sur une partie bien en vue du navire.

Signification  
au capitaine

Interdiction  
d'appareiller

(2) Le capitaine ou le propriétaire d'un navire qui donne l'ordre de quitter le port où le navire est retenu, alors qu'a été donné un ordre de rétention du navire et que l'avis a été signifié en conformité avec le paragraphe (1), est coupable d'une infraction.

(3) Sous réserve du paragraphe (4), il est interdit aux personnes à qui un ordre de rétention est adressé en conformité avec le paragraphe 103(4) de donner congé, après réception de l'ordre, au navire visé par celui-ci.

Obligation  
des personnes  
autorisées à  
donner congé

(4) Les personnes à qui un ordre de rétention est adressé en conformité avec le paragraphe 103(4) et qui l'ont reçu donnent congé au navire retenu dans les cas où elles ont des motifs raisonnables de croire que :

a) le navire n'a pas été accusé d'une infraction à la présente loi dans les trente jours qui suivent la rétention;

b) le navire a été accusé d'une infraction à la présente loi dans le délai mentionné à l'alinéa a) et :

(i) soit un cautionnement que le juge accepte, d'un montant égal à l'amende maximale qui peut être infligée ou à une somme inférieure approuvée par le ministre, a été versé à Sa Majesté du chef du Canada, 45

Congés



(ii) proceedings in respect of the alleged offence that gave rise to the making of the detention order are discontinued;

(c) an amount is due and payable by the ship in respect of fees imposed under this Act and there has been deposited in court security in an amount not exceeding the amount of the fees, including interest, and of a kind satisfactory to the port authority, to the Minister or to the person who has entered into an agreement under subsection 69(2), as the case may be;

(d) an amount is claimed against the ship for damages referred to in paragraph 103(1)(c) and there has been deposited in court security in an amount not exceeding the amount of the damages, as estimated by the port authority, the Minister or the person who has entered into an agreement under subsection 69(2), as the case may be, and of a kind satisfactory to them; or

(e) an amount satisfactory to the port authority, to the Minister or to the person who has entered into an agreement under subsection 69(2), as the case may be, has been paid to the port authority, the Minister or the person in respect of the ship in respect of the fees payable or the damages referred to in paragraph 103(1)(c).

(ii) soit les poursuites relatives à cette infraction ont été abandonnées;

c) un cautionnement, dans le cas où la rétention a été ordonnée par suite du non-acquittement de droits, d'un montant ne dépassant pas la somme des droits et des intérêts y afférents que l'administration portuaire, le ministre ou la personne qui a conclu une entente avec le ministre en vertu du paragraphe 69(2), selon le cas, juge satisfaisant, est déposé au tribunal;

d) un cautionnement, dans le cas où la rétention a été ordonnée parce que les dommages visés à l'alinéa 103(1)c) ont été causés, d'un montant ne dépassant pas la somme des dommages — selon l'estimation qu'en fait l'administration portuaire, le ministre ou la personne qui a conclu une entente avec le ministre en vertu du paragraphe 69(2), selon le cas — et que l'administration, le ministre ou cette personne juge satisfaisant, est déposé au tribunal;

e) une somme jugée acceptable par l'administration portuaire, le ministre ou la personne qui a conclu une entente avec le ministre en vertu du paragraphe 69(2), selon le cas, a été versée à l'administration, au ministre ou à cette personne au nom du navire au titre soit des droits à payer, soit des dommages visés à l'alinéa 103(1)c).

Court may determine amount of security

(5) Where the owner or master of a ship disputes the amount of security demanded under paragraph (4)(c) or (d), the owner may apply to a court to determine the amount of security.

(5) Le capitaine ou le propriétaire qui conteste le montant du cautionnement demandé en vertu de l'alinéa (4)c) ou d) peut demander au tribunal de le fixer.

Détermination judiciaire du cautionnement

Sale of ship where no appearance and no security

105. (1) A port authority, the Minister or a person who has entered into an agreement under subsection 69(2), as the case may be, may apply to a court for an order authorizing the sale of a ship where

(a) the ship is detained under a detention order in respect of an offence under this Act;

(b) the ship has been charged with an offence under this Act within thirty days after the making of the detention order;

(c) no one has appeared on behalf of the ship to answer to the charge within thirty days after the laying of the charge; and

105. (1) L'administration portuaire, le ministre ou la personne qui a conclu une entente en vertu du paragraphe 69(2), selon le cas, peut demander au tribunal de rendre une ordonnance l'autorisant à vendre un navire si les conditions suivantes sont réunies :

a) le navire est retenu pour violation de la présente loi;

b) le navire a été accusé d'infraction à la présente loi dans les trente jours suivant l'ordre de rétention;

Vente du navire

45



Sale of ship  
where no  
appearance  
and no  
security

(d) the security referred to in paragraph 104(4)(b) has not been given.

(2) A port authority, the Minister or a person who has entered into an agreement under subsection 69(2), as the case may be, may apply to a court for an order authorizing the sale of a ship where

- (a) the ship is detained under a detention order for non-payment of fees or interest;
- (b) proceedings have been commenced against the ship within thirty days after the making of the detention order;
- (c) no one has appeared or filed a response in the proceedings on behalf of the ship within thirty days after the commencement of the proceedings; and
- (d) the security referred to in paragraph 104(4)(c) has not been given.

Sale of ship  
where no  
appearance  
and no  
security

(3) A port authority, the Minister or a person who has entered into an agreement under subsection 69(2), as the case may be, may apply to a court for an order authorizing the sale of a ship where

- (a) the ship is detained under a detention order in respect of damages referred to in paragraph 103(1)(c);
- (b) proceedings have been commenced against the ship within thirty days after the making of the detention order;
- (c) no one has appeared or filed a response in the proceedings on behalf of the ship within thirty days after the commencement of the proceedings; and
- (d) the security referred to in paragraph 104(4)(d) has not been given.

Sale of ship  
where  
appearance  
but no  
security

(4) A port authority, the Minister or a person who has entered into an agreement under subsection 69(2), as the case may be, may apply to a court for an order authorizing the sale of a ship where

- (a) the ship is detained under a detention order for one of the reasons referred to in paragraphs 103(1)(a) to (c);

c) personne n'a comparu au nom du navire dans les trente jours suivant l'accusation;

d) le cautionnement visé à l'alinéa 104(4)b n'a pas été versé.

(2) L'administration portuaire, le ministre ou la personne qui a conclu une entente en vertu du paragraphe 69(2), selon le cas, peut demander au tribunal de rendre une ordonnance l'autorisant à vendre un navire si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le navire est retenu pour non-paiement des droits ou des intérêts;
- b) des procédures ont été intentées contre le navire dans les trente jours suivant l'ordre de rétention;
- c) personne n'a comparu au nom du navire dans les trente jours suivant l'accusation;
- d) le cautionnement visé à l'alinéa 104(4)c n'a pas été versé.

5 Vente du  
navire

10

15

20 Vente du  
navire

(3) L'administration portuaire, le ministre ou la personne qui a conclu une entente en vertu du paragraphe 69(2), selon le cas, peut demander au tribunal de rendre une ordonnance l'autorisant à vendre un navire si les conditions suivantes sont réunies :

- a) des dommages visés à l'alinéa 103(1)c ont été causés;
- b) des procédures ont été intentées contre le navire dans les trente jours suivant l'ordre de rétention;
- c) personne n'a comparu ou n'a présenté de défense au nom du navire dans les trente jours suivant la date à laquelle les procédures ont été intentées;
- d) le cautionnement visé à l'alinéa 104(4)d n'a pas été versé.

25

30

Vente du  
navire :  
comparution  
sans  
cautionne-  
ment

(4) L'administration portuaire, le ministre ou la personne qui a conclu une entente en vertu du paragraphe 69(2), selon le cas, peut demander au tribunal de rendre une ordonnance l'autorisant à vendre un navire si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le navire est retenu pour l'un des motifs mentionnés aux alinéas 103(1)a) à c);

40



(b) the ship has been charged with an offence under this Act or proceedings have been brought against it in respect of the non-payment of fees or damages referred to in paragraph 103(1)(c) within thirty days 5 after the making of the detention order;

(c) within thirty days after the day on which the ship was charged with the offence or the proceedings were commenced, someone has appeared or filed a response on behalf 10 of the ship but the security referred to in subsection 104(4) has not been given; and

(d) the ship is convicted or found liable, as the case may be, and the fine imposed or the amount of the damages and interest is not 15 immediately paid.

b) le navire a été accusé d'infraction à la présente loi ou fait l'objet de procédure pour défaut de paiement des droits ou, si les dommages mentionnés à l'alinéa 103(1)c) 5 sont à l'origine de la rétention, des procédures ont été intentées contre le navire dans les trente jours suivant l'ordre de rétention;

c) il y a eu comparution ou dépôt de la défense dans les trente jours suivant l'accusation ou la date à laquelle les procédures 10 ont été instituées mais le cautionnement visé au paragraphe 104(4) n'a pas été versé;

d) le navire est reconnu coupable ou responsable, selon le cas, et une amende est infligée mais n'est pas payée immédiate-15 ment ou le montant des dommages-intérêts auquel il est condamné n'est pas payé immédiatement.

Notice

**106.** (1) As soon as is feasible after making an application for the sale of a ship under section 105, the port authority, the Minister or the person who has entered into an agreement 20 under subsection 69(2), as the case may be, shall give notice of the application by registered mail to

(a) the registrar of the register in which the ship is recorded; 25

(b) the holder of any mortgage against the ship that is registered on the register referred to in paragraph (a); and

(c) the holder of any maritime lien against the ship and the holder of any like interest, 30 if the holder is known to the port authority, the Minister or the person at the time of application.

**106.** (1) Dès qu'est présentée une demande 20 en vertu de l'article 105, l'administration portuaire, le ministre ou la personne qui a conclu une entente en vertu du paragraphe 69(2) fait parvenir par courrier recommandé un avis de la demande aux personnes suivan-25 tes :

a) le registrateur responsable du registre dans lequel le navire est immatriculé;

b) les détenteurs d'hypothèques sur le navire inscrits au registre mentionné à l'alinéa a); 30

c) les personnes qui, à la connaissance de l'administration, du ministre ou de la personne au moment de la demande, détiennent des privilèges maritimes, ou des droits semblables, sur le navire visé par la deman-35 de.

Avis

Day notice deemed to be given

(2) A notice sent by registered mail is deemed to have been given to the person to 35 whom it was sent on the day on which an acknowledgement of receipt is received by the port authority, the Minister or the person.

(2) L'avis est réputé reçu par son destinatai- 40 re le jour où l'administration portuaire, le ministre ou la personne reçoit l'accusé de réception de l'avis.

Présomption

Relief from giving notice

(3) Where the court seized of an application for the sale of a ship is satisfied that it is 40 appropriate to do so, the court may relieve the port authority, the Minister or the person of the obligation to give the notice referred to in subsection (1), or authorize them to give the

(3) S'il est convaincu qu'il est opportun de le faire, le tribunal saisi d'une demande de vente d'un navire peut dispenser l'administra- tion portuaire, le ministre ou la personne d'envoyer l'avis mentionné au paragraphe (1) 45 ou lui permettre de l'envoyer de toute autre manière que le tribunal estime indiquée.

Dispense



notice in any other manner the court considers appropriate.

Claiming interest

107. (1) Where an application is made for the sale of a ship, the following persons may apply within the periods stated to the court seized of the application for an order described in subsection (2):

(a) any person referred to in paragraph 106(1)(b) or (c), within sixty days after the notice required under that paragraph is given to the person; and

(b) any other person who claims an interest in the ship as a mortgagee or as the holder of a maritime lien or any like interest, within sixty days after the application is made.

Order

(2) A court seized of an application made under subsection (1) shall grant the applicant an order declaring the nature, extent and priority of the applicant's interest at the time of the commission of the offence, the non-payment of the fees or interest or the causing of damages if it is made to appear to the satisfaction of the court that the applicant

(a) acquired the interest in good faith before the act or omission for which the ship was detained; and

(b) is innocent of any complicity or collusion in respect of the act or omission for which the ship was detained.

Appeal

(3) A person who makes an application under subsection (1), and the port authority, the Minister or the person who has entered into an agreement under subsection 69(2), as the case may be, may appeal to the court of appeal from an order referred to in subsection (2).

Applications under subsection (1) to be heard first

(4) A court shall not hear an application for the sale of a ship until all applications made under subsection (1) in respect of the ship have been heard.

Court may authorize sale

(5) A court seized of an application for the sale of a ship may

(a) authorize the port authority, the Minister or the person who has entered into an agreement under subsection 69(2), as the case may be, to sell the ship in the manner and subject to the terms and conditions the court considers appropriate; and

107. (1) En cas de demande de vente d'un navire, les personnes suivantes peuvent, avant l'expiration du délai indiqué, demander au tribunal saisi de rendre une ordonnance sous le régime du paragraphe (2) :

a) les personnes mentionnées aux alinéas 106(1)b) et c), dans les soixante jours suivant la réception de l'avis;

b) les autres personnes qui revendiquent un droit sur le navire en qualité de créanciers hypothécaires ou de créanciers privilégiés ou en toute autre qualité comparable le peuvent aussi, dans les soixante jours suivant la demande.

Revendication de droits

5

(2) Lors de l'audition de la demande visée au paragraphe (1), le requérant peut obtenir une ordonnance précisant la nature et l'étendue de son droit de même que son rang au moment de l'infraction, du non-paiement des droits ou intérêts ou de l'infliction des dommages si le tribunal est convaincu que les conditions suivantes sont réunies :

Ordonnance

a) il a acquis son droit de bonne foi avant les actes ou omissions qui ont donné lieu à la rétention du navire;

b) il est innocent de toute complicité ou collusion dans les actes ou omissions qui ont donné lieu à la rétention du navire.

25

(3) L'ordonnance visée au paragraphe (2) est susceptible d'appel, de la part de l'administration portuaire, du ministre, de la personne qui a conclu une entente en vertu du paragraphe 69(2) ou du requérant, devant le tribunal d'appel.

Appel

(4) L'audition d'une demande d'autorisation de vente du navire ne peut avoir lieu avant celle des demandes qui sont présentées en vertu du paragraphe (1).

Priorité

(5) Le tribunal saisi d'une demande d'autorisation de vente d'un navire peut :

40

a) autoriser l'administration portuaire, le ministre ou la personne qui a conclu une entente en vertu du paragraphe 69(2), selon le cas, à vendre le navire visé de la façon et sous réserve des modalités que le tribunal estime indiquées;

Autorisation de vendre



(b) on application by the port authority, the Minister or the person, as the case may be, give directions as to the ranking of the interests of persons who have obtained an order referred to in subsection (2).

b) à la demande de l'administration portuaire, du ministre ou de cette personne, lui donner des directives sur le rang des droits des personnes en faveur desquelles une ordonnance a été rendue en vertu du 5 paragraphe (2).

Payment of proceeds

**108.** (1) Where a ship is sold pursuant to an order, the proceeds of the sale shall be applied first to satisfy claims for wages of seamen under the *Canada Shipping Act* and then to satisfy the following claims in order of priority:

**108.** (1) Le produit de la vente d'un navire dont la vente a été autorisée est affecté au paiement des créances salariales des marins, visées par la *Loi sur la marine marchande du 10 Canada*, puis à celui des sommes suivantes selon l'ordre de priorité suivant :

Affectation du produit de la vente

(a) the following amount:

a) un montant représentant :

(i) the maximum fine that could have been imposed for the offence in a case where subsection 105(1) applies, 15

(i) soit l'amende maximale qui aurait pu être infligée pour l'infraction, dans le cas 15 visé par le paragraphe 105(1),

(ii) the fees and interest due and payable in a case where subsection 105(2) applies,

(ii) soit les droits et intérêts dus, dans le cas visé par le paragraphe 105(2),

(iii) the amount of the damages in a case where subsection 105(3) applies, or 20

(iii) soit le montant des dommages-intérêts, dans le cas visé au paragraphe 20 105(3),

(iv) the fine actually imposed or the amount for which the ship is found liable in a case where subsection 105(4) applies;

(iv) soit l'amende qui a été infligée ou la somme que le navire a été condamné à payer, dans le cas visé au paragraphe 25 105(4);

(b) the costs of the detention and sale; and 25

b) les frais de rétention et de vente;

(c) the interests of persons who have obtained an order referred to in subsection 107(2), according to the ranking directed by the court under paragraph 107(5)(b).

c) les droits des personnes qui ont obtenu une ordonnance en vertu du paragraphe 107(2), en conformité avec le rang fixé par le tribunal en vertu de l'alinéa 107(5)b). 30

Surplus

(2) Any surplus of the proceeds of sale 30 remaining after all claims have been satisfied shall be paid to the person registered as the owner of the ship or, in the absence of any registration, to the person who owns the ship.

(2) Le solde du produit de la vente du navire est remis à la personne immatriculée à titre de propriétaire du navire, ou en l'absence d'immatriculation, au propriétaire du navire.

Remise du solde au propriétaire

Proceedings against owner

(3) Where the proceeds of sale of a ship are 35 insufficient to satisfy the claims described in paragraph (1)(a) or (b), the port authority, the Minister or the person who has entered into an agreement under subsection 69(2), as the case may be, may proceed against the owner of the 40 ship for the balance owing.

(3) Si le produit de la vente du navire n'est 35 pas suffisant pour couvrir les sommes visées aux alinéas (1)a) et b), l'administration portuaire, le ministre ou la personne qui a conclu une entente en vertu du paragraphe 69(2) peut intenter des poursuites contre le propriétaire 40 du navire pour la partie non payée.

Poursuites contre le propriétaire

Clear title

(4) On selling a ship pursuant to an order, the port authority, the Minister or the person who has entered into an agreement under subsection 69(2), as the case may be, may, by 45 bill of sale, give the purchaser a valid title to

(4) Lorsque est vendu un navire dont la vente a été autorisée, l'administration portuaire, le ministre ou la personne qui a conclu une entente en vertu du paragraphe 69(2) peut 45 remettre à l'acquéreur un titre de propriété

Titre de propriété



the ship free from any mortgage or other claim that is in existence at the time of the sale.

Registrability not implied

(5) Nothing in subsection (4) is to be interpreted as meaning that the ship may be registered in the name of the purchaser.

Not duty paid

(6) No ship sold pursuant to this section is deemed to have been duty paid under the *Customs Tariff* by reason only of that sale.

At risk, cost and charges of owner

(7) Every seizure and detention made under this Act shall be at the risk, cost and charges of the owner of the ship or goods until all amounts due or fines imposed, together with all costs and charges incurred in the seizure and detention and the costs of any conviction obtained, have been paid in full.

libéré des hypothèques ou autres créances qui existaient au moment de la vente.

(5) Le paragraphe (4) n'a pas pour effet de permettre l'immatriculation du navire au nom de l'acquéreur.

Immatriculation

5

(6) Un navire vendu sous le régime du présent article n'est pas de ce seul fait réputé être un navire dédouané pour l'application du *Tarif des douanes*.

Absence de présomption

(7) Les rétentions et saisies sont aux risques et aux frais du propriétaire des marchandises ou du navire saisis jusqu'à paiement intégral des créances ou amendes, ainsi que des frais relatifs à la rétention et à la saisie, et des frais de toute condamnation pour contravention à la 15 présente loi.

Risques et frais

#### Other Powers

Sale of perishable goods

**109.** Where, in the opinion of an enforcement officer, any goods that have been seized and detained under this Act, or that have been abandoned, are likely to rot, spoil or otherwise perish, the officer may sell or otherwise dispose of the goods in the manner and for the price that is reasonable in the circumstances, and the proceeds of the disposition are to be credited toward payment of the amount due or payable in respect of the ship or goods and the expenses incurred in connection with the detention and sale.

Lien on ships

**110.** (1) A port authority, the Minister or a person who has entered into an agreement under subsection 69(2), as the case may be, has at all times a lien on a ship and on the proceeds of its disposition for an amount owing to the port authority, the Minister or the person, and the lien has priority over all other rights, interests, claims and demands, other than claims for wages of seamen under the *Canada Shipping Act*, if the amount is owing in respect of

(a) fees and interest in respect of the ship or goods carried on the ship; or 40

(b) damage to property caused by the ship or through the fault or negligence of a member of the crew of the ship acting in the course of employment or under the orders of a superior officer. 45

#### Autres pouvoirs

Vente de marchandises périssables

**109.** S'il estime que des marchandises saisies et retenues conformément à la présente loi ou qui ont été abandonnées risquent de se détériorer, l'agent de l'autorité peut les aliéner, notamment par vente, selon les modalités et aux prix justifiés par les circonstances. Le produit de l'aliénation est affecté au paiement des frais qu'elle a occasionnés, ainsi qu'à l'acquittement des sommes dues à l'égard du 25 navire ou des marchandises.

**110.** (1) L'administration portuaire, le ministre ou la personne qui a conclu une entente en vertu du paragraphe 69(2) est toujours titulaire d'un privilège sur le navire et sur le 30 produit de toute aliénation qui en est faite, pour sa créance; ce privilège a priorité sur tous autres droits et créances, quelle qu'en soit la nature, à la seule exception des créances salariales des marins, visées par la *Loi sur la 35 marine marchande du Canada*, dans les cas suivants :

a) pour défaut de paiement des droits et des intérêts exigibles à l'égard du navire ou de sa cargaison; 40

b) pour dommages causés à des biens par le navire ou par la faute ou la négligence d'un membre de son équipage agissant dans l'exercice de ses fonctions ou sous les ordres d'un officier supérieur. 45

Privilèges — navires



Lien on goods	<p>(2) A port authority, the Minister or a person who has entered into an agreement under subsection 69(2), as the case may be, has at all times a lien on goods on the property under their jurisdiction for fees and interest owing to them in respect of the goods, the lien having priority over all other rights, interests, claims and demands and they may seize the goods.</p>	<p>(2) L'administration portuaire, le ministre ou la personne qui a conclu une entente en vertu du paragraphe 69(2) est toujours titulaire d'un privilège sur les marchandises placées sous leur compétence pour les droits et les intérêts qui leur sont dus à l'égard de ces marchandises; ce privilège a priorité sur tous autres droits et créances, quelle qu'en soit la nature. L'administration, le ministre ou cette personne peuvent saisir ces marchandises en 10 exécution du privilège.</p>	Privilèges — marchandises
Obstruction of ports	<p><b>111.</b> (1) Where an enforcement officer is of the opinion that a ship or goods left or abandoned within the enforcement officer's area of designation as provided in subsection 96(2), impede, interfere with or render difficult or unsafe the use of that area, the officer may direct the person who appears to be in charge of the ship or goods to remove the ship or goods to a place that the officer considers suitable within or outside the area.</p>	<p><b>111.</b> (1) L'agent de l'autorité, s'il estime qu'un navire ou des marchandises laissés ou abandonnés dans la zone de compétence pour laquelle il a été désigné, aux termes du 15 paragraphe 96(2), gênent ou entravent les opérations, ou les rendent difficiles ou dangereuses, peut ordonner à la personne apparemment responsable du navire ou des marchandises de les enlever du lieu où ils se trouvent et 20 de les placer ailleurs à l'intérieur ou à l'extérieur de la zone.</p>	Obstruction du port
Detention and removal	<p>(2) If a person fails to remove a ship or goods as directed by an enforcement officer under subsection (1) or if no person appears to be in charge of the ship or goods, the officer may detain the ship or goods and remove them to a place that the officer considers suitable, and the costs of the detention and removal are recoverable in the same manner as fees payable under this Act.</p>	<p>(2) Si le destinataire de l'ordre visé au paragraphe (1) n'y obtempère pas ou si nul n'est apparemment responsable du navire ou 25 des marchandises, l'agent de l'autorité peut retenir le navire ou les marchandises et les placer à l'endroit qu'il juge convenable; les frais qui en résultent sont, quant à leur recouvrement, assimilés aux droits imposés 30 en vertu de la présente loi.</p>	Rétention et déplacement
Rights exercisable	<p><b>112.</b> The right of a port authority, the Minister or a person who has entered into an agreement under subsection 69(2) to detain a ship or seize goods under this Act is exercisable whether or not title to or possession of the ship or goods is, at the time of the exercise of the right, in the same person as the person who held the title or possession at the time when, in the opinion of the port authority, the Minister or the person, the amount owing first became due and payable.</p>	<p><b>112.</b> L'administration portuaire, le ministre et la personne qui a conclu une entente en vertu du paragraphe 69(2) peuvent exercer leurs droits de rétention de navires et de saisie 35 de marchandises indépendamment de tout changement dans la propriété ou la possession des navires ou des marchandises entre le moment où, selon eux, leur créance a pris naissance et celui où ils exercent les droits. 40</p>	Changement de propriétaire
Other remedies	<p><b>113.</b> Whether or not a port authority, the Minister or a person who has entered into an agreement under subsection 69(2) exercises the right to detain ships and seize goods under this Act, they may proceed against the owner of a ship or goods in any court of competent jurisdiction for the amount owing to them, or 45</p>	<p><b>113.</b> Qu'ils exercent ou non leurs droits de rétention de navires et de saisie de marchandises, l'administration portuaire, le ministre et la personne qui a conclu une entente en vertu du paragraphe 69(2) peuvent intenter une 45 action contre le propriétaire du navire ou des marchandises devant tout tribunal compétent</p>	Autres recours





for the balance of that amount in the event of the sale of the ship or goods, and may also exercise against the owner of the ship or goods any other right or remedy available at law.

pour recouvrer leur créance ou le solde de celle-ci s'il y a eu vente du navire ou des marchandises et exercer tout autre recours ouvert en droit contre lui.

*Offences and Punishment*

*Infractions et peines*

Offence

**114.** A person is guilty of an offence if the person

(a) fails to comply with any reasonable requirement of an enforcement officer in the course of carrying out duties and functions under this Act;

(b) knowingly makes a false or misleading statement, either orally or in writing, to an enforcement officer; or

(c) otherwise obstructs or hinders an enforcement officer.

5

10

15

**114.** Commet une infraction quiconque :

a) manque aux exigences ou aux directives valablement formulées par l'agent de l'autorité agissant dans l'exercice de ses fonctions;

b) fait sciemment à celui-ci, oralement ou par écrit, une déclaration fausse ou trompeuse;

c) gêne l'action de celui-ci.

5 Infractions

Offence and fine

**115.** (1) A person who contravenes a provision of this Act, other than section 95, or the regulations for which no penalty is otherwise provided under this Act or under regulations made under subsection 23(2) is guilty of an offence and liable to a fine of not more than \$5,000 in the case of an individual, and of not more than \$50,000 in the case of a corporation.

**115.** (1) La personne qui contrevient à une disposition de la présente loi, exception faite de l'article 95, ou d'un règlement d'application de la présente loi pour laquelle aucune autre peine n'est expressément prévue par la présente loi ou un règlement pris en vertu du paragraphe 23(2) est coupable d'une infraction et passible d'une amende maximale de 5 000 \$ dans le cas d'un particulier ou de 50 000 \$ dans le cas d'une personne morale.

Infraction et peine

Defence

(2) No person shall be found guilty of an offence under this Act if the person establishes that the person exercised due diligence to prevent its commission.

(2) Nul ne peut être déclaré coupable d'une infraction à la présente loi s'il établit qu'il a exercé toute la diligence convenable pour l'empêcher.

Disculpation

Code of conduct

(3) Notwithstanding subsection (1), a director or officer of a port authority is not guilty of an offence under this Act for non-compliance with the code of conduct set out in the letters patent of the port authority.

(3) Par dérogation au paragraphe (1), un administrateur ou un dirigeant d'une administration portuaire n'est pas coupable d'une infraction à la présente loi du seul fait qu'il ne se conforme pas au code de déontologie que comportent les lettres patentes de cette administration.

Code de déontologie

Separate offence

**116.** (1) When an offence under this Act is committed by a person on more than one day or is continued by a person for more than one day, it is deemed to be a separate offence for each day on which it is committed or continued.

**116.** (1) Il est compté une infraction distincte pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue l'infraction.

Infraction continue



Limitation period

(2) Proceedings in respect of an offence under this Act may be commenced at any time within, but not later than, one year after the time when the subject-matter of the proceedings arose.

(2) Les poursuites visant une infraction se prescrivent par un an à compter de sa perpétration.

Prescription

Order to comply

**116.1** (1) Where a person is guilty of an offence under Part I or the regulations made under subsection 23(2), a court in which proceedings in respect of the offence are taken may, in addition to any punishment it may impose, order the person to comply with those provisions for the contravention of which the person is convicted.

**116.1** (1) Le tribunal peut, en plus des peines prévues, ordonner à la personne déclarée coupable d'une infraction à une disposition de la partie I ou d'un règlement pris en vertu du paragraphe 23(2) de se conformer à la disposition à laquelle elle a contrevenu.

Ordonnance

Civil remedy not affected

(2) No civil remedy for an act or omission is suspended or affected by reason that the act or omission is an offence under Part I or the regulations made under subsection 23(2).

(2) Les recours civils ne sont ni éteints ni modifiés du fait d'une infraction à une disposition de la partie I ou d'un règlement pris en vertu du paragraphe 23(2).

Maintien des recours civils

## PART V

## PARTIE V

## HUMAN RESOURCES

## RESSOURCES HUMAINES

*Seaway**Voie maritime*

Successor rights

**117.** On the coming into force of an agreement entered into under subsection 69(2), sections 44 to 46 of the *Canada Labour Code* apply as if

**117.** À l'entrée en vigueur d'une entente conclue en vertu du paragraphe 69(2), les articles 44 à 46 du *Code canadien du travail* s'appliquent comme si :

Application du *Code canadien du travail*

(a) a sale of a business had taken place between the St. Lawrence Seaway Authority and the person who has entered into the agreement; and

a) une vente d'entreprise avait eu lieu entre l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent et la personne qui conclut l'entente;

(b) the employees designated under section 118 for the property or undertaking that is the subject of the agreement were employees of the business.

b) les employés désignés en vertu de l'article 118 à l'égard des biens ou entreprises visés par l'entente étaient des employés de l'entreprise.

Designation of employees

**118.** The Minister may designate any employee who performs duties or functions in respect of properties or undertakings that are the subject of an agreement entered into under subsection 69(2) as a designated employee for that property or undertaking.

**118.** Le ministre peut déterminer parmi les personnes affectées aux activités liées aux biens ou entreprises visés par une entente conclue en vertu du paragraphe 69(2) celles qui auront le statut d'employé désigné pour ces biens ou entreprises.

Employés désignés

*Local Port Corporations**Sociétés de port locales*

Successor rights

**119.** On the continuance of a local port corporation under section 10 as a port authority, sections 44 to 46 of the *Canada Labour Code* apply as if

**119.** En cas de prorogation d'une société portuaire locale sous la forme d'une administration portuaire en vertu de l'article 10, les articles 44 à 46 du *Code canadien du travail* s'appliquent comme si :

Obligations des sociétés remplaçantes

(a) a sale of a business had taken place between the local port corporation and the port authority; and

a) une vente d'entreprise avait eu lieu entre la société de port locale et l'administration portuaire;



(b) the employees of the local port corporation were employees of the business.

b) les employés de la société de port locale étaient des employés de l'entreprise.

*Harbour Commissions*

*Commissions portuaires*

Successor rights

**120.** Where, under section 8, letters patent of continuance as a port authority are issued to a harbour commission established under the *Harbour Commissions Act*, *The Hamilton Harbour Commissioners Act* or *The Toronto Harbour Commissioners' Act, 1911*, sections 44 to 46 of the *Canada Labour Code* apply as if

**120.** Lorsque, en vertu de l'article 8, des lettres patentes de prorogation sont délivrées à une commission portuaire constituée en vertu de la *Loi sur les commissions portuaires*, de la *Loi des commissaires du havre de Hamilton* ou de la *Loi de 1911 concernant les commissaires du havre de Toronto* lui conférant le statut d'administration portuaire, les articles 44 à 46 du *Code canadien du travail* s'appliquent comme si :

Obligation des sociétés remplaçantes

(a) a sale of a business had taken place between the harbour commission and the port authority; and

a) une vente d'entreprise avait eu lieu entre la commission portuaire et l'administration portuaire;

(b) the employees of the harbour commission were employees of the business.

b) les employés de la commission portuaire étaient des employés de l'entreprise.

15

15

*Non-corporate Ports of Canada Ports Corporation*

*Ports non autonomes de la Société canadienne des ports*

Designation by Minister

**121.** For the purposes of sections 122 to 124, the Minister may designate any employee of the Canada Ports Corporation who performs duties or functions in respect of a non-corporate port, within the meaning of the *Canada Ports Corporation Act*, as a designated employee for that port.

**121.** Pour l'application des articles 122 à 124, le ministre peut désigner parmi les personnes employées par la Société canadienne des ports et affectées aux activités liées à l'exploitation d'un port non autonome, au sens de la *Loi sur la Société canadienne des ports*, celles qui auront le statut d'employé désigné pour le port.

Désignation ministérielle

Successor rights

**122.** (1) Where, under section 10, letters patent as a port authority are issued to a non-corporate port, sections 44 to 46 of the *Canada Labour Code* apply as if

**122.** (1) Lorsque, en vertu de l'article 10, des lettres patentes sont délivrées à un port non autonome lui conférant le statut d'administration portuaire, les articles 44 à 46 du *Code canadien du travail* s'appliquent comme si :

Obligation des sociétés remplaçantes

(a) a sale of a business had taken place between the Canada Ports Corporation and the port authority; and

a) une vente d'entreprise avait eu lieu entre la Société canadienne des ports et l'administration portuaire;

(b) the employees designated under section 121 for that non-corporate port were employees of the business.

b) les employés désignés en vertu de l'article 121 pour ce port non autonome étaient des employés de l'entreprise.

30

35

Successor rights

(2) Notwithstanding any provision of the *Canada Labour Code* to the contrary, that Act applies after the date of the repeal of the *Canada Ports Corporation Act* in respect of the employment of the employees designated under section 121 in respect of non-corporate ports, other than non-corporate ports that are

(2) Par dérogation aux dispositions contraires du *Code canadien du travail*, cette loi s'applique à compter de l'abrogation de la *Loi sur la Société canadienne des ports* aux employés désignés en vertu de l'article 121 d'un port non autonome — exception faite d'un port non autonome qui devient une

Obligation des sociétés remplaçantes



continued as port authorities under section 10, and, for those purposes, sections 44 to 46 and 189 of the *Canada Labour Code* apply as if a sale of a business had taken place between the Canada Ports Corporation and the Minister on behalf of Her Majesty.

administration portuaire sous le régime de l'article 10 — et, pour l'application des articles 44 à 46 et 189 du *Code canadien du travail*, ce dernier s'applique comme si une vente d'entreprise avait eu lieu entre la Société canadienne des ports et le ministre au nom de Sa Majesté.

Deemed continuous

(3) The employment of the designated employees is deemed to be continuous.

(3) Les employés désignés sont réputés n'avoir pas cessé de travailler pour un seul employeur.

Présomption 10

Minister's powers

**123.** The Minister may, on behalf of Her Majesty, appoint any employees that the Minister considers appropriate for the operation of a non-corporate port, other than a non-corporate port continued as a port authority under section 10, and may, subject to any collective agreement in force, determine the terms and conditions of employment and remuneration, assign duties and functions and terminate employment in respect of those employees and of the employees whose employment is continued under section 122.

**123.** Le ministre peut, au nom de Sa Majesté, engager les employés qu'il juge utiles à l'exploitation d'un port non autonome — à l'exception d'un port non autonome qui devient une administration portuaire sous le régime de l'article 10 —, fixer, en conformité avec les modalités de la convention collective en vigueur, les conditions de travail de ces employés et des employés visés à l'article 122, notamment leur rémunération, déterminer leurs fonctions et mettre fin à leur emploi.

Pouvoirs conférés au ministre

Delegation

**124.** The Minister may delegate the powers and responsibilities of Her Majesty as employer under Part I of the *Canada Labour Code* to any person the Minister considers appropriate.

**124.** Le ministre peut déléguer à toute personne qu'il estime indiquée les pouvoirs et responsabilités qui lui incombent au titre de la partie I du *Code canadien du travail* à titre d'employeur au nom de Sa Majesté.

Délégation

Public Service Staff Relations Act

**125.** For greater certainty, the *Public Service Staff Relations Act* does not apply to designated employees of a non-corporate port that is continued as a port authority under section 10, or to employees appointed under section 123, after the date of the repeal of the *Canada Ports Corporation Act*.

**125.** Il est déclaré pour plus de certitude que la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique* ne s'applique pas aux employés désignés des ports non autonomes qui deviennent des administrations portuaires sous le régime de l'article 10 ni aux employés engagés en vertu de l'article 123 à compter de l'abrogation de la *Loi sur la Société canadienne des ports*.

Loi sur les relations de travail dans la fonction publique

PART VI

PARTIE VI

MISCELLANEOUS

DISPOSITIONS DIVERSES

Dissolution of Canada Ports Corporation

**126.** (1) On the repeal of the *Canada Ports Corporation Act*, the Canada Ports Corporation is dissolved and all its assets and obligations devolve to the Crown under the administration of the Minister.

**126.** (1) À l'abrogation de la *Loi sur la Société canadienne des ports*, tous les éléments d'actif de la Société sont remis à Sa Majesté du chef du Canada, le ministre étant chargé de leur gestion.

Conséquence de la dissolution de la Société canadienne des ports

Consequences for former directors

(2) The directors of the Canada Ports Corporation cease to hold office on the coming into force of section 168 and have no right to claim or receive any compensation,

(2) Les administrateurs de la Société canadienne des ports cessent d'exercer leur charge à l'entrée en vigueur de l'article 168 et n'ont pas droit de réclamer ou de recevoir une

Conséquences — administrateurs



damages, indemnity or other form of relief from Her Majesty in right of Canada or from any servant or agent of Her Majesty for ceasing to hold office by virtue of this section.

compensation, des dommages-intérêts, une indemnité ou toute autre forme de dédommagement de Sa Majesté du chef du Canada ou de ses préposés ou mandataires en raison de la cessation de leurs fonctions conformément au 5 présent article.

Consequences  
for officers

(3) Neither the Canada Ports Corporation nor Her Majesty in right of Canada is bound by any severance agreement entered into between the Corporation and any of its officers after December 1, 1995.

(3) Ni la Société canadienne des ports ni Sa Majesté du chef du Canada ne sont liées par l'entente de cessation d'emploi qui a pu être conclue entre la Société et un de ses dirigeants 10 après le 1<sup>er</sup> décembre 1995.

Conséquences —  
dirigeants

Agreements —  
Marine  
Atlantic Inc.

**127.** (1) The Minister may enter into 10 agreements with any person, including the government of a province, in respect of

**127.** (1) Le ministre peut conclure des ententes avec toute personne, notamment avec le gouvernement d'une province :

Ententes —  
Marine  
Atlantique  
S.C.C.

(a) ensuring the continuation of services in fulfilment of Canada's constitutional obligations;

a) pour garantir la fourniture de services en 15 exécution des obligations constitutionnelles du Canada;

(b) ensuring the continuation of services similar to those provided by Marine Atlantic Inc. before the transfer, sale or disposal, on the terms and conditions that the Minister considers appropriate, including by 20 making financial contributions or grants or any other financial assistance; and

b) pour garantir la fourniture de services semblables à ceux que Marine Atlantique S.C.C. fournissait avant le transfert, la 20 vente ou la cession, sous réserve des modalités que le ministre estime indiquées, notamment des subventions, des contributions ou toute autre forme d'aide financière;

(c) the assets of Marine Atlantic Inc. that are transferred, sold or otherwise disposed of under subsection (2). 25

c) concernant les éléments d'actif de Mari- 25 ne Atlantique S.C.C. qu'elle aura transférés, vendus ou cédés en vertu du paragraphe (2).

Disposition of  
assets

(2) Marine Atlantic Inc. is authorized to transfer, sell or otherwise dispose of all or substantially all of its assets used in any major business or activity of the corporation, including the shares of a subsidiary. 30

(2) La société Marine Atlantique S.C.C. est autorisée à transférer, à vendre ou, d'une façon 30 générale, à céder la totalité ou la quasi-totalité de ses éléments d'actif affectés à ses activités principales, notamment les actions de ses filiales.

Cession  
d'éléments  
d'actif

Regulations — The  
Jacques-  
Cartier and  
Champlain  
Bridges Inc.

**127.1** The Governor in Council may, by regulation, provide that any provision of the *St. Lawrence Seaway Authority Act* and the regulations made under that Act, including provisions imposing punishment, apply to The 35 Jacques Cartier and Champlain Bridges Inc., with any modifications that the Governor in Council considers appropriate.

**127.1** Le gouverneur en conseil peut, par 35 règlement, assujettir la société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. à l'application de toute disposition de la *Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent* ou de tout règlement pris en vertu de 40 celle-ci, y compris les dispositions pénales, compte tenu des adaptations qu'il estime nécessaires.

Règlements

Regulations — The  
Seaway  
International  
Bridge  
Corporation,  
Ltd.

**127.2** The Governor in Council may, by regulation, provide that any provision of the 40 *St. Lawrence Seaway Authority Act* and the regulations made under that Act, including provisions imposing punishment, apply to The

**127.2** Le gouverneur en conseil peut, par 40 règlement, assujettir la société La Corporation du Pont international de la voie maritime, Ltée. à l'application de toute disposition de la *Loi sur l'Administration de la voie maritime*

Règlements



Seaway International Bridge Corporation, Ltd., with any modifications that the Governor in Council considers appropriate.

du Saint-Laurent ou de tout règlement pris en vertu de celle-ci, y compris les dispositions pénales, compte tenu des adaptations qu'il estime nécessaires.

Ridley Terminals Inc.

**128.** The Minister is the appropriate minister for Ridley Terminals Inc. for the purposes of the *Financial Administration Act*.

**128.** Le ministre est, pour l'application de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le ministre responsable de la société appelée « Ridley Terminals Inc. ».

Ridley Terminals Inc.

Review of Act

**128.1** A review of the provisions and operation of this Act shall be completed by the Minister during the fifth year after this Act is assented to. The Minister shall cause a report of the results of the review to be laid before each House of Parliament on any of the first fifteen days on which that House is sitting after the report is completed.

**128.1** Au cours de la cinquième année suivant la date de sanction de la présente loi, le ministre effectue un examen de ses dispositions et de son application et fait déposer devant chacune des chambres du Parlement un rapport d'examen dans les quinze jours de séance de celle-ci suivant l'établissement du 15 rapport.

Rapport d'examen

PART VII

PARTIE VII

AMENDMENTS TO THE PILOTAGE ACT

MODIFICATIONS DE LA LOI SUR LE PILOTAGE

R.S., c. P-14; R.S., c. 31 (1st Suppl.), c. 1 (2nd Suppl.), c. 28 (3rd Suppl.), c. 1 (4th Suppl.); 1996, c. 10

L.R., ch. P-14; L.R., ch. 31 (1<sup>er</sup> suppl.), ch. 1 (2<sup>e</sup> suppl.), ch. 28 (3<sup>e</sup> suppl.), ch. 1 (4<sup>e</sup> suppl.); 1996, ch. 10

R.S., c. 1 (4th Suppl.), s. 44 (Sch. II, item 19 (A))

**129. (1) Subsection 3(2) of the *Pilotage Act* is replaced by the following:**

**129. (1) Le paragraphe 3(2) de la *Loi sur le pilotage* est remplacé par ce qui suit :**

L.R., ch. 1 (4<sup>e</sup> suppl.), art. 44, ann. II, art. 19 (A)

Appointment of Chairman of Authority

(2) On the recommendation of the Minister and after consultation with members of the Authority and with the users of its services, the Governor in Council may appoint the Chairman of an Authority to hold office during pleasure for the term that the Governor in Council considers appropriate.

(2) Après avoir consulté les membres de l'Administration et les utilisateurs de ses services, le gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre, nomme à titre amovible le président du conseil pour le mandat qu'il estime indiqué.

Président du conseil

**(2) Section 3 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):**

**(2) L'article 3 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :**

Full- or part-time

(3.1) The Chairman and the Vice-Chairman may be appointed to serve full-time or part-time.

(3.1) Le président et le vice-président du conseil exercent leurs fonctions à temps partiel ou à temps plein.

Temps partiel ou temps plein

**130. Sections 5 to 8 of the Act are replaced by the following:**

**130. Les articles 5 à 8 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :**

Great Lakes Pilotage Authority, Ltd.

**5.** The name "Great Lakes Pilotage Authority, Ltd." is changed to "Great Lakes Pilotage Authority" and the Authority is deemed to have been established under subsection 3(1).

**5.** La société appelée « Administration de pilotage des Grands Lacs, Limitée » devient l'« Administration de pilotage des Grands Lacs » et est réputée avoir été constituée en vertu du paragraphe 3(1).

Administration de pilotage des Grands Lacs, Limitée

**131. Subsection 13(1) of the Act is replaced by the following:**

**131. Le paragraphe 13(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**



Chairman	<p><b>13.</b> (1) Where the Chairman of an Authority serves full-time, the Chairman has the direction and control of the business of the Authority and may exercise such powers as may be conferred on the Chairman by by-law of the Authority.</p>	<p><b>13.</b> (1) Le président d'une Administration, s'il exerce ses fonctions à temps plein, en assure la direction et a pleine autorité sur ses activités et peut exercer les pouvoirs qui peuvent lui être conférés par règlement administratif.</p>	Président
Part-time	<p>(1.1) Where the Chairman of an Authority serves part-time, the board appoints a chief executive officer who has the direction and control of the business of the Authority and who may exercise such powers as may be conferred on the chief executive officer by by-law of the Authority.</p>	<p>(1.1) Si le président d'une Administration exerce ses fonctions à temps partiel, le conseil choisit un premier dirigeant qui assure la direction de l'Administration et a pleine autorité sur ses activités et peut exercer les pouvoirs qui peuvent lui être conférés par règlement administratif.</p>	Temps partiel
Renewal of contract	<p><b>131.1 The Act is amended by adding the following after section 15:</b></p> <p><b>15.1</b> (1) Where a contract for services referred to in subsection 15(2) does not provide a mechanism for the resolution of disputes in the contract renewal process, fifty days before the contract expires, the parties to the contract shall jointly choose a mediator and an arbitrator and shall refer to the mediator all issues related to the renewal of the contract that remain unresolved.</p>	<p><b>131.1 La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 15, de ce qui suit :</b></p> <p><b>15.1</b> (1) Cinquante jours avant l'expiration d'un contrat de louage de services mentionné au paragraphe 15(2) qui ne comporte aucune disposition sur le règlement des différends à survenir au cours des négociations en vue de son renouvellement, les parties au contrat sont tenues de choisir d'un commun accord un médiateur et un arbitre, et de soumettre au médiateur toutes les questions liées au renouvellement du contrat qui demeurent en litige.</p>	Renouvellement du contrat
No agreement	<p>(2) Where the parties cannot agree on an arbitrator or where the arbitrator chosen by the parties is unavailable, the Minister shall choose an arbitrator.</p>	<p>(2) Si les parties ne peuvent s'entendre sur le choix d'un arbitre ou si l'arbitre qu'elles ont choisi n'est pas disponible, le ministre en désigne un lui-même.</p>	Absence d'accord
Mediation	<p>(3) The mediator has thirty days in which to bring the parties to agreement on the outstanding issues, at the end of which time the parties to the contract shall refer all of the remaining outstanding issues to the arbitrator.</p>	<p>(3) Le médiateur dispose d'un délai de trente jours pour amener les parties à s'entendre sur les questions qui lui ont été soumises; une fois ce délai expiré, les parties au contrat soumettent les questions qui demeurent en litige à l'arbitre.</p>	Médiation
Final offers	<p><b>15.2</b> (1) The parties to the contract shall each submit a final offer in respect of the outstanding issues to each other and to the arbitrator within five days after the date on which those issues are referred to the arbitrator.</p>	<p><b>15.2</b> (1) Chaque partie au contrat est tenue de faire parvenir à l'arbitre — ainsi qu'à la partie adverse — sa dernière offre sur toutes les questions qui demeurent en litige, dans les cinq jours suivant la date à laquelle il en est saisi.</p>	Dernières offres
Decision of arbitrator	<p>(2) Within fifteen days, the arbitrator shall choose one or other of the final offers.</p>	<p>(2) L'arbitre dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle elles lui sont soumises pour choisir l'une ou l'autre des dernières offres.</p>	Décision de l'arbitre



Effect of decision

(3) The final offer chosen by the arbitrator becomes part of the new contract for services and the new contract becomes effective on the day after the former contract expires.

(3) La dernière offre choisie par l'arbitre est incorporée au contrat de louage de services renouvelé, lequel prend effet à la date d'expiration du contrat précédent.

Conséquence de la décision

Continuation of services

**15.3** A body corporate with which an Authority has contracted for services under subsection 15(2) and the members and shareholders of the body corporate are prohibited from refusing to provide pilotage services while a contract for services is in effect or 10 being negotiated.

**15.3** Il est interdit à la personne morale qui a conclu un contrat de louage de services en vertu du paragraphe 15(2) de même qu'à ses membres ou actionnaires de refuser de fournir des services de pilotage pendant la durée de validité d'un contrat ou au cours des négociations en vue du renouvellement d'un contrat.

Maintien des activités

**132. Subsection 33(3) of the Act is replaced by the following:**

**132. Le paragraphe 33(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(3) The tariffs of pilotage charges prescribed by an Authority under subsection (1) 15 shall be fixed at a level that permits the Authority to operate on a self-sustaining financial basis and shall be fair and reasonable.

(3) Les tarifs des droits de pilotage fixés par une Administration en application du paragraphe (1) doivent lui permettre le financement autonome de ses opérations et être équitables et raisonnables.

Qualités essentielles

R.S., c. 28 (3rd Supp.), s. 359 (Sch., s. 9)

**133. Subsection 34(1) of the Act is replaced by the following:**

**133. (1) Le paragraphe 34(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

L.R., ch. 28 (3<sup>e</sup> suppl.), art. 359, ann., art. 9

Publication

**34. (1)** An Authority shall publish in the *Canada Gazette* a copy of each tariff of pilotage charges that it proposes to prescribe pursuant to section 33, and no tariff shall come 25 into force before the expiration of thirty days after that publication.

**34. (1)** Une Administration doit publier dans la *Gazette du Canada* ses projets de règlements visés à l'article 33 sur les tarifs des droits de pilotage et ces règlements ne peuvent entrer en vigueur avant l'expiration d'un délai de trente jours à partir de la date de publication.

Publication des projets de tarifs

R.S., c. 28 (3rd Supp.), s. 359 (Sch., s. 9)

**134. Section 35 of the Act is replaced by the following:**

**134. L'article 35 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

L.R., ch. 28 (3<sup>e</sup> suppl.), art. 359, ann., art. 9

Recommendation of Agency

**35. (1)** The Canadian Transportation Agency shall, after making the investigation, including the holding of public hearings, if any, and before the expiration of the period mentioned in subsection (2) or prescribed under subsection (3), make a recommendation 35 to the Authority and the Authority shall govern itself accordingly.

**35. (1)** À l'issue de l'enquête et, le cas échéant, des audiences, et avant l'expiration du délai prévu par le paragraphe (2) ou fixé en vertu du paragraphe (3), l'Office des transports du Canada doit faire à ce sujet une recommandation à l'Administration, qui est 35 obligée d'en tenir compte.

Recommandation de l'Office

Time for making decisions

(2) The Agency shall make its recommendation in respect of a proposed charge set out in a notice of objection filed under subsection 34(2) as expeditiously as possible, but no later than one hundred and twenty days after receiving the objection, unless a regulation made under subsection (3) provides otherwise or the parties agree to an extension. 40

(2) Sauf indication contraire d'un règlement pris en vertu du paragraphe (3) ou accord entre les parties sur une prolongation du délai, l'Office fait une recommandation relative-40 ment au projet de droit visé par l'opposition déposée en vertu du paragraphe 34(2) avec toute la diligence possible dans les cent vingt 45 jours suivant réception de celle-ci.

Délai





Period for specified classes

(3) The Governor in Council may, by regulation, prescribe periods of less than one hundred and twenty days within which the Agency shall make its recommendation in respect of proposed charges set out in notices of objection. 5

(3) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, imposer à l'Office un délai inférieur à cent vingt jours pour faire une recommandation.

Délai plus court

Obligation to reimburse

(4) Where the Agency recommends a charge that is lower than that prescribed by the Authority, the Authority shall reimburse to any person who has paid the prescribed charge the difference between it and the recommended charge, with interest at the rate quoted by banks to the most credit-worthy borrowers for prime business loans, as determined by the Bank of Canada for the day on which the Agency recommends the lower charge. 15

(4) Si l'Office recommande un droit de pilotage inférieur à celui que l'Administration a fixé, l'Administration est tenue de rembourser aux personnes qui ont payé le droit fixé la différence entre ce droit et celui qu'a recommandé l'Office, le remboursement étant accompagné des intérêts au taux le plus bas auquel les banques accordent des prêts commerciaux à risque minimum aux emprunteurs jouissant du meilleur crédit et qui est fixé par la Banque du Canada pour le jour au cours duquel l'Office recommande un droit de pilotage inférieur. 15

Obligation de rembourser

Subsection 34(1) does not apply

(5) The publication requirements of subsection 34(1) do not apply in respect of pilotage charges fixed pursuant to a recommendation of the Agency. 20

(5) Les droits fixés en exécution d'une recommandation de l'Office n'ont pas à être publiés sous forme de projet en conformité avec le paragraphe 34(1). 20

Non-application du paragraphe 34(1)

Copy submitted to Minister

(6) The Agency shall submit a copy of its recommendation to the Minister immediately after it is made.

(6) L'Office fournit une copie de la recommandation au ministre immédiatement après l'avoir faite.

Copie fournie au ministre

Governor in Council may vary or rescind

(7) Section 40 of the *Canada Transportation Act* applies, with such modifications as the circumstances require, in respect of every recommendation of the Agency under subsection (1) as if the recommendation were a decision made pursuant to that Act. 25

(7) L'article 40 de la *Loi sur les transports au Canada* s'applique, avec les adaptations nécessaires, aux recommandations de l'Office visées au paragraphe (1), comme s'il s'agissait d'une décision rendue en application de cette loi. 30

Pouvoir de modification ou d'annulation du gouverneur en conseil

**135. The Act is amended by adding the following before section 36:** 30

**135. La même loi est modifiée par adjonction, avant l'article 36, de ce qui suit :** 40

No appropriation

**36.01** No payment to an Authority may be made under an appropriation by Parliament to enable the Authority to discharge an obligation or liability. This section applies notwithstanding any authority given under any other Act, other than an authority given under the *Emergencies Act* or any other Act in respect of emergencies. 35

**36.01** Par dérogation à toute autre autorisation prévue par un texte de loi, à l'exception de la *Loi sur les mesures d'urgence* ou de toute autre loi en matière de situations d'urgence, il ne peut être accordé à une Administration aucune somme par voie de crédit affecté par le Parlement pour lui permettre d'exécuter ses obligations. 40

Interdiction de crédits

**136. Section 36 of the Act is replaced by the following:** 40

**136. L'article 36 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**



Borrowing

**36.** An Authority may, for the purpose of defraying its expenses, borrow money in Canada or elsewhere in an amount not more than the maximum fixed for the Authority by the Governor in Council.

**136.1 Paragraph 48(a) of the Act is replaced by the following:**

(a) any provision of this Act, other than section 15.3,

**136.2 The Act is amended by adding the following after section 48:**

**48.1** A person who contravenes section 15.3 is guilty of an offence and liable to a fine of not more than \$10,000 for each day on which the offence is committed or continued.

**136.3 Section 49 of the Act is replaced by the following:**

**49.** All fines collected pursuant to this Act, other than section 48.1, shall be paid to the Authority concerned.

**137. The Act is amended by adding the following after section 52:**

REPORT TO PARLIAMENT

**53.** (1) The Minister shall, in consultation with each Authority, its users and other persons affected, before December 31, 1997, review the pilot certification process for masters and officers, training and licensing requirements for pilots, compulsory pilotage area designations, dispute resolution mechanisms and the measures taken in respect of financial self-sufficiency and cost reduction, and prepare a report of the findings.

(2) The Minister shall have a copy of each report laid before each House of Parliament on any of the first thirty days on which that House is sitting after the Minister prepares it.

Contra-  
ventionTo whom  
fines paidReview and  
report by  
AuthoritiesTabling of  
report

**36.** Pour pouvoir acquitter ses frais, une Administration peut contracter des emprunts au Canada ou ailleurs jusqu'à concurrence d'un plafond fixé pour cette Administration par le gouverneur en conseil.

**136.1 L'alinéa 48a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

a) à une disposition de la présente loi autre que l'article 48.1;

**136.2 La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 48, de ce qui suit :**

**48.1** La personne qui contrevient à l'article 15.3 est coupable d'une infraction et passible d'une amende maximale de 10 000 \$ par jour au cours duquel se commet ou se poursuit l'infraction.

**136.3 L'article 49 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**49.** À l'exception des amendes infligées pour infraction à l'article 48.1, les amendes perçues en application de la présente loi sont versées à l'Administration intéressée.

**137. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 52, de ce qui suit :**

RAPPORT AU PARLEMENT

**53.** (1) Le ministre, après avoir consulté chaque Administration, ses utilisateurs ainsi que toutes les personnes qui sont touchées par son fonctionnement, est tenu de revoir les conditions à remplir pour que les capitaines et officiers puissent devenir titulaires d'un certificat de pilotage, la formation des pilotes, les normes de compétence fixées à leur égard, l'attribution des licences de pilotes, les zones de pilotage obligatoire, les mécanismes de règlement des différends et les mesures prises en matière d'autonomie financière et de réduction des coûts et d'établir un rapport de ses conclusions, au plus tard le 31 décembre 1997.

(2) Dans les trente jours de séance de chaque chambre du Parlement suivant l'établissement du rapport, le ministre le fait déposer devant elle.

Pouvoir  
d'empruntContra-  
ventionVersement  
des amendesÉtudes et  
rapport des  
Administra-  
tionsDépôt au  
Parlement



**138. The Act is amended by replacing the name “Great Lakes Pilotage Authority, Ltd.” with the name “Great Lakes Pilotage Authority” in the following provisions:**

- (a) subsections 46(1) and (2); and
- (b) the schedule.

## PART VIII

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS,  
REPEALS, CONDITIONAL  
AMENDMENT AND COMING INTO  
FORCE

*Consequential Amendments*

## Access to Information Act

**139. Schedule I to the *Access to Information Act* is amended by striking out the following under the heading “*Other Government Institutions*”:**

Canada Ports Corporation

*Société canadienne des ports*

Great Lakes Pilotage Authority, Ltd.

*Administration de pilotage des Grands Lacs, Limitée*

**140. Schedule I to the Act is amended by striking out the following under the heading “*Other Government Institutions*”:**

The St. Lawrence Seaway Authority

*Administration de la voie maritime du Saint-Laurent*

**141. Schedule I to the Act is amended by adding the following in alphabetical order under the heading “*Other Government Institutions*”:**

Great Lakes Pilotage Authority

*Administration de pilotage des Grands Lacs*

**141.1 Schedule I to the Act is amended by adding the following in alphabetical order under the heading “*Other Government Institutions*”:**

Fraser River Port Authority

*Administration portuaire du fleuve Fraser*

**138. Le nom « *Administration de pilotage des Grands Lacs, Limitée* » est remplacé par « *Administration de pilotage des Grands Lacs* » dans les dispositions suivantes de la présente loi :**

- a) les paragraphes 46(1) et (2);
- b) l'annexe.

## PARTIE VIII

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES,  
ABROGATIONS, MODIFICATION  
CONDITIONNELLE ET ENTRÉE EN  
VIGUEUR

*Modifications corrélatives*

## Loi sur l'accès à l'information

**139. L'annexe I de la *Loi sur l'accès à l'information* est modifiée par suppression, sous l'intertitre « *Autres institutions fédérales* », de ce qui suit :**

Administration de pilotage des Grands Lacs, Limitée

*Great Lakes Pilotage Authority, Ltd.*

Société canadienne des ports

15 *Canada Ports Corporation*

**140. L'annexe I de la même loi est modifiée par suppression, sous l'intertitre « *Autres institutions fédérales* », de ce qui suit :**

Administration de la voie maritime du Saint-Laurent

*The St. Lawrence Seaway Authority*

**141. L'annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « *Autres institutions fédérales* », de ce qui suit :**

Administration de pilotage des Grands Lacs

*Great Lakes Pilotage Authority*

**141.1 L'annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « *Autres institutions fédérales* », de ce qui suit :**

Administration portuaire de Halifax

*Halifax Port Authority*



Halifax Port Authority <i>Administration portuaire de Halifax</i>		Administration portuaire de Montréal <i>Montreal Port Authority</i>	
Montreal Port Authority <i>Administration portuaire de Montréal</i>		Administration portuaire de Nanaïmo <i>Nanaimo Port Authority</i>	
Nanaimo Port Authority <i>Administration portuaire de Nanaïmo</i>	5	Administration portuaire de Port-Alberni <i>Port Alberni Port Authority</i>	5
Port Alberni Port Authority <i>Administration portuaire de Port-Alberni</i>		Administration portuaire de Prince-Rupert <i>Prince Rupert Port Authority</i>	
Prince Rupert Port Authority <i>Administration portuaire de Prince-Rupert</i>	10	Administration portuaire de Québec <i>Quebec Port Authority</i>	10
Quebec Port Authority <i>Administration portuaire de Québec</i>		Administration portuaire de Saint-Jean <i>Saint John Port Authority</i>	
Saguenay Port Authority <i>Administration portuaire du Saguenay</i>		Administration portuaire de Sept-Îles <i>Sept-Îles Port Authority</i>	
Saint John Port Authority <i>Administration portuaire de Saint-Jean</i>	15	Administration portuaire de St. John's <i>St. John's Port Authority</i>	15
Sept-Îles Port Authority <i>Administration portuaire de Sept-Îles</i>		Administration portuaire de Thunder Bay <i>Thunder Bay Port Authority</i>	
St. Johns Port Authority <i>Administration portuaire de St. Johns</i>	20	Administration portuaire de Toronto <i>Toronto Port Authority</i>	20
Port Alberni Port Authority <i>Administration portuaire de Port-Alberni</i>		Administration portuaire de Prince-Rupert <i>Prince Rupert Port Authority</i>	
Prince Rupert Port Authority <i>Administration portuaire de Prince-Rupert</i>		Administration portuaire de Québec <i>Quebec Port Authority</i>	
Quebec Port Authority <i>Administration portuaire de Québec</i>	25	Administration portuaire de Saint-Jean <i>Saint John Port Authority</i>	25
Saguenay Port Authority <i>Administration portuaire du Saguenay</i>		Administration portuaire de Sept-Îles <i>Sept-Îles Port Authority</i>	
Saint John Port Authority <i>Administration portuaire de Saint-Jean</i>	30	Administration portuaire de St. John's <i>St. John's Port Authority</i>	30
Sept-Îles Port Authority <i>Administration portuaire de Sept-Îles</i>		Administration portuaire de Thunder Bay <i>Thunder Bay Port Authority</i>	
St. John's Port Authority <i>Administration portuaire de St. John's</i>		Administration portuaire de Toronto <i>Toronto Port Authority</i>	
Thunder Bay Port Authority <i>Administration portuaire de Thunder Bay</i>	35	Administration portuaire de Trois-Rivières <i>Trois-Rivières Port Authority</i>	35
Toronto Port of Authority <i>Administration portuaire de Toronto</i>		Administration portuaire de Vancouver <i>Vancouver Port Authority</i>	



Trois-Rivières Port Authority <i>Administration portuaire de Trois-Rivières</i>	Administration portuaire de Windsor <i>Windsor Port Authority</i>	
Vancouver Port Authority <i>Administration portuaire de Vancouver</i>	Administration portuaire du fleuve Fraser <i>Fraser River Port Authority</i>	
Windsor Port Authority <i>Administration portuaire de Windsor</i>	5 Administration portuaire du Saguenay <i>Saguenay Port Authority</i>	5

1996, c. 10

Canada Transportation Act

Loi sur les transports au Canada

1996, ch. 10

**142. Subsection 50(3) of the *Canada Transportation Act* is replaced by the following:**

**142. Le paragraphe 50(3) de la *Loi sur les transports au Canada* est remplacé par ce qui suit :**

Restriction

(3) No regulation made under subsection 10(1) shall require or have the effect of requiring any person to provide the Minister with a contract referred to in subsection 68(1) or a contract entered into under subsection 126(1) or under section 44 of the *Canada Marine Act*.

(3) Le règlement pris en vertu du paragraphe (1) ne peut exiger ou avoir pour effet d'exiger d'une personne qu'elle fournisse au ministre un contrat confidentiel visé au paragraphe 68(1), conclu en application du paragraphe 126(1) ou visé à l'article 44 de la *Loi 15 maritime du Canada*.

Restriction

1992, c. 37

Canadian Environmental Assessment Act

Loi canadienne sur l'évaluation  
environnementale

1992, ch. 37

**143. (1) The portion of the definition "federal authority" in subsection 2(1) of the *Canadian Environmental Assessment Act* after paragraph (d) is replaced by the following:**

**143. (1) Le passage suivant l'alinéa d) de la définition de « autorité fédérale », au paragraphe 2(1) de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*, est remplacé par ce qui suit :**

but does not include the Commissioner in Council or an agency or body of the Yukon Territory or the Northwest Territories, a council of the band within the meaning of the *Indian Act*, The Hamilton Harbour Commissioners constituted pursuant to *The Hamilton Harbour Commissioners' Act*, The Toronto Harbour Commissioners constituted pursuant to *The Toronto Harbour Commissioners' Act, 1911*, a harbour commission established pursuant to the *Harbour Commissions Act*, a Crown corporation within the meaning of the *Financial Administration Act*, a not-for-profit corporation that enters into an agreement under subsection 69(2) of the *Canada Marine Act* or a port authority established under that Act;

Sont exclus le commissaire en conseil du territoire du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest et tous les organismes de ces territoires, tout conseil de bande au sens 25 donné à « conseil de la bande » dans la *Loi sur les Indiens*, les commissions portuaires constituées par la *Loi sur les commissions portuaires*, les commissaires nommés en vertu de la *Loi des 30 commissaires du havre de Hamilton* et de la *Loi de 1911 concernant les commissaires du havre de Toronto*, les sociétés d'État au sens de la *Loi sur la gestion des 35 finances publiques*, la société sans but lucratif qui a conclu une entente en vertu du paragraphe 69(2) de la *Loi maritime du Canada* et les administrations portuaires constituées sous le régime de cette loi.

**(2) Paragraph (a) of the definition "federal lands" in subsection 2(1) of the Act is replaced by the following:**

**(2) L'alinéa a) de la définition de « territoire domanial », à l'article 2 de la même loi, est remplacé par ce qui suit :**



(a) lands that belong to Her Majesty in right of Canada, or that Her Majesty in right of Canada has the power to dispose of, and all waters on and airspace above those lands, other than lands the administration and control of which have been transferred by the Governor in Council to the Commissioner of the Yukon Territory or the Northwest Territories and lands the management of which has been granted to a port authority under the *Canada Marine Act* or a not-for-profit corporation that has entered into an agreement under subsection 69(2) of that Act,

a) Les terres qui appartiennent à Sa Majesté du chef du Canada ou qu'elle a le pouvoir d'aliéner, ainsi que leurs eaux et leur espace aérien, à l'exception des terres sur lesquelles le commissaire du Yukon ou celui des Territoires du Nord-Ouest a pleine autorité par décision du gouverneur en conseil et de celles dont la gestion est confiée à une administration portuaire sous le régime de la *Loi maritime du Canada* ou à une société sans but lucratif qui a conclu une entente en vertu du paragraphe 69(2) de cette loi;

**144. Section 9 of the Act is replaced by the following:**

**9.** Before the Hamilton Harbour Commissioners constituted pursuant to *The Hamilton Harbour Commissioners' Act*, The Toronto Harbour Commissioners constituted pursuant to *The Toronto Harbour Commissioners' Act, 1911*, any harbour commission established pursuant to the *Harbour Commissions Act*, a not-for-profit corporation that enters into an agreement under subsection 69(2) of the *Canada Marine Act* or a port authority established under that Act exercises a power or performs a duty or function referred to in paragraph 5(1)(a), (b) or (c) in relation to a project, it shall ensure that an assessment of the environmental effects of the project is conducted in accordance with any regulations made for that purpose under paragraph 59(k) as early as is practicable in the planning stages of the project and before irrevocable decisions are made.

**144.1 Paragraph 59(k) of the Act is replaced by the following:**

(k) respecting the manner of conducting assessments of the environmental effects of, and follow-up programs for, projects for which The Hamilton Harbour Commissioners constituted pursuant to *The Hamilton Harbour Commissioners' Act*, The Toronto Harbour Commissioners constituted pursuant to *The Toronto Harbour Commissioners' Act, 1911*, any harbour commission established pursuant to the *Harbour Commissions Act*, a not-for-profit corporation

**144. L'article 9 de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

**9.** Les commissaires nommés en vertu de la *Loi des commissaires du havre de Hamilton* et de la *Loi de 1911 concernant les commissaires du havre de Toronto*, les commissions portuaires constituées par la *Loi sur les commissions portuaires*, la société sans but lucratif qui a conclu une entente en vertu du paragraphe 69(2) de la *Loi maritime du Canada* et les administrations portuaires constituées sous le régime de cette loi, avant d'exercer une attribution visée aux alinéas 5(1)(a), (b) ou (c) à l'égard d'un projet, veillent à ce que soit effectuée, le plus tôt possible au stade de la planification de celui-ci, avant la prise d'une décision irrévocable, une évaluation des effets environnementaux du projet conformément aux règlements pris aux termes de l'alinéa 59k).

**144.1 L'alinéa 59k) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

k) régir les modalités d'évaluation des effets environnementaux et celles des programmes de suivi des projets à l'égard desquels les commissaires nommés en vertu de la *Loi des commissaires du havre de Hamilton* et de la *Loi de 1911 concernant les commissaires du havre de Toronto*, les commissions portuaires constituées par la *Loi sur les commissions portuaires*, la société sans but lucratif qui a conclu une entente en vertu du paragraphe 69(2) de la

Assessments by harbour commissions and port authorities

Commissions portuaires et administrations portuaires

1993, c. 34, s. 40(2)(F)

1993, ch. 34, par. 40(2)(F)



that enters into an agreement under subsection 69(2) of the *Canada Marine Act* or a port authority established under that Act, exercises a power or performs a duty or function referred to in paragraph 5(1)(a), (b) or (c), respecting any action to be taken in respect of those projects during the environmental assessment process and, for those purposes, respecting the application of the laws from time to time in force in any province;

*Loi maritime du Canada* et les administrations portuaires constituées sous le régime de cette loi exercent une attribution visée aux alinéas 5(1)a), b) ou c), régir toute mesure qui doit être prise à l'égard de ces projets au cours du processus d'évaluation environnementale et, à ces fins, régir l'application des lois d'une province en vigueur au moment de l'évaluation;

1989, c. 3

Canadian Transportation Accident Investigation and Safety Board Act

Loi sur le Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports

1989, ch. 3

**145. Paragraphs 29(1)(c) and (d) of the *Canadian Transportation Accident Investigation and Safety Board Act* are replaced by the following:**

**145. Les alinéas 29(1)c) et d) de la *Loi sur le Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports* sont remplacés par ce qui suit :**

(c) any type of communications respecting marine traffic regulation or related matters that take place between any of the following persons, namely, marine traffic regulators, persons designated under subsection 49(1) or section 65, 87 or 94 of the *Canada Marine Act*, ship crew members (including masters, officers, pilots and ice advisers), and staff of Coast Guard radio stations, rescue coordination centres and subcentres and harbour master offices; or

c) relative au contrôle du trafic maritime ou aux questions connexes, entre les régulateurs du trafic maritime, les personnes désignées en vertu du paragraphe 49(1) ou des articles 65, 87 ou 94 de la *Loi maritime du Canada*, les équipages — y compris les capitaines, officiers, pilotes et conseillers glaciologues — ou le personnel des stations radio de la garde côtière, des centres et sous-centres de coordination du sauvetage ou des bureaux de capitaine de port;

(d) any type of communications respecting maritime distress, maritime safety or related matters

d) relative à la détresse ou à la sécurité en mer ou aux questions connexes, entre soit les opérateurs de station radio de la garde côtière, les personnes désignées en vertu du paragraphe 49(1) ou des articles 65, 87 ou 94 de la *Loi maritime du Canada*, les équipages — y compris les capitaines, officiers, pilotes et conseillers glaciologues — ou le personnel des centres de services de trafic maritime, des centres et sous-centres de coordination du sauvetage ou des bureaux de capitaine de port ou d'agent maritime, soit une personne sur la côte et un navire par l'intermédiaire d'une station radio de la garde côtière.

(i) that take place between any of the following persons, namely, Coast Guard radio station operators, ship crew members (including masters, officers, pilots and ice advisers), and staff of vessel traffic services centres, persons designated under subsection 49(1) or section 65, 87 or 94 of the *Canada Marine Act*, rescue coordination centres and subcentres, harbour master offices and ship agents' offices, or

(ii) that take place between any person on shore and a ship via a Coast Guard radio station.



R.S., c. F-8;  
1995, c. 17,  
s. 45(1)

Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act

Loi sur les arrangements fiscaux entre le  
gouvernement fédéral et les provinces

L.R., ch. F-8;  
1995, ch.17,  
par. 45(1)

**145.1 Section 31 of the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act* is amended by adding the following after subsection (2.1):**

**145.1 L'article 31 de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces* est modifié par adjonction, après le paragraphe (2.1), de ce qui suit :**

5

Amendments  
to Schedule I

(2.2) The Governor in Council may, by order, amend Schedule I

(2.2) Le gouverneur en conseil peut, par 5 décret, modifier l'annexe I :

Modification  
à l'ann. I

(a) by adding thereto the name of any port authority established under the *Canada Marine Act*; or

a) soit en y ajoutant le nom d'une adminis-  
tration portuaire constituée au titre de la *Loi  
maritime du Canada*;

10

(b) by deleting therefrom the name of any port authority.

10

b) soit en en retranchant le nom d'une  
administration portuaire.

**146. Schedule I to the Act is amended by striking out the following:**

**146. L'annexe I de la même loi est  
modifiée par suppression de ce qui suit :**

Canada Ports Corporation

Société canadienne des ports

15

*Société canadienne des ports*

*Canada Ports Corporation*

Halifax Port Corporation

15 Société de port de Halifax

*Société de port de Halifax*

*Halifax Port Corporation*

Montreal Port Corporation

Société de port de Prince Rupert

*Société du port de Montréal*

*Prince Rupert Port Corporation*

20

Port of Quebec Corporation

Société de port de Québec

Société de port de Québec

20

*Port of Quebec Corporation*

Prince Rupert Port Corporation

Société du port de Montréal

*Société de port de Prince Rupert*

*Montreal Port Corporation*

Vancouver Port Corporation

Société du port de Vancouver

25

*Société du port de Vancouver*

*Vancouver Port Corporation*

**147. Schedule I to the Act is amended by striking out the following:**

**147. L'annexe I de la même loi est  
modifiée par suppression de ce qui suit :**

Great Lakes Pilotage Authority, Ltd.

Administration de pilotage des Grands Lacs,  
Limitée

30

*Administration de pilotage des Grands  
Lacs, Limitée*

*Great Lakes Pilotage Authority, Ltd.*

**147.1 Schedule I to the Act is amended by striking out the following:**

**147.1 L'annexe I de la même loi est  
modifiée par suppression de ce qui suit :**

The St. Lawrence Seaway Authority

Administration de la voie maritime du Saint-  
Laurent

35

*Administration de la voie maritime du  
Saint-Laurent*

*The St. Lawrence Seaway Authority*



**148. Schedule I to the Act is amended by adding the following in alphabetical order:**

Great Lakes Pilotage Authority

*Administration de pilotage des Grands Lacs*

Financial Administration Act

**149. Paragraph 89.1(3)(b) of the *Financial Administration Act* is replaced by the following:**

(b) a direction given under subsection 5(2) of the *Canada Mortgage and Housing Corporation Act*, subsection 9(2) of the *Canadian Commercial Corporation Act*, subsection 11(1) of the *Canadian Dairy Commission Act* or subsection 34(3) of the *Enterprise Cape Breton Corporation Act*; or

**150. Part I of Schedule III to the Act is amended by striking out the following:**

Great Lakes Pilotage Authority, Ltd.

*Administration de pilotage des Grands Lacs, Limitée***151. Part I of Schedule III to the Act is amended by striking out the following:**

The St. Lawrence Seaway Authority

*Administration de la voie maritime du Saint-Laurent***152. Part I of Schedule III to the Act is amended by adding the following in alphabetical order:**

Great Lakes Pilotage Authority

*Administration de pilotage des Grands Lacs***153. Part I of Schedule III to the Act is amended by adding the following in alphabetical order:**

Ridley Terminals Inc.

*Ridley Terminals Inc.***154. Part I of Schedule III to the Act is amended by adding the following in alphabetical order:**

The Jacques-Cartier and Champlain Bridges Inc.

**148. L'annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :**

Administration de pilotage des Grands Lacs

*Great Lakes Pilotage Authority*

Loi sur la gestion des finances publiques

**149. L'alinéa 89.1(3)(b) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* est remplacé par ce qui suit :**

(b) en vertu du paragraphe 5(2) de la *Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement*, du paragraphe 9(2) de la *Loi sur la Corporation canadienne commerciale*, du paragraphe 11(1) de la *Loi sur la Commission canadienne du lait* ou du paragraphe 34(3) de la *Loi sur la Société d'expansion du Cap-Breton*;

**150. La partie I de l'annexe III de la même loi est modifiée par suppression de ce qui suit :**

Administration de pilotage des Grands Lacs, Limitée

*Great Lakes Pilotage Authority, Ltd.***151. La partie I de l'annexe III de la même loi est modifiée par suppression de ce qui suit :**

Administration de la voie maritime du Saint-Laurent

*The St. Lawrence Seaway Authority***152. La partie I de l'annexe III de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :**

Administration de pilotage des Grands Lacs

*Great Lakes Pilotage Authority***153. La partie I de l'annexe III de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :**

Ridley Terminals Inc.

*Ridley Terminals Inc.***154. La partie I de l'annexe III de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :**

Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.

R.S., c. F-11  
1991, c. 24,  
s. 24L.R., ch. F-11  
1991, ch.24,  
art. 24



*Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.*

**155. Part I of Schedule III to the Act is amended by adding the following in alphabetical order:**

The Seaway International Bridge Corporation, Ltd.

*La Corporation du Pont international de la voie maritime, Ltée*

**156. Part II of Schedule III to the Act is 10 amended by striking out the following:**

Canada Ports Corporation

*Société canadienne des ports*

Halifax Port Corporation

*Société de port de Halifax*

Montreal Port Corporation

*Société du port de Montréal*

Port of Quebec Corporation

*Société de port de Québec*

Prince Rupert Port Corporation

*Société de port de Prince Rupert*

Saint John Port Corporation

*Société du port de Saint John*

St. John's Port Corporation

*Société du port de St. John's*

Vancouver Port Corporation

*Société du port de Vancouver*

*The Jacques-Cartier and Champlain Bridges Inc.*

**155. La partie I de l'annexe III de la même loi est modifiée par adjonction, selon 5 l'ordre alphabétique, de ce qui suit : 5**

La Corporation du Pont international de la voie maritime, Ltée

*The Seaway International Bridge Corporation, Ltd.*

**156. La partie II de l'annexe III de la 10 même loi est modifiée par suppression de ce qui suit :**

Société canadienne des ports

*Canada Ports Corporation*

15 Société de port de Halifax 15

*Halifax Port Corporation*

Société de port de Prince Rupert

*Prince Rupert Port Corporation*

Société de port de Québec

20 *Port of Quebec Corporation* 20

Société du port de Montréal

*Montreal Port Corporation*

Société du port de Saint John

*Saint John Port Corporation*

25 Société du port de St. John's 25

*St. John's Port Corporation*

Société du port de Vancouver

*Vancouver Port Corporation*

SOR/87-128;  
SOR/85-1138

DORS/85-1138;  
DORS/87-128

R.S., c. F-24

Fishing and Recreational Harbours Act

**157. Paragraph 3(1)(a) of the Fishing and Recreational Harbours Act is replaced by the following:**

(a) any port, as defined in section 4 of the *Canada Marine Act*, or any harbour, works or property under the jurisdiction of a harbour commission established under an Act of Parliament; or

Loi sur les ports de pêche et de plaisance

**157. L'alinéa 3(1)(a) de la Loi sur les ports de pêche et de plaisance est remplacé par ce 30 qui suit :**

a) les ports au sens de l'article 4 de la *Loi maritime du Canada* et les ports, ouvrages et biens sous l'autorité d'une commission portuaire constituée sous le régime d'une 35 loi fédérale;

L.R., ch. F-24



**158. The definition “private constable” in subsection 3(1) of the *Canada Labour Code* is replaced by the following:**

“private constable”  
« agent de police privé »

“private constable” means a person appointed as a constable under Part III of the *Canada Transportation Act*;

**158. La définition de « agent de police privé », au paragraphe 3(1) du *Code canadien du travail*, est remplacée par ce qui suit :**

5 « agent de police privé » Personne nommée à titre d’agent de police aux termes de la partie III de la *Loi sur les transports au Canada.*

5 « agent de police privé »  
“private constable”

**159. Schedule III to the *Municipal Grants Act* is amended by striking out the following:**

Canada Ports Corporation  
*Société canadienne des ports*

**159.1 Schedule III to the Act is amended by adding the following in alphabetical order:**

Fraser River Port Authority  
*Administration portuaire du fleuve Fraser*

Halifax Port Authority  
*Administration portuaire de Halifax*

Montreal Port Authority  
*Administration portuaire de Montréal*

Nanaimo Port Authority  
*Administration portuaire de Nanaimo*

Port Alberni Port Authority  
*Administration portuaire de Port-Alberni*

Prince Rupert Port Authority  
*Administration portuaire de Prince-Rupert*

Quebec Port Authority  
*Administration portuaire de Québec*

Saguenay Port Authority  
*Administration portuaire du Saguenay*

Saint John Port Authority  
*Administration portuaire de Saint-Jean*

Sept-Îles Port Authority  
*Administration portuaire de Sept-Îles*

St. Johns Port Authority  
*Administration portuaire de St. Johns*

**159. L’annexe III de la *Loi sur les subventions aux municipalités* est modifiée par suppression de ce qui suit :**

10 Société canadienne des ports  
*Canada Ports Corporation*

**159.1 L’annexe III de la même loi est modifiée par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :**

15 Administration portuaire de Halifax  
*Halifax Port Authority*

Administration portuaire de Montréal  
*Montreal Port Authority*

20 Administration portuaire de Nanaimo  
*Nanaimo Port Authority*

Administration portuaire de Port-Alberni  
*Port Alberni Port Authority*

Administration portuaire de Prince-Rupert  
*Prince Rupert Port Authority*

25 Administration portuaire de Québec  
*Quebec Port Authority*

Administration portuaire de Saint-Jean  
*Saint John Port Authority*

30 Administration portuaire de Sept-Îles  
*Sept-Îles Port Authority*

Administration portuaire de St. John’s  
*St. John’s Port Authority*

Administration portuaire de Thunder Bay  
*Thunder Bay Port Authority*

35 Administration portuaire de Toronto  
*Toronto Port Authority*



Thunder Bay Port Authority <i>Administration portuaire de Thunder Bay</i>	Administration portuaire de Trois-Rivières <i>Trois-Rivières Port Authority</i>	
Toronto Port Authority <i>Administration portuaire de Toronto</i>	Administration portuaire de Vancouver <i>Vancouver Port Authority</i>	
Trois-Rivières Port Authority <i>Administration portuaire de Trois-Rivières</i>	Administration portuaire de Windsor <i>Windsor Port Authority</i>	5 5
Vancouver Port Authority <i>Administration portuaire de Vancouver</i>	Administration portuaire du fleuve Fraser <i>Fraser River Port Authority</i>	
Windsor Port Authority <i>Administration portuaire de Windsor</i>	Administration portuaire du Saguenay <i>Saguenay Port Authority</i>	10 10

**159.2 Schedule III to the Act is amended by adding the following in alphabetical order:**

The Jacques-Cartier and Champlain Bridges Inc.  
*Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.*

15 Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.  
*The Jacques-Cartier and Champlain Bridges Inc.*

**159.3 Schedule III to the Act is amended by adding the following in alphabetical order:**

The Seaway International Bridge Corporation, Ltd.  
*La Corporation du Pont international de la voie maritime, Ltée*

20 159.3 L'annexe III de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :  
La Corporation du Pont international de la voie maritime, Ltée  
*The Seaway International Bridge Corporation, Ltd.*

**160. Schedule IV to the Act is amended by striking out the following:**

The St. Lawrence Seaway Authority  
*Administration de la voie maritime du Saint-Laurent*

**160. L'annexe IV de la même loi est modifiée par suppression de ce qui suit :**

25 Administration de la voie maritime du Saint-Laurent  
*The St. Lawrence Seaway Authority*

**160.1 Schedule IV to the Act is amended by adding the following in alphabetical order:**

Great Lakes Pilotage Authority  
*Administration de pilotage des Grands Lacs*

**160.1 L'annexe IV de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :**

Administration de pilotage des Grands Lacs  
*Great Lakes Pilotage Authority*

R.S., c. N-22

Navigable Waters Protection Act

Loi sur la protection des eaux navigables

L.R., ch. N-22

**161. Section 24 of the Navigable Waters Protection Act is replaced by the following:**

**24.** Nothing in this Part affects the legal powers, rights or duties of harbour commissioners, harbour masters, port wardens, The St. Lawrence Seaway Authority or a port

**161. L'article 24 de la Loi sur la protection des eaux navigables est remplacé par ce qui suit :**

**24.** La présente partie n'a pas pour effet de porter atteinte aux droits, obligations et pouvoirs légaux des commissaires, directeurs ou gardiens de port, de l'Administration de la

Sauvegarde des pouvoirs de certaines autorités

Powers of certain authorities



authority established under the *Canada Marine Act* in respect of materials that, under this Part, are not allowed to be deposited in navigable waters.

voie maritime du Saint-Laurent ou d'une administration portuaire constituée sous le régime de la *Loi maritime du Canada* relatifs aux objets dont le dépôt dans des eaux navigables est interdit aux termes de la 5 présente partie.

R.S., c. P-21

Privacy Act

Loi sur la protection des renseignements personnels

L.R., ch. P-21

**162. The schedule to the *Privacy Act* is amended by striking out the following under the heading “*Other Government Institutions*”:**

Canada Ports Corporation

*Société canadienne des ports*

**163. The schedule to the Act is amended by striking out the following under the heading “*Other Government Institutions*”:**

Great Lakes Pilotage Authority, Ltd.

*Administration de pilotage des Grands Lacs, Limitée*

**164. The schedule to the Act is amended by striking out the following under the heading “*Other Government Institutions*”:**

The St. Lawrence Seaway Authority

*Administration de la voie maritime du Saint-Laurent*

**165. The schedule to the Act is amended by adding the following in alphabetical order under the heading “*Other Government Institutions*”:**

Great Lakes Pilotage Authority

*Administration de pilotage des Grands Lacs*

**165.1 The schedule to the Act is amended by adding the following in alphabetical order under the heading “*Other Government Institutions*”:**

Fraser River Port Authority

*Administration portuaire du fleuve Fraser*

Halifax Port Authority

*Administration portuaire de Halifax*

Montreal Port Authority

*Administration portuaire de Montréal*

Nanaimo Port Authority

*Administration portuaire de Nanaimo*

**162. L'annexe de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* est modifiée par suppression, sous l'intertitre « *Autres institutions fédérales* », de ce qui suit :**

Société canadienne des ports

10 *Canada Ports Corporation*

**163. L'annexe de la même loi est modifiée par suppression, sous l'intertitre « *Autres institutions fédérales* », de ce qui suit :**

Administration de pilotage des Grands Lacs, Limitée

*Great Lakes Pilotage Authority, Ltd.*

**164. L'annexe de la même loi est modifiée par suppression, sous l'intertitre « *Autres institutions fédérales* », de ce qui suit :**

20 Administration de la voie maritime du Saint-Laurent

*The St. Lawrence Seaway Authority*

**165. L'annexe de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « *Autres institutions fédérales* », de ce qui suit :**

Administration de pilotage des Grands Lacs

30 *Great Lakes Pilotage Authority*

**165.1 L'annexe de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « *Autres institutions fédérales* », de ce qui suit :**

Administration portuaire de Halifax 35

*Halifax Port Authority*

35 Administration portuaire de Montréal

*Montreal Port Authority*

Administration portuaire de Nanaimo

40 *Nanaimo Port Authority*

Administration portuaire de Port-Alberni

40 *Port Alberni Port Authority*



Port Alberni Port Authority <i>Administration portuaire de Port-Alberni</i>		Administration portuaire de Prince-Rupert <i>Prince Rupert Port Authority</i>	
Prince Rupert Port Authority <i>Administration portuaire de Prince-Rupert</i>		Administration portuaire de Québec <i>Quebec Port Authority</i>	
Québec Port Authority <i>Administration portuaire de Québec</i>	5	Administration portuaire de Saint-Jean <i>Saint John Port Authority</i>	5
Saguenay Port Authority <i>Administration portuaire du Saguenay</i>		Administration portuaire de Sept-Îles <i>Sept-Îles Port Authority</i>	
Saint John Port Authority <i>Administration portuaire de Saint-Jean</i>	10	Administration portuaire de St. John's <i>St. John's Port Authority</i>	10
Sept-Îles Port Authority <i>Administration portuaire de Sept-Îles</i>		Administration portuaire de Thunder Bay <i>Thunder Bay Port Authority</i>	
St. John's Port Authority <i>Administration portuaire de St. John's</i>		Administration portuaire de Toronto <i>Toronto Port Authority</i>	
Thunder Bay Port Authority <i>Administration portuaire de Thunder Bay</i>	15	Administration portuaire de Trois-Rivières <i>Trois-Rivières Port Authority</i>	15
Toronto Port Authority <i>Administration portuaire de Toronto</i>		Administration portuaire de Vancouver <i>Vancouver Port Authority</i>	
Trois-Rivières Port Authority <i>Administration portuaire de Trois-Rivières</i>	20	Administration portuaire de Windsor <i>Windsor Port Authority</i>	20
Vancouver Port Authority <i>Administration portuaire de Vancouver</i>		Administration portuaire du fleuve Fraser <i>Fraser River Port Authority</i>	
Windsor Port Authority <i>Administration portuaire de Windsor</i>		Administration portuaire du Saguenay <i>Saguenay Port Authority</i>	

R.S., c. S-9

## Canada Shipping Act

## Loi sur la marine marchande du Canada

L.R., ch. S-9

**166. Section 588 of the *Canada Shipping Act* is repealed.** 25 **166. L'article 588 de la *Loi sur la marine marchande du Canada* est abrogé.** 25

**167. Paragraph 604(a) of the Act is repealed.** **167. L'alinéa 604a) de la même loi est abrogé.**

*Repeals**Abrogations*Repeal of  
R.S., c. C-9

**168. The *Canada Ports Corporation Act* is repealed.** 30 **168. La *Loi sur la Société canadienne des ports* est abrogée.** 30

Abrogation  
de L.R., ch.  
C-9

Repeal

**169. The *Hamilton Harbour Commissioners' Act*, chapter 98 of the Statutes of Canada, 1912, is repealed.** **169. La *Loi des commissaires du havre de Hamilton*, chapitre 98 des Statuts du Canada de 1912, est abrogée.**

Abrogation

Repeal

**170. The *Hamilton Harbour Commissioners Act, 1951*, chapter 17 of the Statutes of Canada, 1951, is repealed.** **170. La *Loi sur les commissaires du havre de Hamilton (1951)*, chapitre 17 des Statuts du Canada de 1951, est abrogée.**

Abrogation



Repeal

**171. The Hamilton Harbour Commissioners Act, 1957, chapter 16 of the Statutes of Canada, 1957-58, is repealed.**

**171. La Loi de 1957 sur les commissaires du havre de Hamilton, chapitre 16 des Statuts du Canada de 1957-58, est abrogée.**

Abrogation

Repeal of R.S., c. H-1

**172. The Harbour Commissions Act is repealed.**

**172. La Loi sur les commissions portuaires est abrogée.**

Abrogation de L.R., ch. H-1

Repeal of R.S., c. P-29

**173. The Public Harbours and Port Facilities Act is repealed.**

**173. La Loi sur les ports et installations portuaires publics est abrogée.**

Abrogation de L.R., ch. P-29

Repeal of R.S., c. S-2

**174. The St. Lawrence Seaway Authority Act is repealed.**

**174. La Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent est abrogée.**

Abrogation de L.R., ch. S-2

Repeal

**175. The Toronto Harbour Commissioners' Act, 1911, chapter 26 of the Statutes of Canada, 1911, is repealed.**

**175. La Loi de 1911 concernant les commissaires du havre de Toronto, chapitre 26 des Statuts du Canada de 1911, est abrogée.**

Abrogation

*Conditional Amendment*

*Modification conditionnelle*

Bill C-25

**176. If Bill C-25, introduced in the second session of the thirty-fifth Parliament and entitled *An Act respecting regulations and other documents, including the review, registration, publication and parliamentary scrutiny of regulations and other documents, and to make consequential and related amendments to other Acts* is assented to, then, on the later of the day on which section 1 of that Act comes into force and the day on which this section comes into force,**

**176. En cas de sanction du projet de loi C-25, déposé au cours de la deuxième session de la trente-cinquième législature et intitulé *Loi concernant les règlements et autres textes, y compris leur examen, enregistrement, publication et contrôle parlementaire, et modifiant certaines lois en conséquence*, à l'entrée en vigueur de l'article 1 de ce projet de loi ou à celle du présent article, la dernière en date étant à retenir :**

Projet de loi C-25

**(a) subsection 6(3) of this Act is replaced by the following:**

**a) le paragraphe 6(3) de la présente loi est remplacé par ce qui suit :**

Status of letters patent

**(3) Letters patent are not regulations within the meaning of the *Regulations Act*, but shall be published in the *Canada Gazette* and are valid with respect to third parties as of the date of publication.**

**(3) Les lettres patentes ne sont pas des règlements au sens de la *Loi sur les règlements*; elles sont toutefois publiées dans la *Gazette du Canada* et sont opposables aux tiers à compter de leur date de publication.**

Non-application de la *Loi sur les règlements*

**(b) subsection 40(9) of this Act is replaced by the following:**

**b) le paragraphe 40(9) de la présente loi est remplacé par ce qui suit :**

**(9) Land use plans are not regulations within the meaning of the *Regulations Act*.**

**(9) Les plans d'utilisation des sols ne sont pas des règlements au sens de la *Loi sur les règlements*.**

*Loi sur les règlements*

*Coming into Force*

*Entrée en vigueur*

Coming into force

**177. (1) Subject to this section, this Act comes into force 150 days after the day on which it receives Royal Assent unless, before that day, the Governor in Council, by order, declares that this Act or any provision of this Act comes into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.**

**177. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, la présente loi entre en vigueur 150 jours après sa sanction sauf si, avant cette échéance, le gouverneur en conseil, par décret, déclare que la présente loi ou telle de ses dispositions entrera en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.**

Entrée en vigueur



Coming into  
force

(2) Subject to subsection (3), Part III, or any of its provisions, and sections 127.1, 127.2, 130, 138, 139.1, 140, 141, 147.1, 148, 150, 151, 152, 154, 155, 159.2, 159.3, 160, 160.1, 163, 164, 165, 169 to 172, 174 and 175 come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

Restriction

(3) Sections 169 to 171 may not come into force before letters patent of continuance are issued under section 8 in respect of The Hamilton Harbour Commissioners constituted pursuant to *The Hamilton Harbour Commissioners' Act*.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), la partie III ou telle de ses dispositions et les articles 127.1, 127.2, 130, 138, 139.1, 140, 141, 147.1, 148, 150, 151, 152, 154, 155, 159.2, 159.3, 160, 160.1, 163, 164, 165, 169 à 172, 174 et 175 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

Entrée en  
vigueur

(3) Les articles 169 à 171 ne peuvent entrer en vigueur avant que les lettres patentes de prorogation ne soient délivrées, conformément à l'article 8, à l'égard des commissaires du havre de Hamilton nommés en vertu de la *Loi des commissaires du havre de Hamilton*.

Réserve





**C-44**

Second Session, Thirty-fifth Parliament,  
45 Elizabeth II, 1996

**THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA**

## **BILL C-44**

An Act for making the system of Canadian ports competitive, efficient and commercially oriented, providing for the establishing of port authorities and the divesting of certain harbours and ports, for the commercialization of the St. Lawrence Seaway and ferry services and other matters related to maritime trade and transport and amending the Pilotage Act and amending and repealing other Acts as a consequence

---

**AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS  
APRIL 16, 1997**

---

**Bill  
Projet de loi**

**Schedule  
Annexe**

**C-44**

Deuxième session, trente-cinquième législature,  
45 Elizabeth II, 1996

**CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**

## **PROJET DE LOI C-44**

Loi favorisant la compétitivité du réseau portuaire canadien par une rationalisation de sa gestion, prévoyant la création des administrations portuaires et l'aliénation de certains ports, régissant la commercialisation de la Voie maritime du Saint-Laurent et des traversiers et des questions connexes liées au commerce et au transport maritime, modifiant la Loi sur le pilotage et abrogeant et modifiant certaines lois en conséquence

---

**ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES  
LE 16 AVRIL 1997**

---

**Summary  
Sommaire**

**Table of Provisions  
Table analytique**

SCHEDULE  
(Section 5)

## PORT AUTHORITIES

Fraser River Port Authority
<i>Administration portuaire du fleuve Fraser</i>
Halifax Port Authority
<i>Administration portuaire de Halifax</i>
Montreal Port Authority
<i>Administration portuaire de Montréal</i>
Nanaimo Port Authority
<i>Administration portuaire de Nanaimo</i>
Port Alberni Port Authority
<i>Administration portuaire de Port-Alberni</i>
Prince Rupert Port Authority
<i>Administration portuaire de Prince-Rupert</i>
Quebec Port Authority
<i>Administration portuaire de Québec</i>
Saguenay Port Authority
<i>Administration portuaire du Saguenay</i>
Saint John Port Authority
<i>Administration portuaire de Saint-Jean</i>
Sept-Îles Port Authority
<i>Administration portuaire de Sept-Îles</i>
St. John's Port Authority
<i>Administration portuaire de St. John's</i>
Thunder Bay Port Authority
<i>Administration portuaire de Thunder Bay</i>
Toronto Port Authority
<i>Administration portuaire de Toronto</i>
Trois Rivières Port Authority
<i>Administration portuaire de Trois-Rivières</i>
Vancouver Port Authority
<i>Administration portuaire de Vancouver</i>
Windsor Port Authority
<i>Administration portuaire de Windsor</i>

ANNEXE  
(article 5)

## ADMINISTRATIONS PORTUAIRES

Administration portuaire de Halifax
<i>Halifax Port Authority</i>
Administration portuaire de Montréal
<i>Montreal Port Authority</i>
Administration portuaire de Nanaimo
<i>Nanaimo Port Authority</i>
Administration portuaire de Port-Alberni
<i>Port Alberni Port Authority</i>
Administration portuaire de Prince-Rupert
<i>Prince Rupert Port Authority</i>
Administration portuaire de Québec
<i>Quebec Port Authority</i>
Administration portuaire de Saint-Jean
<i>Saint John Port Authority</i>
Administration portuaire de Sept-Îles
<i>Sept-Îles Port Authority</i>
Administration portuaire de St. John's
<i>St. John's Port Authority</i>
Administration portuaire de Thunder Bay
<i>Thunder Bay Port Authority</i>
Administration portuaire de Toronto
<i>Toronto Port Authority</i>
Administration portuaire de Trois-Rivières
<i>Trois-Rivières Port Authority</i>
Administration portuaire de Vancouver
<i>Vancouver Port Authority</i>
Administration portuaire de Windsor
<i>Windsor Port Authority</i>
Administration portuaire du fleuve Fraser
<i>Fraser River Port Authority</i>
Administration portuaire du Saguenay
<i>Saguenay Port Authority</i>

---

Published under authority of the Speaker of the House of CommonsAvailable from:  
Public Works and Government Services Canada — Publishing,  
Ottawa, Canada K1A 0S9

---

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communesEn vente:  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition,  
Ottawa, Canada K1A 0S9



## RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act for making the system of Canadian ports competitive, efficient and commercially oriented, providing for the establishing of port authorities and the divesting of certain harbours and ports, for the commercialization of the St. Lawrence Seaway and ferry services and other matters related to maritime trade and transport and amending the Pilotage Act and amending and repealing other Acts as a consequence".

## SUMMARY

This enactment sets out the legislative scheme for the establishment and operation of Canada Port Authorities. It establishes the legislative scheme for public ports and public port facilities that the Minister will administer and the different ways the Minister can deal with those ports and facilities. It describes the legal structure for the future operation of the Seaway. It provides the Government with a residual regulatory power in relation to other harbours, provides for the designation of enforcement officers to enforce regulations in all ports and harbours and provides those enforcement officers with the powers necessary to carry out their duties. The enactment provides measures to ensure the financial self-sufficiency and accountability of pilotage authorities through amendments to the *Pilotage Act*.

## RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « Loi favorisant la compétitivité du réseau portuaire canadien par une rationalisation de sa gestion, prévoyant la création des administrations portuaires et l'aliénation de certains ports, régissant la commercialisation de la Voie maritime du Saint-Laurent et des traversiers et des questions connexes liées au commerce et au transport maritime, modifiant la Loi sur le pilotage et abrogeant et modifiant certaines lois en conséquence ».

## SOMMAIRE

Le texte met en place le système législatif pour l'instauration et l'exploitation des administrations portuaires canadiennes. Il met en place le système législatif pour les ports publics et les installations portuaires publiques qui seront administrés par le ministre et prévoit les différentes façons que peut utiliser le ministre pour transiger avec ces ports et installations. Il décrit la structure juridique de l'exploitation future de la voie maritime. Il prévoit, pour le gouvernement, un pouvoir de réglementation résiduel en ce qui concerne les autres ports, prévoit la désignation des agents chargés d'exécuter la loi dans tous les ports et havres, et prévoit, pour ces agents, les pouvoirs nécessaires leur permettant d'effectuer leurs tâches. Par des modifications de la *Loi sur le pilotage*, le texte prévoit l'autonomie financière et la responsabilisation des administrations de pilotage.



TABLE OF PROVISIONS

TABLE ANALYTIQUE

AN ACT FOR MAKING THE SYSTEM OF CANADIAN PORTS COMPETITIVE, EFFICIENT AND COMMERCIALY ORIENTED, PROVIDING FOR THE ESTABLISHING OF PORT AUTHORITIES AND THE DIVESTING OF CERTAIN HARBOURS AND PORTS, FOR THE COMMERCIALIZATION OF THE ST. LAWRENCE SEAWAY AND FERRY SERVICES AND OTHER MATTERS RELATED TO MARITIME TRADE AND TRANSPORT AND AMENDING THE PILOTAGE ACT AND AMENDING AND REPEALING OTHER ACTS AS A CONSEQUENCE

LOI FAVORISANT LA COMPÉTITIVITÉ DU RÉSEAU PORTUAIRE CANADIEN PAR UNE RATIONALISATION DE SA GESTION, PRÉVOYANT LA CRÉATION DES ADMINISTRATIONS PORTUAIRES ET L'ALIÉNATION DE CERTAINS PORTS, RÉGISSANT LA COMMERCIALISATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT ET DES TRAVERSISERS ET DES QUESTIONS CONNEXES LIÉES AU COMMERCE ET AU TRANSPORT MARITIME, MODIFIANT LA LOI SUR LE PILOTAGE ET ABROGEANT ET MODIFIANT CERTAINES LOIS EN CONSÉQUENCE

	SHORT TITLE
1.	Short title
	INTERPRETATION
2.	Definitions
	ABORIGINAL RIGHTS
2.1	Aboriginal rights
	NATIONAL MARINE POLICY
3.	National Marine Policy
	<b>PART I</b>
	<b>CANADA PORT AUTHORITIES</b>
	<i>Interpretation</i>
4.	Definitions
	<i>Application</i>
5.	Application of Part
	<i>Agent of Her Majesty</i>
5.1	Agent of Her Majesty
	<i>Incorporation</i>
6.	Letters patent
7.	Supplementary letters patent
	<i>Continuance of Harbour Commissions</i>
8.	Continuance of harbour commissions
9.	Consequences for commissioners
	<i>Initial Port Authorities</i>
10.	Continued or deemed incorporated

	TITRE ABRÉGÉ
1.	Titre abrégé
	DÉFINITIONS
2.	Définitions
	DROITS DES AUTOCHTONES
2.1	Droits des autochtones
	POLITIQUE MARITIME NATIONALE
3.	Politique maritime nationale
	<b>PARTIE I</b>
	<b>ADMINISTRATIONS PORTUAIRES CANADIENNES</b>
	<i>Définitions</i>
4.	Définitions
	<i>Champ d'application</i>
5.	Application de la présente partie
	Mandataire de Sa Majesté
5.1	Mandataire de Sa Majesté : administration portuaire
	<i>Constitution</i>
6.	Lettres patentes
7.	Lettres patentes supplémentaires
	<i>Prorogation des commissions portuaires</i>
8.	Prorogation
9.	Conséquences — commissaires
	<i>Administrations portuaires initiales</i>
10.	Prorogation ou présomption de constitution



11.	Consequences for former directors and commissioners	11.	Conséquences — administrateurs et commissaires
	<i>Directors</i>		<i>Administrateurs</i>
12.	Appointment of directors	12.	Nomination des administrateurs
13.	Knowledge or experience	13.	Expérience ou connaissances
14.	Persons excluded	14.	Catégories de personnes exclues
15.	Election of chairperson	15.	Nomination du président
16.	Term of office	16.	Durée du mandat
17.	Ceasing to hold office	17.	Fin du mandat
18.	Power to manage	18.	Pouvoirs
19.	Appointment of officers	19.	Nomination des dirigeants
19.1	Duties of care of directors and officers	19.1	Devoir des administrateurs et des dirigeants
	<i>Legal Regime Applicable to Port Authorities</i>		<i>Régime juridique applicable aux administrations portuaires</i>
20.	Liability arising when acting as agent of Crown	20.	Responsabilité à titre de mandataire
20.1	<i>Financial Administration Act</i>	20.1	<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>
21.	No appropriation	21.	Interdiction de crédits
22.	No guarantee	22.	Interdiction de garanties
23.	<i>Canada Business Corporations Act</i>	23.	<i>Loi canadienne sur les sociétés par actions</i>
	<i>Capacity and Powers</i>		<i>Capacité et pouvoirs</i>
24.	Capacity and powers	24.	Capacité et pouvoirs
25.	Powers of port authority re railways	25.	Construction de chemins de fer
26.	Power to make by-laws	26.	Règlements administratifs
27.	Borrowing powers	27.	Pouvoir d'emprunt
28.	Powers to invest	28.	Placements
28.01	Deemed knowledge of letters patent	28.01	Présomption
	<i>Annual Meeting</i>		<i>Réunion annuelle</i>
28.	Annual Meeting	28.1	Réunion annuelle
29.	Meeting open to public	29.	Réunion publique
29.1	Annual financial statements	29.1	États financiers annuels
	<i>Financial Management</i>		<i>Gestion financière</i>
30.	Public to get financial statements	30.	États financiers
31.	Quarterly financial statements	31.	Rapports trimestriels
32.	Books and systems	32.	Documents comptables
32.1	Business plan	32.1	Plan d'activités
32.2	Manner of presenting information	32.2	Présentation matérielle
	<i>Special Examinations</i>		<i>Examens spéciaux</i>
33.	Special examinations	33.	Règle générale
34.	Report	34.	Rapport
35.	Examiner — auditor	35.	Examineur — vérificateur de l'administration
	<i>Property</i>		<i>Biens</i>
36.	<i>Federal Real Property Act</i>	36.	<i>Loi sur les immeubles fédéraux</i>
37.	Powers and obligations where management given	37.	Pouvoirs et obligations relatifs à des biens fédéraux



38.	Disposition of federal real property	38.	Dispositions de biens fédéraux
39.	<i>Navigable Waters Protection Act</i>	39.	<i>Loi sur la protection des eaux navigables</i>
40.	Land-use plan	40.	Plan d'utilisation des sols
	<i>Fees</i>		<i>Droits</i>
41.	Fixing of fees	41.	Fixation des droits
42.	Discrimination among users	42.	Discrimination entre les utilisateurs
43.	Notice of new or revised fees	43.	Avis d'établissement ou de révision des droits
43.1	Complaints	43.1	Plaintes
44.	Fees by contract	44.	Fixation des droits par contrat
	<i>Official Languages</i>		<i>Langues officielles</i>
45.	<i>Official Languages Act</i>	45.	<i>Loi sur les langues officielles</i>
	<i>Liquidation and Dissolution</i>		<i>Liquidation et dissolution</i>
46.	Liquidation and dissolution	46.	Liquidation et dissolution
	<i>Port Traffic Control</i>		<i>Service de circulation portuaire</i>
47.	Traffic control zones	47.	Zones de contrôle de la circulation portuaire
48.	Notice	48.	Préavis
49.	Traffic control	49.	Circulation portuaire
50.	Offences and punishment	50.	Infractions et peines
51.	Application to military and police ships	51.	Navires militaires
	<i>Order and Safety</i>		<i>Maintien de l'ordre et de la sécurité des personnes et des biens</i>
51.1	Order and safety	51.1	Maintien de l'ordre et de la sécurité des personnes et des biens
	<i>Regulations</i>		<i>Règlements</i>
52.	Regulations	52.	Règlements
53.	Evidence of limits of navigable waters	53.	Preuve du périmètre portuaire
	<b>PART II</b>		<b>PARTIE II</b>
	<b>PUBLIC PORTS</b>		<b>PORTS PUBLICS</b>
	<i>Designation by Governor in Council</i>		<i>Désignation par le gouverneur en conseil</i>
54.	Designation by regulation	54.	Désignation par règlement
55.	<i>Federal Real Property Act</i>	55.	<i>Loi sur les immeubles fédéraux</i>
	<i>Fees</i>		<i>Droits</i>
56.	Fixing of fees	56.	Fixation des droits
57.	Services	57.	Services
	<i>Harbour Masters and Wharfingers</i>		<i>Directeurs de port et gardiens de quai</i>
58.	Harbour masters and wharfingers	58.	Directeurs de port et gardiens de quai
	<i>Agreements</i>		<i>Ententes</i>
59.	Agreements	59.	Ententes
	<i>Federal Real Property</i>		<i>Immeubles fédéraux</i>
60.	Leases and licences	60.	Baux et permis
61.	Agreements for disposal or transfer	61.	Pouvoir d'aliénation



	<i>General</i>		<i>Dispositions générales</i>
62.	<i>Navigable Waters Protection Act</i>	62.	<i>Loi sur la protection des eaux navigables</i>
	<i>Regulations</i>		<i>Règlements</i>
63.	Regulations	63.	Règlements
64.	Coming into force of regulations	64.	Maintien en vigueur des règlements
	<i>Traffic Control</i>		<i>Contrôle de la circulation</i>
65.	Traffic control	65.	Contrôle de la circulation
	<b>PART III</b>		<b>PARTIE III</b>
	<b>SEAWAY</b>		<b>VOIE MARITIME</b>
	<i>Interpretation</i>		<i>Définition</i>
66.	Definition of “Authority”	66.	Définition de « Administration »
	<i>Objectives</i>		<i>Objectifs</i>
67.	Objectives	67.	Objectifs
	<i>Powers of Minister</i>		<i>Pouvoirs du ministre</i>
68.	Powers of Minister	68.	Pouvoirs
69.	Transfer	69.	Transfert
70.	Consolidated Revenue Fund	70.	Trésor
71.	Rights and obligations preserved	71.	Maintien des droits et obligations
	<i>Annual Meeting</i>		<i>Assemblée annuelle publique</i>
72.	Meeting open to public	72.	Assemblée publique
	<i>Financial Management</i>		<i>Gestion financière</i>
73.	Public to get financial statements	73.	États financiers
74.	Books and systems	74.	Documents comptables
75.	Audit	75.	Vérification
	<i>Special Examinations</i>		<i>Examens spéciaux</i>
76.	Special examinations	76.	Règle générale
77.	Report	77.	Rapport
78.	Examiner — other qualified auditor	78.	Examineur — autre examinateur compétent
	<i>Property</i>		<i>Biens</i>
79.	<i>Federal Real Property Act</i>	79.	<i>Loi sur les immeubles fédéraux</i>
80.	Powers re property of Her Majesty	80.	Pouvoirs du cocontractant à l’égard des biens de Sa Majesté
	<i>Fees</i>		<i>Droits</i>
81.	Fees	81.	Droits
82.	Discrimination among users	82.	Discrimination entre utilisateurs
83.	Notice of fees	83.	Dépôt d’un avis des droits
	<i>Official Languages Act</i>		<i>Loi sur les langues officielles</i>
84.	<i>Official Languages Act</i>	84.	<i>Loi sur les langues officielles</i>



	<i>Dissolution</i>		<i>Dissolution</i>
85.	Dissolution of Authority	85.	Dissolution de l'Administration
	<i>Regulations</i>		<i>Règlements</i>
86.	Regulations	86.	Règlements
	<i>Traffic Control</i>		<i>Contrôle de la circulation</i>
87.	Traffic control	87.	Contrôle de la circulation
	<i>General</i>		<i>Dispositions générales</i>
88.	Powers of United States authority	88.	Capacité de l'autorité américaine
89.	<i>Navigable Waters Protection Act</i>	89.	<i>Loi sur la protection des eaux navigables</i>
90.	<i>International Boundary Waters Treaty Act</i>	90.	<i>Loi du traité des eaux limitrophes internationales</i>
	<b>PART IV</b>		<b>PARTIE IV</b>
	<b>REGULATIONS AND ENFORCEMENT</b>		<b>RÈGLEMENTS ET CONTRÔLE D'APPLICATION</b>
	<i>Interpretation</i>		<i>Définitions</i>
91.	Definitions	91.	Définitions
	<i>Regulations</i>		<i>Règlements</i>
92.	Regulations	92.	Règlements
93.	Regulations	93.	Règlements
	<i>Traffic Control</i>		<i>Contrôle de la circulation</i>
94.	Traffic control	94.	Contrôle de la circulation
	<i>Liability for Fees</i>		<i>Paiement des droits</i>
95.	Ships and cargo	95.	Navires
	<i>Enforcement</i>		<i>Contrôle d'application</i>
	<b>Designation</b>		<b>Désignation</b>
96.	Enforcement officers	96.	Agents de l'autorité
	<b>Inspection</b>		<b>Inspection</b>
97.	Powers of enforcement officers	97.	Pouvoirs de l'agent de l'autorité
98.	Duty to assist enforcement officers	98.	Obligation d'assistance
	<b>Search and Seizure</b>		<b>Perquisitions et saisies</b>
99.	Warrant	99.	Mandat
100.	Where warrant not necessary	100.	Perquisition sans mandat
101.	Powers during search	101.	Pouvoirs
102.	Entry	102.	Droit de passage
	<b>Detention of Ships</b>		<b>Rétention de navires</b>
103.	Detention — enforcement officer	103.	Rétention — agent de l'autorité
104.	Notice of detention order to be served on master	104.	Signification au capitaine
105.	Sale of ship where no appearance and no security	105.	Vente du navire
106.	Notice	106.	Avis





107. Claiming interest  
108. Payment of proceeds

*Other Powers*

109. Sale of perishable goods  
110. Lien on ships  
111. Obstruction of ports  
112. Rights exercisable  
113. Other remedies

*Offences and Punishment*

114. Offence  
115. Offence and fine  
116. Separate offence  
116.1 Order to comply

PART V

HUMAN RESOURCES

*Seaway*

117. Successor rights  
118. Designation of employees

*Local Port Corporations*

119. Successor rights

*Harbour Commissions*

120. Successor rights  
*Non-corporate Ports of Canada Ports Corporation*  
121. Designation by Minister  
122. Successor rights  
123. Minister's powers  
124. Delegation  
125. *Public Service Staff Relations Act*

PART VI

MISCELLANEOUS

126. Dissolution of Canada Ports Corporation  
127. Agreements — Marine Atlantic Inc.  
127.1 Regulations — The Jacques-Cartier and Champlain Bridges Inc.  
127.2 Regulations — The Seaway International Bridge Corporation, Ltd.  
128. Ridley Terminals Inc.  
128.1 Review of Act

107. Revendication de droits  
108. Affectation du produit de la vente

*Autres pouvoirs*

109. Vente de marchandises périssables  
110. Privilèges — navires  
111. Obstruction du port  
112. Changement de propriétaire  
113. Autres recours

*Infractions et peines*

114. Infractions  
115. Infraction et peine  
116. Infraction continue  
116.1 Ordonnance

PARTIE V

RESSOURCES HUMAINES

*Voie maritime*

117. Application du *Code canadien du travail*  
118. Employés désignés

*Sociétés de port locales*

119. Obligations des sociétés remplaçantes

*Commissions portuaires*

120. Obligation des sociétés remplaçantes  
*Ports non autonomes de la Société canadienne des ports*  
121. Désignation ministérielle  
122. Obligation des sociétés remplaçantes  
123. Pouvoirs conférés au ministre  
124. Délégation  
125. *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*

PARTIE VI

DISPOSITIONS DIVERSES

126. Conséquence de la dissolution de la Société canadienne des ports  
127. Ententes — Marine Atlantique S.C.C.  
127.1 Règlements  
127.2 Règlements  
128. Ridley Terminals Inc.  
128.1 Rapport d'examen



## PART VII

## AMENDMENTS TO THE PILOTAGE ACT

129 to 138. Amendments to *Pilotage Act*

## PART VIII

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS, REPEALS,  
CONDITIONAL AMENDMENT AND COMING INTO FORCE*Consequential Amendments*

- 139 to 141.1 *Access to Information Act*  
142. *Canada Transportation Act*  
143 to 144.1 *Canadian Environmental Assessment Act*  
145. *Canadian Transportation Accident Investigation and Safety Board Act*  
145.1 to 148. *Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act*  
  
149 to 156. *Financial Administration Act*  
157. *Fishing and Recreational Harbours Act*  
158. *Canada Labour Code*  
159 to 160. *Municipal Grants Act*  
161. *Navigable Waters Protection Act*  
162 to 165.1 *Privacy Act*  
166 and 167. *Canada Shipping Act*

*Repeals*

168. *Canada Ports Corporation Act*  
169. *The Hamilton Harbour Commissioners' Act*  
170. *The Hamilton Harbour Commissioners Act, 1951*  
171. *The Hamilton Harbour Commissioners Act, 1957*  
172. *Harbour Commissions Act*  
173. *Public Harbours and Port Facilities Act*  
174. *St. Lawrence Seaway Authority Act*  
175. *The Toronto Harbour Commissioners' Act, 1911*

*Conditional Amendment*

176. Bill C-25

*Coming into Force*

177. Coming into force

## SCHEDULE

## PARTIE VII

## MODIFICATIONS DE LA LOI SUR LE PILOTAGE

129 to 138. Modifications de la *Loi sur le pilotage*

## PARTIE VIII

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES, ABROGATIONS,  
MODIFICATION CONDITIONNELLE ET ENTRÉE EN  
VIGUEUR*Modifications corrélatives*

- 139-141.1 *Loi sur l'accès à l'information*  
142. *Loi sur les transports au Canada*  
143-144.1 *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*  
145. *Loi sur le Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports*  
145.1-148. *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*  
  
149-156. *Loi sur la gestion des finances publiques*  
157. *Loi sur les ports de pêche et de plaisance*  
158. *Code canadien du travail*  
159-160. *Loi sur les subventions aux municipalités*  
161. *Loi sur la protection des eaux navigables*  
162-165.1 *Loi sur la protection des renseignements personnels*  
166-167. *Loi sur la marine marchande du Canada*

*Abrogations*

168. *Loi sur la Société canadienne des ports*  
169. *Loi des commissaires du havre de Hamilton*  
170. *Loi sur les commissaires du havre de Hamilton (1951)*  
171. *Loi de 1957 sur les commissaires du havre de Hamilton*  
172. *Loi sur les commissions portuaires*  
173. *Loi sur les ports et installations portuaires publics*  
174. *Loi sur l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent*  
175. *Loi de 1911 concernant les commissaires du havre de Toronto*

*Modification conditionnelle*

176. Projet de loi C-25

*Entrée en vigueur*

177. Entrée en vigueur

## ANNEXE